

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1982-1983

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

FÉVRIER 1983



ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTE -
RETOUR BUREAU 603

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME-UNI

FÉVRIER 1983

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1983

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Évolution récente	8
Demande et production	8
Situation du marché du travail	12
Coûts et prix	16
Échanges et paiements internationaux	20
II. Politique économique	25
Politique budgétaire	27
Politique monétaire	34
III. Perspectives à court terme	41
IV. Les industries manufacturières et l'ajustement structurel	46
Les industries manufacturières	47
L'ajustement positif et la politique industrielle	54
V. Conclusions	57
<i>Annexes :</i>	
I. Stocks de biens capitaux, productivité et productions potentielles dans les industries manufacturières	61
II. Programmes pour l'emploi	63
III. Chronologie économique	66
Annexe statistique	72

TABLEAUX

Texte

1. Demande et production	8
2. Statistiques du marché du travail	13
3. Coûts et prix	17
4. Composantes de la hausse des prix	19
5. Balance des paiements	22
6. Ventilation des exportations de produits manufacturés par région	23
7. Évolution des masses budgétaires	28
8. Évolution des masses budgétaires en longue période	32
9. Agrégats monétaires	38
10. Indicateurs conjoncturels récents	42

11. Perspectives à court terme	44
12. Évolution de l'investissement dans le secteur des industries manufacturières	49
13. Coûts de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier	50
14. Dépenses d'aide à l'industrie et aux régions	56

Annexe statistique

A. Emploi du PIB	72
B. Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie	73
C. Consommation et investissements	74
D. Production et main-d'œuvre	75
E. Financement intérieur	76
F. Salaires, prix et position extérieure	77
G. Analyse des transactions en capital et des règlements officiels	78
H. Avoirs et engagements extérieurs	80
I. Commerce extérieur par régions	81

GRAPHIQUES

1. Évolution de l'investissement	10
2. Taux réels de rendement dans l'industrie	11
3. Évolution de l'emploi par secteur	15
4. Évolution des prix	18
5. Commerce extérieur	21
6. Compétitivité des prix et résultats à l'exportation dans les industries manufacturières	24
7. Taux de change	26
8. Taux d'intérêt	36
9. Taux d'intérêt réels	39
10. Masse monétaire et liquidités	40
11. Structure de la production par branche d'activité	46
12. Évolution de la production	48
13. Comparaisons internationales de l'emploi dans l'industrie	51
14. Production potentielle dans le secteur des industries manufacturières	53

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants, estimation au 1-7-1980) :	
Superficie agricole (milliers de km ²), en 1980	185	Londres (métropole)	6.8
		Birmingham	1.0
		Glasgow	0.8
		Liverpool	0.5
		Manchester	0.5

LA POPULATION

Population au 30-6-1981	56 020 000	Total de la population active civile occupée, en 1981	23 048 000
Densité au km ²	230	dont :	
Accroissement net, moyenne annuelle 1975-1980	-9 830	Agriculture	647 000
Taux de variation annuel, 1975-1980	0.0	Industrie (avec construction)	8 375 000
		Autres activités	14 026 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1981 (en % du PNB)	22	Composition de la Chambre des Communes (novembre 1982) :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1981 (en % du PNB)	43	Conservateurs	333 sièges
Dette publique au 31 mars 1981 (en % des recettes ordinaires des Administrations publiques)	119	Travailleurs	237 >
		Travailleurs sociaux-démocr.	30 >
		Libéraux	12 >
		Divers partis	
		de l'Irlande du Nord	12 >
		Nationalistes écossais	2 >
		Nationalistes gallois	2 >
		Socialiste indépendant	1 >
		Vacants	2 >
		Président	1 >
		Autres	3 >
			635 sièges

Dernières élections : 3-5-1979

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en % du PNB, en 1981	27	Importations de biens et services, en % du PNB, en 1981	24
Principaux produits exportés (en % des exportations totales, en 1981) :		Principaux produits importés (en % des importations totales, en 1981) :	
Machines	23	Machines	18
Produits chimiques	11	Pétrole et produits pétroliers	12
Matériel de transport	10	Produits chimiques	7
Textiles	3	Métaux non ferreux	3
Métaux non ferreux	2	Viande	2
Sidérurgie	2		

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Unité monétaire par dollar des États-Unis, moyenne des données journalières :	
		Année 1981	0.4977
		Novembre 1982	0.6131

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel du Royaume-Uni par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 16 décembre 1982.

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 18 janvier 1983.

INTRODUCTION

L'ajustement aux effets du second choc pétrolier, l'orientation restrictive de la politique économique et la dégradation substantielle de la compétitivité sont autant de facteurs qui ont contribué à la récession la plus grave qu'ait connue le Royaume-Uni depuis la guerre. Le mouvement de repli était beaucoup plus sensible que dans la plupart des autres pays de l'OCDE ; au cours de la période de trois ans se terminant au milieu de 1982, le PIB réel a accusé une baisse de l'ordre de 5 %, alors que dans le même temps, il augmentait de 2 % dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. La situation du marché du travail s'est fortement détériorée, en partie sous l'effet d'une progression exceptionnelle de la productivité, évolution qui est allée à l'encontre du cycle économique. Dans les trois années allant jusqu'au milieu de 1982, l'emploi s'est contracté de façon substantielle, tandis que le chômage doublait presque, pour atteindre un taux de 12 % environ. Le fléchissement de la production et de l'emploi a été particulièrement marqué dans le secteur des industries manufacturières, et la base industrielle s'est considérablement réduite. Le Royaume-Uni ayant commencé à être touché par la récession un peu plus tôt que ses partenaires et étant devenu exportateur net de pétrole au milieu des années 80, sa balance extérieure courante avait enregistré un excédent appréciable ces deux dernières années, mais elle s'est considérablement détériorée depuis quelque temps. A cela s'ajoute une baisse très importante du taux d'inflation qui, après avoir été légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE en 1981, est devenu un des plus faibles de la zone. Avec le ralentissement des majorations contractuelles de salaires, les anticipations inflationnistes et les comportements à l'égard de l'inflation semblent s'être notablement modifiés.

Conformément aux objectifs de lutte contre l'inflation énoncés dans la stratégie financière à moyen terme, le besoin de financement du secteur public a été considérablement réduit et l'expansion des agrégats monétaires est restée voisine de la fourchette retenue comme objectif dans le budget présenté en mars 1982. La réduction des emprunts des administrations publiques, conjuguée à l'évolution des marchés internationaux de capitaux, a permis aux autorités monétaires d'abaisser de façon très sensible les taux d'intérêt nominaux. Néanmoins, la politique de lutte contre l'inflation ayant porté ses fruits, les taux d'intérêt réels sont restés relativement élevés. En dépit d'un assouplissement, la politique budgétaire demeure restrictive. En novembre 1982, le gouvernement a annoncé une nouvelle réduction de la surtaxe au titre de l'assurance nationale ainsi que d'autres mesures destinées à alléger les charges des entreprises industrielles. A supposer que ni l'orientation actuelle de la politique économique ni les taux de change ne soient modifiés, et compte tenu de la médiocrité des perspectives d'expansion des échanges internationaux, il faut s'attendre à ce que, d'ici au milieu de 1984, le PIB réel n'augmente que légèrement, le chômage s'aggrave encore dans des proportions importantes et l'excédent de la balance extérieure subisse une nette réduction. Il est probable que le taux d'inflation sera encore réduit.

La présente Étude commence par une analyse de l'évolution récente de la demande et de la production, du marché du travail, des coûts et des prix et de la balance des paiements (première partie). La politique budgétaire et la politique monétaire sont examinées dans la deuxième partie, tandis que la troisième contient une analyse des

perspectives à court terme jusqu'au milieu de 1984. La quatrième partie est consacrée à un examen des résultats enregistrés depuis 1973 dans les industries manufacturières, ainsi qu'à certains aspects des politiques micro-économiques d'ajustement et de la politique industrielle menées par les autorités. L'Étude se termine par une analyse des principales questions concernant la conduite de l'action gouvernementale (cinquième partie).

I. ÉVOLUTION RÉCENTE

Demande et production

Comme on peut le voir dans le tableau 1, la demande et la production ont accusé un revirement considérable à partir de 1979. La plupart des composantes de la demande se sont fortement contractées depuis deux ans environ mais la demande intérieure totale a montré une certaine reprise dans la période récente. Il convient de noter que la

Tableau 1. **Demande et production**
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente					Par rapport au semestre précédent		
	1978	1979	1980	1981	1982 ¹	1981 II	1982 I	1982 II ²
Consommation privée	5.8	4.9	-0.1	0.4	1	-0.3	0.1	3½
Consommation publique	2.1	1.8	1.9	0.0	1½	1.6	1.3	2½
Formation de capital fixe	3.5	0.9	-2.8	-8.2	2½	1.3	4.1	½
Demande intérieure finale	4.6	3.6	-0.2	-1.2	1½	0.3	1.0	3
<i>plus formation de stocks³</i>	-0.2	0.6	-2.9	-0.3	1	2.9	1.7	-2
<i>plus ajustement « de compromis »⁴</i>	0.1	0.3	-0.3	-0.2	-½	1.9	-1.8	½
Demande intérieure totale	4.4	4.4	-3.3	-1.6	2	5.1	0.9	1½
Exportations	1.9	2.6	0.4	-2.2	-½	7.3	-2.3	-3
Importations	3.9	11.3	-3.4	-0.3	4½	29.5	-3.9	-½
Variation de la balance extérieure ⁵	-0.6	-2.4	1.1	-0.5	-1½	-5.7	0.6	-½
PIB aux prix du marché ¹	3.8	2.0	-2.2	-2.2	½	-0.8	1.5	1
PIB aux prix du marché, pétrole de la Mer du Nord non compris	3.2	1.1	-2.3	-2.6	½	-0.9	1.1	½
Production agricole	7.8	-0.1	9.6	-0.8	½	0.8	0.0	1½
Industries extractives ⁵	24.6	27.5	1.8	6.2	9	4.4	10.2	10½
Industries manufacturières	0.6	0.1	-9.1	-6.4	-½	3.8	-1.2	-2½
Construction, gaz, électricité et eau	5.6	-0.5	-4.4	-7.5	½	0.4	-1.7	5
Services	3.0	1.9	-0.7	-0.7	½	0.1	0.1	2
PIB au coût des facteurs (dans l'optique de la production)	3.3	2.0	-2.9	-2.4	½	1.3	-0.1	1½
Revenu disponible réel des ménages	8.2	6.9	1.3	-1.9	-2½	-3.0	-2.3	-1½
Taux d'épargne des ménages	12.7	14.4	15.6	13.4	10½	12.8	11.8	9½

1. Estimation basée sur les prévisions du Secrétariat pour le quatrième trimestre de 1982.

2. Contribution à la variation du PIB en pourcentage du PIB de la période précédente.

3. Différence entre l'estimation dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » du PIB, cette dernière étant la moyenne pondérée des trois estimations du PIB dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les coefficients de pondération sont 40 %, 40 % et 20 % respectivement.

4. Estimation « de compromis ».

5. Y compris la production de pétrole et de gaz en Mer du Nord.

Sources : *Economic Trends*, CSO et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

consommation privée est restée relativement stable durant une période¹ où la plupart des éléments du revenu réel disponible des ménages enregistraient un recul. Après avoir augmenté en moyenne de 4 % par an environ au cours de la période de trois ans se terminant en 1980, le revenu réel disponible après impôt² a baissé de 1½ % en 1981 et a continué de fléchir en 1982. Cette évolution s'explique davantage par l'augmentation de la pression fiscale que par le ralentissement de la croissance des gains nominaux. Les revenus réels des travailleurs indépendants ont aussi accusé une baisse considérable. L'incidence de la baisse des salaires et des revenus des travailleurs indépendants sur le revenu réel disponible des ménages a toutefois été modérée par la croissance soutenue et persistante des transferts publics aux ménages (6½ % par an en moyenne) essentiellement les transferts en provenance de la sécurité sociale, en partie attribuables à l'augmentation des indemnités de chômage. De ce fait, le revenu réel disponible des ménages a continué d'augmenter en 1980, mais à un rythme nettement plus lent que les deux années précédentes, avant d'accuser un recul en 1981 et en 1982 (tableau 1).

L'incidence de la baisse du revenu réel disponible des ménages sur la consommation privée a été largement compensée par l'évolution du taux d'épargne. Après avoir atteint le niveau record de 15½ % en 1980, le taux d'épargne des ménages est progressivement retombé (tableau 1) au voisinage de 12 % au premier semestre de 1982. En raison, essentiellement de la levée en juillet dernier des mesures de contrôle du crédit à la consommation qui a provoqué une forte augmentation de la consommation privée, le taux d'épargne a baissé davantage au troisième trimestre et il a atteint 9½ %, ce qui est inférieur au niveau moyen des années 70. Cette baisse semble s'expliquer aussi par l'effet net de patrimoine attribuable au ralentissement de l'inflation et par conséquent la baisse moins prononcée de la valeur réelle des actifs monétaires, les gens étant ainsi moins enclins à épargner.

La consommation des administrations publiques a aussi contribué à soutenir la demande intérieure finale pendant la plus grande partie de la récession, en dépit des plafonds de dépenses et d'un strict contrôle des dépenses publiques. Comme dans de nombreux pays Membres, le freinage des dépenses publiques a été beaucoup plus sensible au niveau de l'investissement qu'à celui de la consommation. L'investissement des administrations publiques diminue depuis 1973, date à laquelle il avait atteint un niveau record; pour les trois premiers trimestres de 1982, il était inférieur de 19 % environ à son niveau de 1981, et de 60 % à celui de 1973 (graphique 1). Si l'investissement des entreprises publiques a accusé une baisse tendancielle moins marquée que celui des administrations publiques, il n'en reste pas moins qu'en dépit d'un redressement au premier semestre de 1982, son niveau était encore inférieur de 20 % environ au maximum enregistré de 1975/76. Reflétant les diverses tendances de la consommation et de l'investissement, les dépenses publiques totales consacrées à des achats de biens et de services, qui étaient stationnaires depuis plus de quatre ans à la fin de 1980, ont légèrement diminué en termes réels au premier semestre de 1981 et sont restées à peu près inchangées depuis lors.

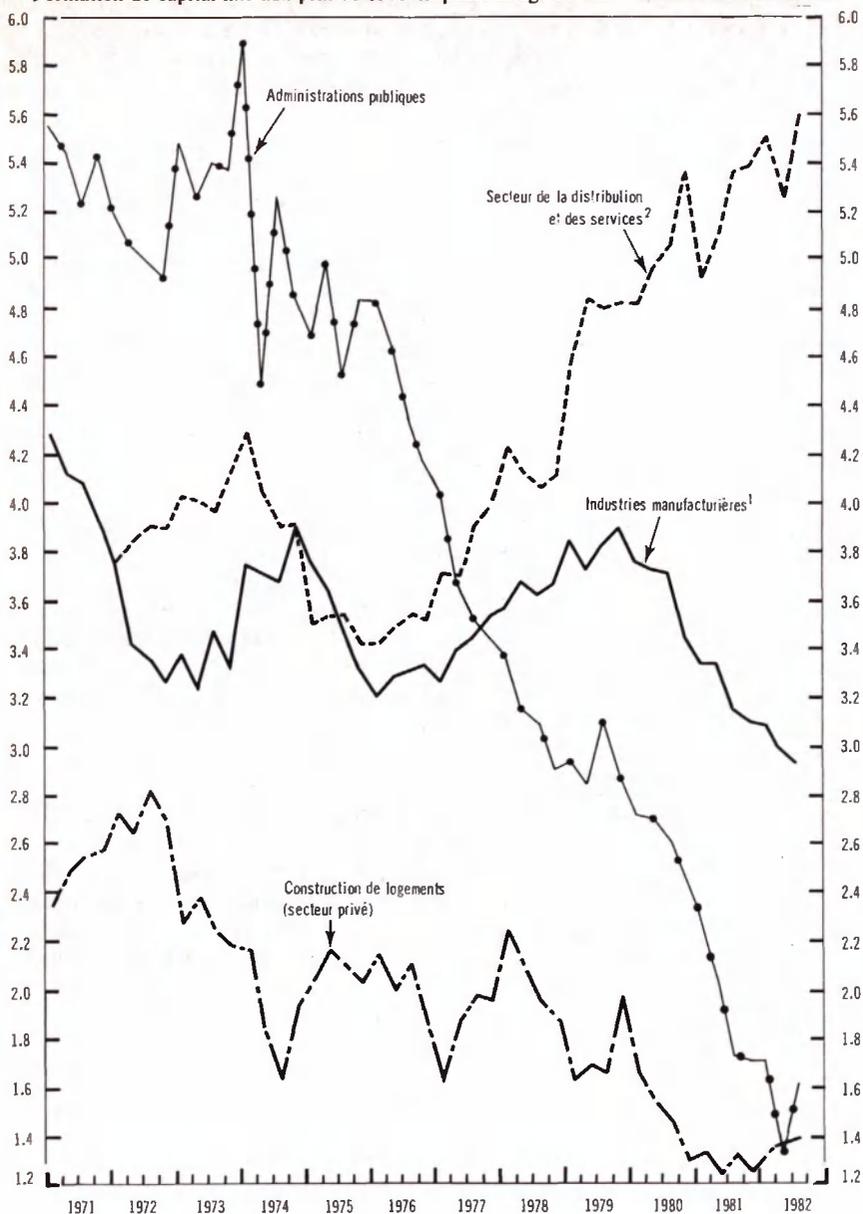
Dans le secteur privé, l'investissement a été peu soutenu. L'investissement des entreprises manufacturières³ a accusé un vif recul, retombant au voisinage de son niveau de 1965 après avoir enregistré un maximum en 1979. Les indicateurs donnent à penser

1. Sur une base semestrielle, l'écart en pourcentage (taux effectif) entre le niveau maximum et le niveau minimum de la consommation privée a été de ¾ % sur la période allant du premier semestre de 1979 au premier semestre de 1982.

2. Revenu réel disponible moyen.

3. Les chiffres de l'OCDE concernant l'investissement des entreprises manufacturières comprennent les biens d'équipement loués selon la formule du crédit-bail, tandis que ces derniers sont exclus des statistiques officielles du Royaume-Uni, dans lesquelles les investissements sont classés en fonction de leur propriétaire. L'investissement des entreprises manufacturières représente environ 38 % du total de l'investissement industriel en 1981.

Graphique 1. Évolution de l'investissement
 Formation de capital fixe aux prix de 1975 en pourcentage du PIB – chiffres désaisonnalisés



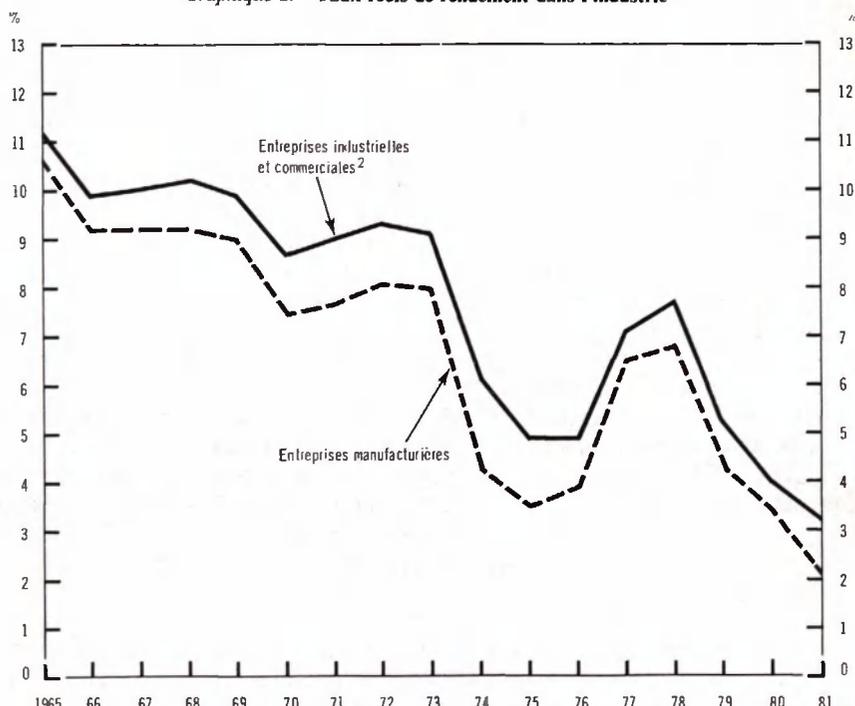
1. Y compris les opérations de crédit-bail.
2. Non compris les opérations de crédit-bail.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

qu'il enregistrera encore une légère baisse au second semestre de 1982. Ce fléchissement de l'investissement dans les industries manufacturières s'explique par la forte diminution de la production à partir de 1980, et donc par l'augmentation de la capacité inutilisée, conjuguée à une vive contraction des bénéfices des entreprises. En 1981, le

taux réel de rendement avant impôt⁴ était tombé à peine à plus de 2 %, soit le plus bas niveau jamais enregistré et à peu près à la moitié du taux observé lors de la récession de 1975 (graphique 2). Si l'on tient compte de la forte augmentation des taux d'intérêt intervenue en 1980 et en 1981 et du relèvement des impôts perçus par les autorités locales, le taux de profit a probablement encore plus baissé que ne le donne à penser l'évolution du taux de rendement. Dans les entreprises industrielles et commerciales n'appartenant pas au secteur manufacturier ni au secteur pétrolier de la Mer du Nord, les taux réels de rendement sont aussi tombés à un niveau très faible en 1981, mais néanmoins légèrement supérieur à celui du secteur manufacturier (graphique 2). Cette différence conjuguée au fait que la production a moins diminué dans le secteur des services que dans celui des industries manufacturières, explique peut-être en partie pourquoi au cours de 1982 l'investissement fixe a continué de s'accroître dans le secteur de la distribution et des services. Le total de l'investissement en installations et machines dans l'ensemble des secteurs, ayant enregistré une forte progression durant les années 70 (36 %), a été, aussi, marqué par la récession et il a atteint un niveau inférieur d'environ 10 % à la pointe conjoncturelle de 1980. Le redressement de l'investissement fixe total au premier semestre de 1982 s'explique par une forte progression (12 % en taux annuel) de l'investissement résidentiel du secteur privé; les indicateurs donnent à

Graphique 2. Taux réels de rendement dans l'industrie¹



1. Excédent brut d'exploitation (avant impôt et paiements d'intérêts), diminué de la consommation de capital au coût de remplacement courant, au titre des activités au Royaume-Uni.

2. Non compris les activités de prospection et de production de la Mer du Nord.

Source : *British business*, 17 septembre 1982.

4. Il s'agit du taux de rendement des actifs physiques, quelle que soit la manière dont ils sont financés; ils comprennent donc les paiements d'intérêts nets.

penser que cette progression se poursuivra, à un rythme élevé, au second semestre de l'année. Si, après être tombé à un niveau extrêmement bas en 1981⁵, l'investissement résidentiel privé s'est redressé, cela tient principalement à la quasi-stabilité des prix des logements neufs pendant la dernière année écoulée, à l'abondance du crédit résultant de la présence croissante des banques sur ce marché, à la baisse des taux d'intérêt et à des réductions des programmes de construction de logements des autorités locales.

La croissance de la consommation des administrations publiques, la progression de l'investissement fixe privé dans le secteur des entreprises non manufacturières et, plus récemment, la forte augmentation de la consommation privée, ont suffi à provoquer un léger redressement de la demande intérieure finale à partir du milieu de 1981 (tableau 1). Le ralentissement du mouvement de déstockage, à partir du second semestre de 1981, a apporté une contribution positive à la croissance de la demande intérieure totale en 1982. Après avoir accusé un net repli en 1980 et en 1981, le PIB réel s'est légèrement redressé – au rythme de 1½ % – au premier semestre de 1982, grâce aussi à une légère contribution positive de la balance extérieure réelle. En dépit de l'évolution défavorable du volume des exportations et des importations depuis le milieu de l'année (section sur les échanges et les paiements internationaux, infra), le PIB réel a continué d'augmenter légèrement, le taux de croissance global s'établissant à ¾ % pour l'ensemble de l'année 1982. Par suite des effets de la perte notable de compétitivité qui s'était produite auparavant et de la faiblesse du commerce international, la production des industries manufacturières est restée à peu près inchangée en 1982 en moyenne annuelle, mais a accusé un recul en glissement annuel.

Situation du marché du travail

La dernière récession s'est caractérisée par un repli très marqué de l'emploi, qui s'est poursuivi en 1982, mais à un rythme moins rapide (tableau 2). Entre le milieu de 1979 et la fin de 1982, l'emploi total aura semble-t-il diminué de 9 % environ, soit plus qu'on ne peut l'expliquer par des facteurs conjoncturels. Lors de la récession précédente (à la suite de la première crise pétrolière), l'emploi salarié total était resté à peu près stationnaire, diminuant d'à peine plus de 1 % au cours de la période de deux ans se terminant en 1976. Les trois années suivantes, il avait connu une croissance relativement rapide, au point d'atteindre, au milieu de 1979, son plus haut niveau depuis 1967. Compte tenu du faible redressement de la production (en 1979, le PIB réel hors production pétrolière ne dépassait que de 3¼ % le maximum précédent enregistré en 1973), on peut s'étonner de la croissance rapide de l'emploi durant la période de trois ans se terminant en 1979. Il est possible que la confiance des chefs d'entreprise n'ait pas été entamée par les changements fondamentaux intervenus dans la situation économique après le premier choc pétrolier, et que les entreprises aient décidé d'embaucher de la main-d'œuvre en tablant sur une reprise à peu près aussi soutenue que précédemment.

Dès l'amorce de la seconde crise pétrolière, les chefs d'entreprise se sont rendu compte qu'une période difficile d'adaptation serait nécessaire avant que l'économie puisse retrouver un rythme de croissance soutenu, lequel serait en tout état de cause nettement plus faible, à moyen terme, que précédemment. De plus, en raison surtout de la détérioration de la compétitivité extérieure, la situation économique s'est dégradée beaucoup plus rapidement que lors des récessions précédentes. De ce fait, les coûts de main-d'œuvre ont nettement augmenté par rapport à la valeur de la production ; en dépit

5. En 1981, l'investissement résidentiel privé était inférieur de 30 % à son niveau de 1979 et de près de 40 % au niveau moyen des années 70.

Tableau 2. Statistiques du marché du travail

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982			
	1963 Moyenne							T1	T2	T3	
Pourcentages annuels de variation								Variation sur 6 mois en taux annuel			
Population active c.v.s.¹											
Population active ²	0.2	0.9	0.7	0.6	0.6	0.9	-0.1	-1.1	-1.0	-0.7	
Emploi total	0.1	-0.5	0.2	0.8	0.9	-1.7	-3.8	-2.1	-2.0		
Emploi salarié total	0.1	-0.6	0.3	1.0	1.1	-1.9	-4.5	-2.8	-2.7		
Hommes (pourcentage de participation)	(62.5)	(59.4)	(59.1)	(58.7)	(58.2)	(57.9)	(57.3)	(57.0)	(56.8)		
Femmes (pourcentage de participation)	(37.5)	(40.6)	(40.9)	(41.3)	(41.8)	(42.1)	(42.7)	(43.0)	(43.2)		
Industries productrices dont : Industries manufacturières	-0.5	-2.5	-0.3	-0.4	-0.6	-4.7	-9.2	-6.0	-5.6	-5.4	
Services publics ³	-0.5	-3.1	0.2	-0.4	-1.1	-5.7	-2.8	-5.1	-5.3	-5.9	
Autres secteurs tertiaires ³	1.3	-1.2	-1.4	-0.4	-0.0	-1.2	-1.3	-2.8	-0.7		
Administrations publiques	2.7	0.9	1.0	2.2	9.7	-0.6	-0.9	-3.1	-1.3		
	2.7	2.2	-0.7	0.3	1.4	-0.5	-0.4				
Productivité⁴											
Ensemble de l'économie	2.3	2.0	1.3	1.7	0.0	-1.3	1.6	2.3	2.0		
Industries manufacturières	2.7	5.3	1.6	1.1	1.3	-3.7	3.9	4.7	3.8	3.5	
Chômage c.v.s.⁵											
Total (non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité)											
Royaume-Uni: En milliers	565	1 273	1 378	1 376	1 307	1 668	2 539	2 817	2 877	2 984	
Taux ⁶	2.4	5.3	5.7	5.7	5.4	6.8	10.6	11.8	12.0	12.5	
Total (non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité)											
Grande-Bretagne: En milliers	529	1 223	1 323	1 316	1 248	1 596	2 442	2 713	2 769	2 872	
Taux ⁶	2.3	5.2	5.6	5.6	5.2	6.7	10.5	11.6	11.9	12.3	
Hommes: En milliers	436	941	976	947	879	1 117	1 768	1 965	2 001	2 073	
Taux ⁶	3.0	6.7	6.9	6.7	6.3	7.9	12.8	14.2	14.4	15.0	
Femmes: En milliers	93	282	347	369	369	479	675	748	768	799	
Taux ⁶	1.1	3.0	3.7	3.9	3.8	4.9	7.1	7.9	8.1	8.5	
Structure du chômage, non désaisonnalisé, en fonction de la durée (pourcentage de participation)											
Jusqu'à 4 semaines	..	(19.5)	(18.5)	(17.6)	(17.3)	(17.7)	(12.0)	(8.6)	(8.9)	(12.2)	
Plus de 4 semaines	..	(80.5)	(81.5)	(82.4)	(82.7)	(82.3)	(88.0)	(91.4)	(91.1)	(87.8)	
En fonction de l'âge (pourcentage de participation)											
Moins de 18 ans	..	(14.1)	(14.5)	(14.2)	(9.7)	(11.5)	(9.3)	(7.5)	(6.4)	(11.6)	
18 à 24 ans	..	(26.2)	(26.6)	(26.7)	(27.7)	(28.6)	(30.0)	(30.1)	(30.3)	(29.0)	
25 à 39 ans	..	(49.7)	(49.7)	(50.0)	(52.8)	(51.3)	(53.0)	(54.9)	(55.8)	(52.3)	
60 ans et plus	..	(10.0)	(9.2)	(9.1)	(9.8)	(8.6)	(7.7)	(7.5)	(7.5)	(7.1)	
Pour mémoire :											
Taux de chômage, Royaume-Uni ⁷	2.3	5.2	5.6	5.5	5.2	6.9	10.4	11.2	11.6	12.1	
Nombre moyen d'heures travaillées par ouvrier											
Grande-Bretagne, secteur manufacturier (1975=100)	104.9	100.3	101.3	101.1	100.9	98.2	97.0	97.6	98.2	98.6	
Offres d'emplois, Royaume-Uni, en milliers	211.1	119.7	155.9	210.3	241.3	143.0	97.0	111.7	107.2	110.9	

1. Royaume-Uni.
2. Estimations du Secrétariat basées sur les données du recensement de l'emploi pour 1981 récemment publiées.

3. Grande-Bretagne.

4. Productivité calculée sur la base de l'indice de production du PIB, non compris le pétrole de la Mer du Nord.

5. Les données relatives au chômage sont basées sur l'ancienne définition qui tient compte des demandeurs d'emploi qui n'ont pas droit aux indemnités de chômage.

6. Pourcentage des salariés sans emploi par rapport au nombre total des salariés (pourvus ou non d'un emploi). C'est cette mesure qui est officiellement utilisée au Royaume-Uni.

7. Pourcentage de salariés sans emploi par rapport à la population active totale, y compris les jeunes arrivés en fin de scolarité.

Source : Department of Employment Gazette.

de délestages considérables, les coûts totaux de main-d'œuvre sont passés d'environ 69½ % du PIB⁶ pour la période de trois ans se terminant en 1978 à 72¾ % en 1979 et 76¾ % en 1981, soit une augmentation d'environ 4½ points par rapport aux maximum de 1975. Les contraintes financières pesant sur les entreprises ont amené celles-ci à commencer à réduire leurs effectifs avant même que la baisse de production ne devienne apparente. Ce comportement est très différent de celui qui avait prévalu lors des récessions antérieures, où la contraction de l'emploi avait subi la baisse de la production avec un retard de trois trimestres environ, en moyenne. Le changement d'attitude des syndicats, face au risque que de nombreuses entreprises soient menées à la faillite si elles ne faisaient pas des économies de main-d'œuvre, explique peut-être en partie la rapidité avec laquelle les effectifs ont été réduits sans que cela provoque de conflits du travail importants.

Si la baisse de l'emploi salarié a été générale, elle a été particulièrement marquée dans l'industrie, où les effectifs se sont contractés au rythme de 8 % par an durant la période de deux ans se terminant à la fin de 1981 (graphique 3). Par comparaison, le recul n'a été que de 1¼ % dans le secteur des services. La contraction de l'emploi salarié s'est ralentie durant les neuf premiers mois de 1982, pour tomber aux environs de 2½ % par an, mais les effectifs ont continué de diminuer environ quatre fois plus vite dans l'industrie que dans le secteur des services (5¼ % et 1¼ % respectivement). Ces différences tiennent aux raisons suivantes :

- i) La production a accusé une diminution beaucoup plus importante dans le secteur manufacturier que dans celui des services ; entre 1979 et les premiers mois de 1982, elle a reculé de 15 et de 1½ % respectivement.
- ii) Les coûts de main-d'œuvre ont davantage augmenté dans le secteur manufacturier que dans celui des services ; dans les industries manufacturières, ils sont passés de 73¾ % environ de la valeur ajoutée durant la période de deux ans se terminant en 1978 à 82½ % environ en 1981.
- iii) Jusqu'en 1980, la rétention de main-d'œuvre a été plus importante dans les industries manufacturières que dans le secteur des services, comme l'indique le ralentissement plus marqué du taux de croissance de la productivité des industries manufacturières après le milieu des années 70⁷.

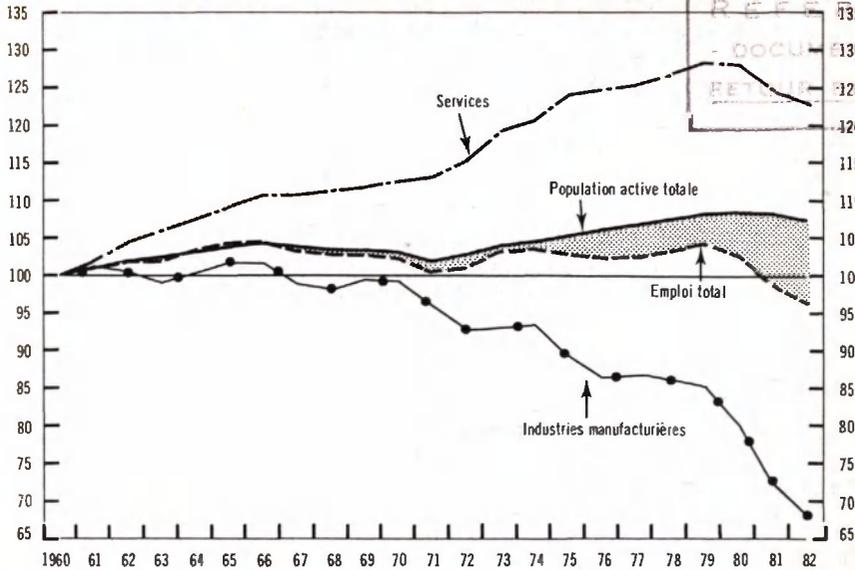
Dans une certaine mesure, la baisse de l'emploi depuis 1979 s'explique par un renversement du mouvement de rétention de main-d'œuvre qui s'était produit durant les quatre années précédentes. Les importants délestages ont eu pour effet de porter le taux de croissance de la productivité (production par travailleur) dans l'industrie manufacturière à 4 % en 1981 et à 5¾ % environ en 1982. Compte tenu du fait que le temps de travail a diminué, la productivité par homme-heure a encore plus progressé. En dépit de cette amélioration, cependant, le taux de croissance annuel de la productivité des industries manufacturières entre le milieu des années 70 et 1982 (environ 2 %) reste inférieur au taux tendanciel enregistré dans le passé. Sous l'effet du tassement de l'emploi, la croissance de la productivité s'est aussi accélérée dans le secteur des services depuis 1979, pour atteindre, selon les estimations, 1¾ % en 1982, contre un taux moyen légèrement supérieur à ½ % pendant les six années précédentes.

Les effets de la contraction de l'emploi sur le chômage déclaré ont été atténués par une diminution de la population active, un certain nombre de travailleurs étant « découragés » et d'autres partant volontairement en retraite par anticipation. De ce fait,

6. Rémunération totale des salariés (y compris la surtaxe au titre de la sécurité sociale) divisée par le PIB au coût des facteurs, production de pétrole et de gaz de la Mer du Nord non comprise.

7. Au cours de la période de six ans se terminant en 1980, le taux de croissance annuel moyen de la productivité dans les industries manufacturières avait été de ½ % environ, pourcentage inférieur de quatre cinquièmes environ au taux de longue période jusqu'en 1973-74.

Graphique 3. Évolution de l'emploi par secteur



Source : Department of Employment Gazette.

après avoir progressé de façon ininterrompue au rythme de $\frac{3}{4}$ % environ par an pendant la période de huit ans se terminant en 1980, la population active totale diminue depuis lors (tableau 2), sa contraction ayant atteint $\frac{3}{4}$ % environ en taux annuel en 1982⁸. Par ailleurs, les autorités ont étendu les programmes de création d'emplois et de formation mis en place durant la deuxième moitié des années 70. Au milieu de 1982, 560 000 personnes environ bénéficiaient de ces programmes (pour un coût de 1½ milliard de livres en 1982/83), contre 300 000 en 1979. L'incidence nette de ces programmes sur le chômage déclaré est toutefois inférieure, puisqu'on estime que 300 000 chômeurs auront été concernés en 1982. Le Youth Opportunities Programme (YOP), dont bénéficiaient environ 210 000 personnes au milieu de 1982 et qui permet aux jeunes chômeurs de suivre des cours de formation et d'acquérir une expérience professionnelle, est le plus important d'entre eux. Vient ensuite le Temporary Short Time Working Compensation Scheme, qui encourage les employeurs à réduire le temps de travail plutôt que de licencier du personnel, grâce à des subventions équivalent à 50 % des gains normaux (y compris les cotisations de sécurité sociale). Le Job Release Scheme (JRS), qui a pour objet de favoriser les départs en retraite anticipée, concerne aussi un grand nombre de personnes⁹.

En dépit de la diminution de la population active et de ces divers programmes en faveur de l'emploi, le chômage est passé de 1.4 million de personnes environ (y compris les jeunes à la recherche d'un premier emploi) en 1979 à 3¼ millions vers la fin de 1982,

8. Les chiffres relatifs à la population active sont des estimations de l'OCDE fondées sur les données plus récentes du recensement de l'emploi de 1981, sur la base duquel il apparaît que l'emploi total dépassait, au milieu de 1982, de 700 000 personnes environ le chiffre précédemment avancé dans les estimations.

9. Se reporter à l'annexe II pour une analyse plus approfondie des programmes en faveur de l'emploi et de la formation.

soit de 5 à presque 12½ % de la population active¹⁰. Si l'on tient compte des personnes involontairement exclues du marché du travail, le nombre effectif des chômeurs est quelque peu supérieur. Ce facteur, ainsi que les départs volontaires en retraite anticipée, expliquent en partie la réduction de la proportion de chômeurs dans le groupe de « 60 ans et plus » depuis 1979 (tableau 2). Le chômage féminin a augmenté un peu plus lentement que le chômage masculin. En dépit des programmes d'emploi en leur faveur, les jeunes de moins de 24 ans – soit environ 40 % du nombre total des chômeurs déclarés – ont continué d'être plus touchés que les autres groupes d'âge. La forte augmentation du chômage s'est accompagnée d'un allongement sensible de sa durée ; les personnes sans emploi depuis plus d'un an représentaient 33½ % du nombre total des chômeurs au milieu de 1982, contre un peu moins de 20 % deux ans auparavant, tandis que la proportion des personnes sans emploi depuis six mois à un an est passée de 16 % à 21½ %.

Coûts et prix

Le taux d'inflation, qui avait déjà fortement diminué en 1981, a encore baissé en 1982 (graphique 4), et ce, dans une proportion plus importante qu'on ne le prévoyait généralement. La hausse des prix de détail d'une année sur l'autre est tombée de 12 % en 1981 à presque 5½ % en décembre 1982, la plupart des composantes de l'indice contribuant au ralentissement. La décélération considérable de la hausse des prix de détail depuis le milieu de 1982 est principalement attribuable à d'importantes réductions des taux des prêts hypothécaires et à l'évolution saisonnière exceptionnellement favorable des prix alimentaires au troisième trimestre. D'autres indicateurs des prix ont aussi connu une décélération appréciable depuis la fin de 1981 (tableau 3). La hausse des prix de gros s'est ralentie de façon sensible, en particulier en ce qui concerne les prix des moyens de production, dont l'évolution a été favorablement influencée par la faiblesse des prix à l'importation. Sous l'effet, dans une large mesure, de cette évolution favorable, le taux annuel d'augmentation des prix de gros des produits manufacturés (ventes sur le marché intérieur) s'est fortement ralenti, pour tomber à 7 % environ durant les onze premiers mois de 1982. En raison de la vive concurrence internationale résultant de la perte de compétitivité enregistrée les années précédentes, et les entreprises s'efforçant de ne pas aggraver la tendance à une réduction des parts de marchés extérieurs, la hausse des prix des produits manufacturés à l'exportation est restée assez lente (4½ % en taux annuel) durant les onze premiers mois de 1982, nettement en dessous de celle des prix intérieurs. La seule exception à cette tendance générale à la baisse observée en 1982, est l'augmentation du prix des logements neufs, lequel était néanmoins encore inférieur, en septembre, au maximum enregistré au printemps de 1981.

10. Les autorités du Royaume-Uni ont modifié les définitions du chômage en novembre 1982. En vertu du système précédent – utilisé dans la présente étude – étaient considérées comme chômeurs les personnes ayant fait une demande d'emploi dans les agences pour l'emploi, qu'elles aient ou non demandé à bénéficier d'indemnités de chômage. En vertu du nouveau système, seules les personnes ayant demandé à bénéficier d'indemnités de chômage seront considérées comme des chômeurs par les bureaux de chômage, c'est-à-dire qu'en seront exclues de nombreuses femmes mariées qui n'ont pas droit aux indemnités et quelques autres catégories de chômeurs. Les principales autres différences qui existent entre les deux systèmes sont les suivantes : en vertu du nouveau système, les handicapés graves sans emploi sont pour la première fois considérés comme des chômeurs (leur nombre est estimé à 23 000 environ) ; dans les bureaux de chômage, la comptabilisation est effectuée sur ordinateur (et non manuellement, comme dans les agences pour l'emploi) et elle est donc plus à jour, ce qui a eu pour effet de réduire le nombre des chômeurs déclarés de 100 000 personnes en novembre 1982 et de 78 000 personnes en moyenne durant les dix premiers mois de 1982. En octobre 1982, le nombre des chômeurs déclarés était, selon le nouveau système, de 3 049 000 et, selon l'ancien système, de 3 295 100, ce qui représente une différence de 246 100 personnes (la différence moyenne observée durant les dix premiers mois de 1982 était du même ordre).

Tableau 3. Coûts et prix
Pourcentages de variation en taux annuel

	1979	1980	1981	T1	T2	1982		
						Oct.	T3	Nov.
	Moyenne annuelle			Variation par rapport aux six mois précédents				
Prix de détail, total	13.4	18.0	11.9	8.5	10.1	7.5	3.0	2.6 ²
Total, sauf produits de saison	13.3	18.4	11.9	7.5	9.0	8.5	4.7	4.5
Produits alimentaires	12.0	12.1	8.4	14.0	13.4	-0.5	-4.0	-4.4
Produits non alimentaires	13.8	19.7	12.8	7.1	9.3	9.6	4.8	4.4
<i>dont :</i>								
Logement	20.5	29.0	18.1	14.5	12.8	10.6	-2.5	-1.8
Fuel et électricité	10.1	25.0	21.3	7.5	14.7	19.5	16.4	15.6
Services	11.4	22.8	14.5	17.8	11.3	4.0	2.2	3.1
Biens durables	10.9	12.1	4.8	2.2	2.6	2.3	1.6	2.4
Habillement et chaussure	9.5	9.7	1.4	0.4	0.0	1.8	1.9	2.5
Industries nationalisées	8.5	24.8	19.5	7.5	21.0	20.1	8.9	9.0
Prix de gros, indice global								
Matériaux et combustibles achetés par les industries manufacturières	15.9	19.9	13.6	2.0	2.3	5.7	6.1	12.0
Ensemble des produits manufacturés, ventes sur le marché intérieur	12.2	16.3	10.7	9.3	8.0	6.7	6.6	6.9
Prix à l'importation (valeurs moyennes)	8.1	10.5	3.8	7.0	-1.6	0.4	4.5	3.5
Pétrole brut	18.3	56.0	31.0	14.1	-7.8	3.0	31.3	22.3
Produits autres que le pétrole	6.3	6.9	2.3	6.0	2.8	2.3	1.3	-0.5
Gains et salaires								
Gains moyens, indice global (c.v.s.)	15.5	20.7	12.9	8.7	6.4	8.4	8.5	
Industries manufacturières (c.v.s.)	15.6	17.8	13.2	9.9	9.0	9.4	10.7	
Services publics	16.8	26.6	13.6	0.6	7.0	9.0	10.5	
Taux hebdomadaires de base, industries et services	15.0	18.0	10.2	6.9	7.8	5.2	2.9	2.1
Industries manufacturières	15.0	17.1	9.4	7.8	5.9	2.8	2.1	1.1
Gains disponibles réels moyens ¹	3.2	2.9	-1.7	-1.1	-2.7	0.7	3.6	6.0
Pour mémoire :								
Indices implicites des prix des comptes nationaux								
Consommation privée	12.8	16.0	11.0	8.0	7.7	6.8		
PIB au coût des facteurs	13.4	18.4	11.1	4.0	7.5	8.1		
PIB aux prix du marché	15.0	19.2	12.2	5.2	8.8	7.2		
Prix des logements neufs	28.5	19.9	2.4	-6.1	-12.3	11.1		
Traitements et salaires par unité de production								
Indice global	15.2	20.3	9.5	6.3	5.1			
Industries manufacturières	13.8	22.2	8.8	5.0	5.1			

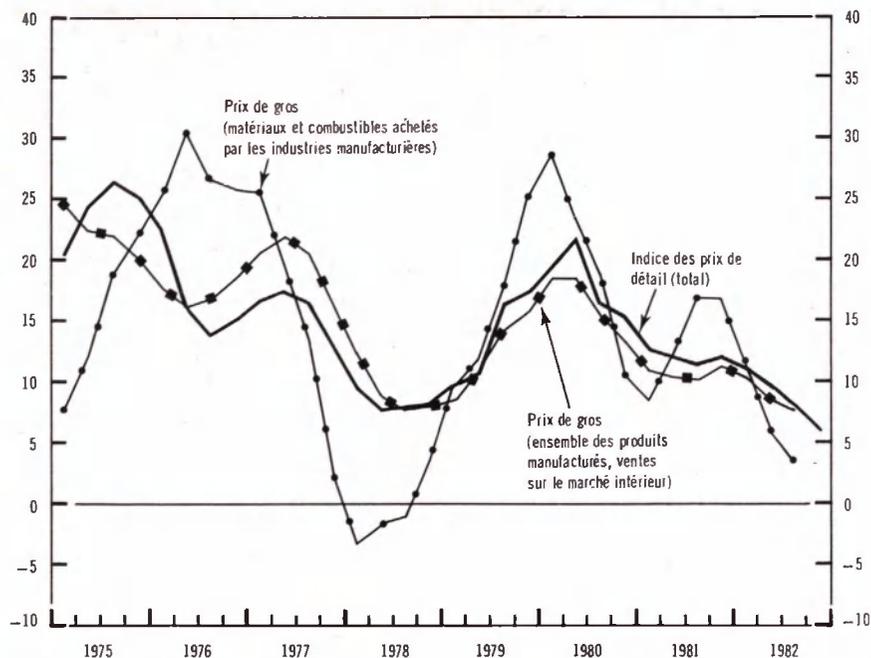
1. Salaires nets réels après paiement de l'impôt.

2. Le taux d'augmentation pour le mois de novembre en glissement annuel était de 6.3 %.

Sources : Department of Employment Gazette ; Economic Trends, CSO.

La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est notablement ralentie, tombant de 20 % (taux annuel) pour la période de dix-huit mois se terminant à la fin de 1980, à 7½ % en 1981, et enregistrant encore un léger ralentissement en 1982, pour s'établir à 4 % (taux annuel) selon les estimations. Ce dernier chiffre est le plus faible qui ait été enregistré depuis 1970. Le ralentissement considérable observé au cours des deux dernières années s'explique à la fois par le redressement de la productivité et, surtout,

Graphique 4. Évolution des prix
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente



Source : *Economic Trends*, CSO.

par la décélération de la croissance des gains moyens. La contribution directe des coûts unitaires de main-d'œuvre à la hausse de l'indice implicite des prix à la consommation (indice implicite de la consommation privée dans l'optique des comptes nationaux) est tombée de 10½ points en 1980 à près de 3½ points en moyenne pour les deux semestres de 1982 (tableau 4). Les profits (activités pétrolières de la Mer du Nord non comprises) se sont légèrement redressés par rapport au niveau exceptionnellement faible enregistré en 1981, mais ils sont restés déprimés, exerçant ainsi une pression à la baisse sur les prix, comme l'illustre la faible contribution globale des profits et des autres coûts intérieurs à l'augmentation de l'indice implicite des prix à la consommation (tableau 4). L'atonie de l'activité observée au second semestre de 1982 semble avoir marqué le redressement des profits.

Les prix à l'importation ont aussi exercé une pression à la baisse sur l'indice implicite des prix à la consommation ; après avoir augmenté de 12 % environ en 1981, ils sont restés stationnaires pendant 1982. Cette évolution favorable s'explique pour une part importante par la faiblesse des prix mondiaux des produits de base et du pétrole. La récession mondiale a aussi contribué à ralentir la hausse des prix des produits manufacturés sur les marchés mondiaux et a entraîné un vif ralentissement du taux de croissance des prix à l'importation de produits manufacturés, qui est tombé à 2¼ % en taux annuel durant les dix premiers mois de 1982. De ce fait, compte tenu du retard avec lequel les prix à l'importation se répercutent sur les prix finals, leur contribution directe à l'augmentation de l'indice des prix à la consommation serait, selon les estimations, tombée à 1¼ point au second semestre de 1982. En plus de ses effets directs, la faiblesse des prix à l'importation a, d'une manière générale, exercé une pression à la baisse assez

sensible sur les prix des produits manufacturés d'origine nationale, les entreprises s'efforçant de freiner la pénétration des importations et de sauvegarder leur part des marchés intérieurs. L'évolution des prix à l'importation a donc probablement beaucoup plus contribué au ralentissement de l'inflation que ne le donnent à penser leurs seuls effets directs¹¹ (tableau 4).

Tableau 4. Composantes de la hausse des prix

Décomposition en points du taux annuel d'augmentation de l'indice des prix à la consommation

	Taux annuel de variation par rapport à la période précédente							
	1978	1979	1980	1981	1982	1981 II	1982 I II ¹	
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5½	7½	10½	6½	4	6½	4	3
Profits et autres coûts intérieurs	½	1½	½	½	½	½	½	½
Prix à l'importation ²	1½	1½	2½	1½	1½	2½	1½	1½
Impôts indirects nets	1	3	2½	2½	1½	1½	1	1
Total des rubriques ci-dessus	8½	13½	16	11	7½	10½	7½	6
Poste résiduel ³	½	-½	½	—	½	—	½	—
Indice implicite des prix à la consommation	8½	12½	16½	11	8	10½	8	6

1. Estimation du Secrétariat. Les coûts unitaires de main-d'œuvre sont basés sur le taux de croissance sous-jacent des gains moyens.

2. Indice implicite des prix des marchandises importées.

3. Le poste résiduel reflète essentiellement les variations des coefficients de pondération et des décalages ainsi que certains éléments saisonniers.

Sources : *National Income and Expenditure*, édition 1982 ; *Economic Trends*, CSO ; The Current Account of the United Kingdom Balance of Payments, Department of Trade et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Après s'être fortement ralentie en 1981 pour s'établir aux alentours de 10 %, l'augmentation des gains moyens, d'une année sur l'autre, est restée à peu près stationnaire au premier semestre de 1982, avant de retomber à 8¾ % (taux tendanciel) en octobre (tableau 3). Comme l'année précédente, les gains ont davantage progressé dans l'industrie que dans les autres secteurs en 1982, d'une part en raison d'une légère augmentation du nombre d'heures travaillées par rapport au faible niveau enregistré en 1981, et d'autre part, parce que de nombreux accords de salaires intervenus dans l'industrie comportaient des clauses de productivité¹². S'ajoutant au glissement normal des salaires, les facteurs décrits ci-dessus expliquent la grande différence entre l'augmentation, d'une année sur l'autre, des taux de salaires hebdomadaires de base et celle des gains moyens depuis quelques années (tableau 3). Dans le secteur des services, l'augmentation des gains a été inférieure de 3 points environ à celle observée dans l'industrie, du fait que les hausses de salaires sont intervenues avec retard dans certaines branches du secteur public, et que le Gouvernement avait décidé de freiner la croissance des gains dans le secteur public qui, bien que légèrement supérieure à ce qui avait été prévu officiellement, est néanmoins restée relativement faible par rapport aux augmentations de salaires intervenues dans les autres secteurs.

11. Ce phénomène est en partie illustré par la faible contribution des bénéfices à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

12. Ces clauses avaient été proposées par les entreprises dans le but de stimuler la croissance de la productivité et aussi d'amener les organisations syndicales à accepter la faible augmentation des taux de salaires de base et les compressions d'effectifs.

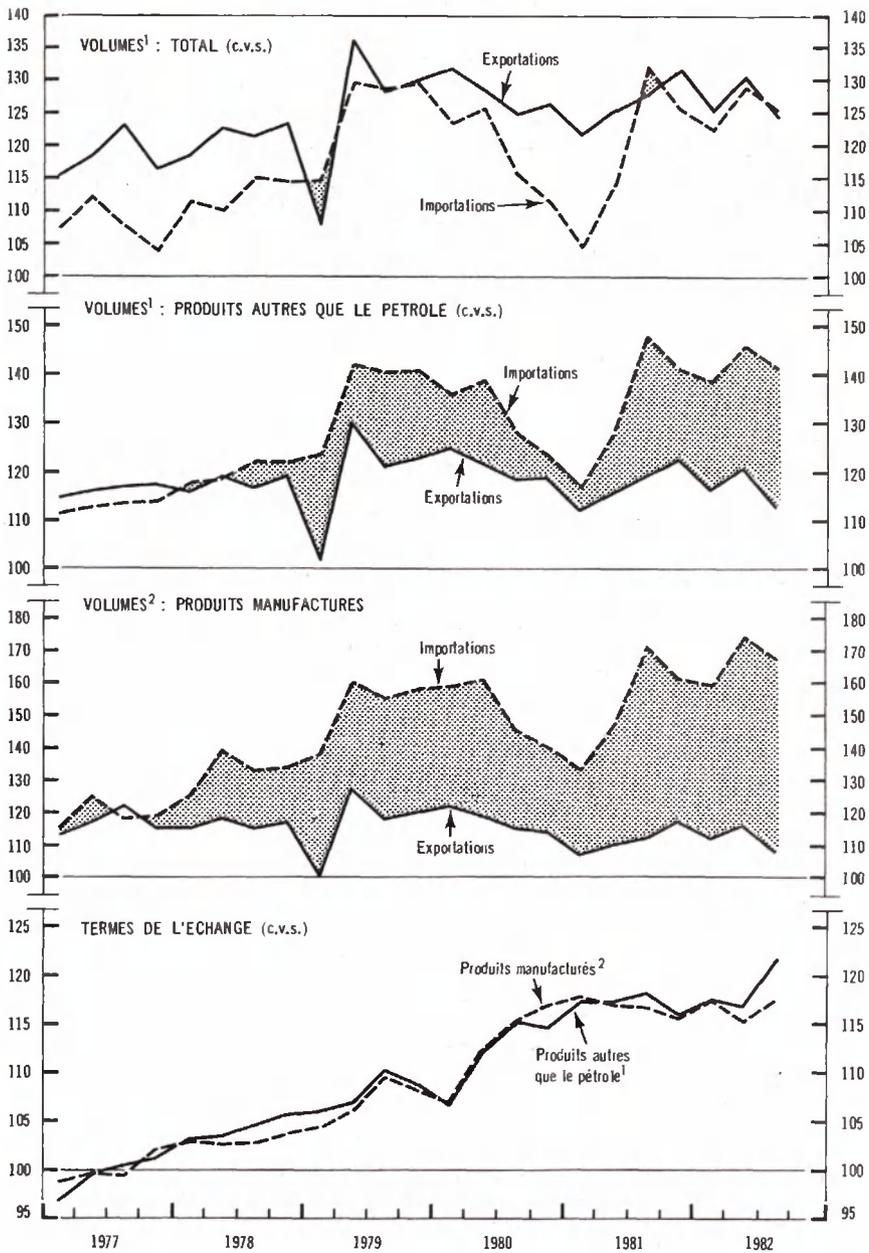
Échanges et paiements internationaux

L'évolution récente de la balance des paiements est résumée dans le tableau 5. L'excédent extérieur courant exceptionnellement élevé enregistré en 1981 s'explique par la faiblesse des importations non pétrolières imputable à un mouvement de déstockage, par une amélioration substantielle des termes de l'échange, pétrole exclu, et par un excédent important de la balance des invisibles. Les onze premiers mois de 1982 se sont caractérisés par un net affaiblissement de la balance commerciale et de la balance des invisibles, en particulier dans le secteur des échanges non pétroliers. Cette évolution s'explique surtout par des variations en volume. Le mouvement ascendant enregistré par les exportations alimentaires en volume durant la période de dix ans se terminant en 1981 s'inversait. Le fléchissement des exportations de marchandises, pétrole non compris, a été compensé par la croissance des exportations de produits pétroliers de sorte qu'en 1982 le total des exportations de marchandises en volume est resté relativement stable. Le volume des importations de produits manufacturés – notamment les automobiles et les biens intermédiaires et d'équipement – ont fortement progressé en 1981, cette évolution s'étant poursuivie en 1982. Les importations de pétrole et de matières premières ont diminué en 1982, mais le volume des importations totales de marchandises devrait être supérieur de 5½ % environ à celui de 1981. Sous l'effet, dans une large mesure, de ces évolutions, l'excédent commercial a fortement diminué en 1982 par rapport au niveau élevé atteint en 1981. Compte non tenu du pétrole, cependant, la balance commerciale a enregistré un déficit important et croissant; dans les onze premiers mois de 1982, le déficit commercial, pétrole exclu, s'établissait à 4½ milliards de dollars par an, contre 1 milliard de dollars par an, en moyenne, dans les années 70¹³.

Après avoir augmenté de façon continue durant les années 70, l'excédent du poste des services est resté remarquablement stable entre la fin de 1978 et le milieu de 1982. Néanmoins, cette évolution générale masque d'importantes différences dans le comportement des diverses composantes de ce secteur; en particulier le poste du tourisme, qui avait enregistré un excédent important jusqu'en 1979, accuse – en partie à cause de la perte de compétitivité – un léger déficit depuis 1981, et le poste des transports maritimes s'est lui aussi soldé par un léger déficit en 1981 et dans les neuf premiers mois de 1982. En revanche, compte tenu de l'avantage comparatif notable dont jouit le Royaume-Uni et de l'expansion des emprunts internationaux, l'excédent du poste des services financiers s'est accru de façon appréciable depuis 1980. Le poste des intérêts, profits et dividendes a continué de connaître de fortes fluctuations ces dernières années. En dépit de l'augmentation des recettes résultant de la forte progression des placements de portefeuille à l'étranger (à la suite de la levée du contrôle des changes en 1979), l'excédent du poste des intérêts, profits et dividendes s'est considérablement contracté dans les neuf premiers mois de 1982 et, compte tenu d'une légère augmentation des transferts publics nets, l'excédent de la balance des invisibles a accusé une baisse au cours de cette dernière période. Pour ce qui est des opérations en capital, l'investissement privé à l'étranger est resté soutenu dans les neuf premiers mois de 1982, l'augmentation des placements de portefeuille compensant à peu près la baisse des investissements directs. Bien qu'encore importants, les investissements étrangers au Royaume-Uni ont légèrement diminué pendant la même période. Au total, le déficit de la balance des investissements et des autres opérations en capital s'est réduit dans les neuf premiers mois de 1982, mais cette évolution a été en partie contrebalancée par un solde résiduel négatif important, de sorte qu'en dépit de l'excédent du compte courant, certains prélèvements ont dû être opérés sur les réserves officielles (partiellement en

13. Le déficit commercial (pétrole non compris) n'a dépassé ce chiffre qu'une seule fois depuis la guerre en 1979.

Graphique 5. Commerce extérieur



1. Sur la base de la balance des paiements.
2. Base douanière.

Sources : *Monthly review of External Trade Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Tableau 5. Balance des paiements
Milliards de dollars, taux annuels

	1978	1979	1980	1981	1981		1982		Moyenne oct.- nov.
					I	II	I	T3	
Correction faite des variations saisonnières									
Exportations, fob	67.3	86.2	110.2	102.7	104.8	100.5	97.9	94.3	96.2
Importations, fob	70.2	93.5	107.4	96.6	93.0	100.2	96.3	91.5	89.0
Solde de la balance commerciale	-3.0	-7.3	2.8	6.1	11.8	0.3	1.6	2.8	7.2
dont : Produits autres que le pétrole	0.8	-5.8	2.1	0.3	5.1	-4.4	-4.2	-5.9	-2.8
Solde des opérations invisibles	4.9	5.5	3.9	6.1	6.7	5.4	4.3	4.1	3.5
Solde des services	7.1	8.4	9.4	8.0	8.9	7.1	7.6	6.7	
Intérêts, profits et dividendes	1.2	1.9	-0.6	2.0	2.5	1.5	0.8	1.1	
Transferts	-3.4	-4.8	-4.9	-3.9	-4.7	-3.2	-4.1	-3.7	
Solde de la balance des opérations courantes	2.0	-1.8	6.7	12.1	18.5	5.8	5.9	6.9	10.7
Avant correction des variations saisonnières									
Solde de la balance des opérations courantes	2.0	-1.8	6.7	12.1	16.8	7.5	4.4	8.2	
Capitaux à long terme, nets	-7.3	-6.2	-11.5	-17.2	-23.0	-11.3	-14.4		
Privés	-7.1	-5.3	-9.8	-14.0	-18.1	-9.9	-13.6		
Publics	-0.3	-0.8	-1.6	-3.1	-4.9	-1.4	-0.8		-13.0
Solde de la balance de base	-5.4	-8.0	-4.8	-5.0	-6.3	-3.8	-10.0		
Capitaux non monétaires à court terme	0.2	-0.5	-1.3	0.1	1.5	-1.2	-0.2		
Erreurs et omissions	4.1	0.7	-1.0	-2.3	5.8	-10.5	-7.1	-4.2	
Solde de la balance des opérations non monétaires	-1.1	-7.8	-7.2	-7.2	1.1	-15.5	-17.3	-9.0	
Capitaux privés monétaires à court terme	-1.2	9.3	4.8	2.1	-7.3	11.5	14.2	6.0	
Solde des opérations des autorités monétaires	-2.3	1.5	-2.4	-5.1	-6.2	-4.0	-3.0	-3.0	
Engagements en sterling	-0.2	1.6	2.9	0.2	1.1	-0.6	0.9	1.2	
Autres sources de financement ¹	-1.9	-0.9	0.1	—	0.4	-0.3	-0.4	-0.2	
Variation des réserves	-4.5	2.2	0.7	-4.9	-4.8	-5.0	-2.5	-2.0	

1. Y compris les allocations de DTS.
Sources : *Economic Trends*, CSO ; The Current Account of the United Kingdom Balance of Payments, communiqué de presse, Department of Trade.

raison d'un soutien apporté à la livre), dont le niveau s'établissait, à la fin de 1982, à 17 milliards de dollars environ¹⁴.

La détérioration récente de la balance commerciale hors pétrole – imputable essentiellement aux échanges de produits manufacturés – s'inscrit dans une tendance à long terme caractérisée par des pertes importantes de parts de marchés extérieurs durant la période d'après-guerre. Entre la première crise pétrolière et 1979, les échanges

14. Compte tenu de l'effet de la baisse du prix de l'or et des modifications des parités des devises convertibles, qui ont contribué pour environ 2½ et 1¼ milliards de dollars, respectivement, la diminution des réserves en 1980 était de 6½ milliards de dollars.

de produits manufacturés s'étaient détériorés à un rythme moins soutenu que celui observé, en moyenne dans les années 60 et au début des années 70. Cette perte moins rapide de parts de marchés tenait, d'une part, au fait que l'économie s'était progressivement adaptée à certaines conditions particulières, comme la modification des régimes préférentiels accordés aux pays du Commonwealth, et d'autre part, à la baisse notable du taux de change effectif du sterling, qui s'était traduite par une diminution considérable des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre entre 1971/72 et 1977 (graphique 6). Les autres facteurs ayant contribué à cette évolution étaient, premièrement la composition par produits de la production manufacturière, qui semble avoir eu une incidence limitée mais néanmoins favorable sur la croissance des exportations¹⁵ et deuxièmement, l'élargissement de la CEE, qui s'était accompagné de gains de parts de marchés dans la CEE, pour les produits manufacturés. Sur tous les autres marchés – en dépit de ces facteurs favorables – des pertes considérables de parts avaient été enregistrées (tableau 6), le volume total des pertes ayant été de l'ordre de 2½ % par an en moyenne entre 1974 et 1979.

Après 1977, à la suite de la détérioration sans précédent de la compétitivité extérieure du Royaume-Uni, d'importants changements sont intervenus dans les échanges. Les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont augmenté de 45 % environ entre le niveau moyen enregistré pendant la période de cinq ans se terminant en 1977 et

Tableau 6. Ventilation des exportations de produits manufacturés par région¹

	Taux moyen d'expansion des marchés		Part des produits manufacturés du Royaume-Uni dans les exportations mondiales de produits manufacturés		Ventilation des exportations du Royaume-Uni par région		Gains (+) ou perte (-) moyens de parts de marché	
	1972	1980	1966/	1979/	1966/	1979/	1972	1980
	1966	1972	1967	1980	1967	1980	1966	1972
OCDE	14.6	18.6	10.5	8.0	64.5	62.6	-4.9	-0.3
<i>dont :</i>								
Etats-Unis	18.6	15.9	10.0	6.8	11.0	8.2	-5.9	-2.0
CEE	15.8	20.5	8.0	8.1	23.6	36.3	-4.2	3.0
Autres pays de l'OCDE ²	11.7	15.4	14.6	7.2	14.4	6.2	-7.9	-5.0
Pays hors OCDE	11.3	24.2	13.4	7.2	35.5	37.4	-3.6	-3.0
<i>dont :</i>								
OPEP	13.2	33.6	13.9	9.8	5.4	9.8	-2.6	-2.5
COMECON	17.7	20.4	11.5	6.3	3.7	2.5	-6.9	-3.5
Autres pays en développement	10.2	22.3	13.7	10.5	26.5	25.0	-3.2	-2.0
Total	14.1	21.0	11.4	8.1	100.0	100.0	-4.5	-1.1

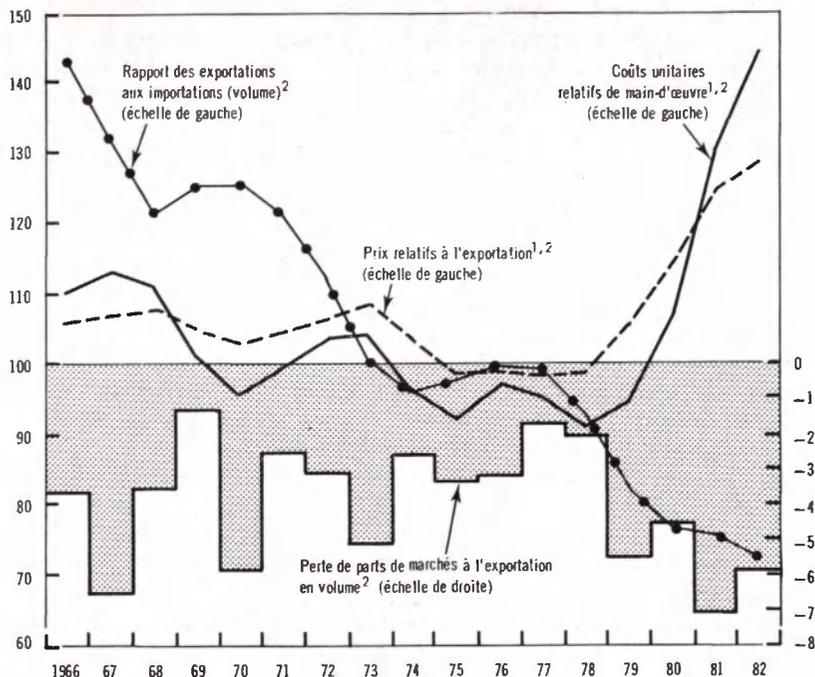
1. A prix courants.

2. Japon, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

15. L'influence des textiles, qui occupent une place relativement importante dans les exportations britanniques, et qui représentaient l'un des secteurs les moins dynamiques dans les exportations totales des pays de l'OCDE, a été plus que compensée par celle de produits qui occupent une place relativement importante et dont la demande mondiale a progressé à un rythme supérieur à la moyenne (aéronautique, construction électrique, instruments scientifiques, etc.).

Graphique 6. Compétitivité des prix et résultats à l'exportation dans les industries manufacturières



1. Avec un décalage d'un an.
2. Moyenne mobile sur deux ans.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

1982¹⁶. Durant les premières années qui ont suivi 1977, la répercussion des coûts de main-d'œuvre plus élevés sur les prix à l'exportation a eu pour effet de relever considérablement la valeur des exportations de produits manufacturés, entraînant ainsi des gains importants de parts de marchés, en valeur, durant la période de quatre ans se terminant en 1980. Cependant, au bout d'un certain temps, l'incidence des prix à l'exportation et des coûts relatifs élevés sur le volume des exportations a commencé à devenir plus sensible, entraînant des pertes importantes (en volume) de parts de marchés extérieurs dans le secteur des produits manufacturés, par rapport à celles qui avaient été enregistrées dans le passé. De fait, la perte cumulée de parts de marchés extérieurs (en volume) dans le secteur des produits manufacturés a atteint 25 % au cours des cinq dernières années, soit un pourcentage équivalent à celui qui avait été observé au cours des dix années précédentes. Les augmentations de prix ne suffisant pas à compenser les pertes en volume, le Royaume-Uni enregistre aussi à nouveau, depuis 1981, de légères pertes de parts de marchés en valeur. En outre, les gains initialement importants de parts de marché dans la CEE réalisés à la suite de l'entrée du Royaume-Uni dans la

16. L'appréciation effective du sterling est entrée pour 5 points environ dans l'augmentation de 45 % des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre au cours de cette période, les 40 points restants étant attribuables à des hausses de salaire excessives conjuguées à une faible productivité. En termes de prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés, la détérioration a été de 22 % entre le niveau moyen des cinq années allant de 1973 à 1977 et de 1977 à 1982.

Communauté, ont commencé à s'amenuiser vers la fin des années 70. Les prix n'étant plus assez compétitifs, les exportations de biens de consommation, notamment d'automobiles particulières, ont été les plus touchées, et leur volume a continué de diminuer notablement en 1982; cumulativement, les exportations d'automobiles particulières ont baissé d'un tiers environ depuis 1977/78, tandis que les exportations des autres biens de consommation accusaient un recul de presque 15 %. Néanmoins, les exportateurs s'efforçant de conserver leurs parts de marché, les prix à l'exportation n'ont augmenté que lentement durant les deux dernières années, de sorte que, le taux effectif du sterling s'étant déprécié au second semestre de 1982, les prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés sont retombés, à la fin de 1982, à leur niveau de 1979 (encore supérieur d'un cinquième environ au niveau moyen enregistré au cours de la période 1973-1977). Grâce à l'amélioration des prix relatifs à l'exportation, qui avaient atteint leur maximum au début de 1981, la perte de parts de marché à l'exportation s'est limitée à 3 % environ en 1982, ce qui correspond au tiers du pourcentage observé en 1981.

Cette perte progressive de parts de marchés extérieurs dans le secteur des produits manufacturés s'est doublée d'une pénétration importante des produits manufacturés importés sur le marché intérieur. Le taux de pénétration des importations¹⁷ avait augmenté rapidement – de 7 points environ, pour atteindre 23¼ % du marché intérieur – entre 1970 et 1974, en raison du dynamisme de la demande intérieure et de la dégradation de la compétitivité jusqu'en 1972. L'amélioration de la compétitivité extérieure après cette date explique en grande partie le ralentissement de la pénétration des importations entre 1975 et 1979, période pendant laquelle la part des importations sur le marché intérieur avait seulement augmenté de 2½ points, pour atteindre 25¾ %, alors que le marché du Royaume-Uni s'était ouvert plus largement à ses partenaires de la CEE à partir de 1973 et que la demande intérieure avait connu une croissance relativement rapide à partir de 1975¹⁸. En 1980 et dans les premiers mois de 1981, les effets initiaux de la détérioration de la compétitivité extérieure avaient été plus que compensés par le fait que la récession était plus profonde au Royaume-Uni que dans le reste de la zone de l'OCDE et qu'elle avait entraîné un dégonflement considérable des stocks, dont les produits importés représentent une part importante, de sorte que la contraction de la demande intérieure s'était accompagnée d'un repli simultané du volume des importations non pétrolières. Mais depuis le milieu de 1981, les importations non pétrolières ont augmenté rapidement (graphique 5). De toutes les importations non pétrolières, les importations de produits manufacturés ont augmenté le plus rapidement; leur pénétration sur le marché intérieur s'est notablement accrue depuis 1979, comme en témoignent la baisse de 16 % de la production des industries manufacturières et l'augmentation de 10 % du volume des importations de produits manufacturés.

II. POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Dans son premier budget, en juin 1979, le gouvernement actuel avait défini une politique économique restrictive dont le principal but était de combattre l'inflation. Cette politique a encore été accentuée par la stratégie financière à moyen terme présentée dans le budget de 1980/81 qui mettait l'accent sur une réduction progressive

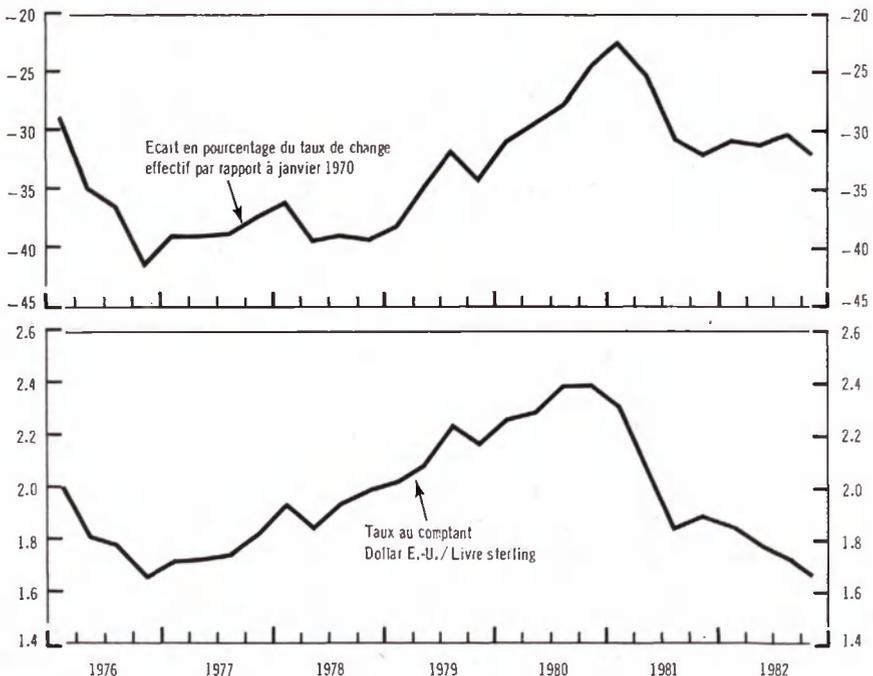
17. Importations de produits manufacturés en pourcentage de la demande intérieure totale de produits manufacturés (par exemple, ventes des industries manufacturières, plus importations, moins exportations).

18. Entre 1975 et 1979, la demande intérieure totale s'était accrue au rythme de 3¼ % par an.

du « besoin d'emprunt public » et sur le rythme de progression de la masse monétaire à moyen terme. Indépendamment des effets directs, on pensait que l'annonce d'objectifs monétaires et budgétaires annuels en repli, s'accompagnant de mesures pratiques allant dans le même sens, réduirait fortement les anticipations inflationnistes. Dans le même temps, les autorités avaient fait savoir qu'elles réserveraient une large place aux mécanismes du marché en réduisant l'aide et l'intervention de l'État dans le secteur des entreprises, et en privatisant certaines entreprises publiques. Dans l'ensemble, les autorités s'en sont tenues à ces objectifs, en faisant valoir les avantages que comportait le maintien de politiques stables afin notamment de ne pas compromettre la crédibilité de l'action prioritaire de lutte contre l'inflation. Aussi bien en ce qui concerne l'inflation que le besoin d'emprunt du secteur public, le freinage a été un peu plus rapide que prévu, mais à certains autres égards, les résultats n'ont pas été aussi favorables qu'on l'avait espéré. Le freinage de l'inflation a beaucoup plus lourdement pesé sur la production et l'emploi qu'on ne l'avait envisagé et en partie pour cette raison les ajustements souhaités de l'offre ne se sont pas réalisés dans d'importants domaines. Si la faiblesse de la demande extérieure a certes aggravé les difficultés rencontrées par les autorités dans la mise en œuvre de leur politique, les réactions du marché devant les diverses mesures et les mécanismes d'ajustement ont souvent été à l'encontre des prévisions des autorités.

Les mouvements des taux de change, qu'il n'est pas facile de prévoir et sur lesquels il n'est pas possible d'agir de la même façon que sur les variables intérieures, ont exercé une influence considérable sur l'évolution économique de ces dernières années. Des prix des produits pétroliers plus élevés et l'accroissement de la production de pétrole de la Mer du Nord a beaucoup contribué à l'appréciation du sterling en 1979/80, mais cette appréciation a été plus forte que les principes économiques de base où les écarts de taux

Graphique 7. Taux de change



Source : Estimations de l'OCDE.

d'intérêt ne le justifiaient. Des facteurs non économiques ont aussi été à l'origine des pressions persistantes tendant à faire monter le cours du sterling et s'accompagnant d'une forte hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre. Cette détérioration de la compétitivité extérieure a été une des principales raisons des résultats économiques décevants en termes réels. En particulier, la contribution réelle négative de la balance extérieur non pétrolière a abaissé d'environ 1½ point en moyenne le PIB réel en 1981 et 1982. D'une façon générale, les autorités se sont abstenues d'intervenir massivement sur les marchés des changes (sauf pour écrêter les fluctuations). Jusqu'à une date récente, le niveau élevé des taux d'intérêt a fortement soutenu le cours du sterling, conformément aux objectifs gouvernementaux de lutte contre l'inflation. Dans le rapport du budget de 1981/82 et 1982/83, une attention particulière a été accordée au taux de change en tant qu'indicateur monétaire permettant d'apprécier les conditions monétaires intérieures.

Politique budgétaire

Un renversement d'une ampleur inhabituelle de la situation budgétaire s'est produit entre l'exercice 1980/81 et l'exercice 1981/82¹⁹. Après avoir augmenté de près de moitié en 1980/81, le déficit financier des administrations publiques²⁰ a diminué dans des proportions un peu plus fortes en 1981/1982 pour représenter l'équivalent de 1¼ % du PIB. D'après les projections budgétaires, le déficit financier des administrations publiques devait représenter 2 % du PIB. Le besoin d'emprunt du secteur public a aussi été inférieur au niveau prévu en 1981/82, son pourcentage diminuant de 2¼ points pour tomber à 3½ % du PIB. Ce fléchissement, plus accusé qu'il n'avait été initialement envisagé, s'est produit bien que la croissance de la production ait été un peu plus faible et la progression de la rémunération moyenne dans le secteur public un peu plus forte que prévu et malgré le retard des rentrées fiscales causé par les conflits qui ont eu lieu dans la fonction publique en 1981/82²¹. L'évaluation des modifications apportées à la politique budgétaire et de leurs incidences sur l'activité pose de nombreux problèmes. Il n'existe pas de méthode de mesure universelle et nombre des effets à long terme de ces modifications sur d'autres secteurs de l'économie n'ont pas encore été totalement analysés. Pour déterminer les incidences de mesures budgétaires, l'OCDE met l'accent sur les effets directs primaires et établit une distinction entre les réactions actives (ex-ante) et les réactions passives qui se produisent dans le cycle économique. Compte tenu de l'effet des stabilisateurs automatiques (résultant du fléchissement de 1¼ % du PIB réel entre 1980/81 et 1981/82), le resserrement du budget corrigé des influences conjoncturelles (provoqué par la diminution en termes réels du déficit financier des administrations publiques) est estimé à 3½ % environ du PIB, pourcentage le plus élevé de la zone de l'OCDE et sensiblement supérieur à celui qui avait été prévu dans le

19. L'exercice budgétaire va du 1^{er} avril au 31 mars. Depuis 1980, des écarts considérables apparaissent dans les montants des déficits financiers des administrations publiques et des besoins d'emprunt du secteur public selon qu'ils se rapportent à l'année civile ou à l'exercice budgétaire, dans une large mesure à cause des conflits dans la fonction publique et des retards considérables qu'ils ont entraîné dans le recouvrement des impôts. Ces distorsions ont beaucoup influé sur l'ampleur des incidences budgétaires suivant qu'on se réfère à l'année civile ou à l'exercice budgétaire.

20. Le déficit financier des administrations publiques correspond au Royaume-Uni à la « capacité de financement » dans l'optique du SCN, c'est-à-dire qu'il exclut les opérations financières.

21. Si les rentrées fiscales n'avaient pas été retardées par les conflits dans la fonction publique et si des paiements d'intérêts supplémentaires n'avaient pas été effectués, le besoin d'emprunt de l'administration centrale aurait été plus faible d'un montant atteignant peut-être 1¼ milliard de livres en 1981/82. On peut en conclure que sans ces conflits, l'incidence restrictive du budget aurait été encore plus marquée en 1981/82.

budget²². L'incidence restrictive du budget a été particulièrement forte au cours des six derniers mois de l'exercice budgétaire au cours desquels les recouvrements fiscaux se sont accélérés après le retard pris dans les premiers mois. La diminution des déficits a dans une large mesure reflété la discipline accrue des services de l'administration centrale en présence des plafonds de dépenses²³, et des autorités locales qui pour freiner la hausse des impôts locaux ont restreint leurs dépenses. De plus, il semble que toutes les fois que des dépassements ont eu lieu au titre de certains postes, des compressions visant d'autres postes les ont compensés et au-delà. Ces compressions ont surtout porté sur

Tableau 7. Evolution des masses budgétaires

	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	Budget 1982/83	
						1981/82	1982/83
						Estima- tions	Prévi- sions
	Résultats effectifs						
Recettes courantes, total	57.6	64.4	80.2	94.8	111.2	109.9	119.6
<i>dont :</i>							
Impôt sur le revenu	20.7	23.0	26.9	31.8	38.0	37.9	39.9
Impôt sur la dépense	20.8	24.0	32.7	38.1	44.9	45.4	49.5
Cotisations au titre de l'assurance nationale	9.8	10.2	12.0	14.4	16.6	17.0	19.6
Intérêts, dividendes, etc.	2.8	3.0	3.4	4.0	4.6	4.1	4.9
Dépenses courantes, total	57.1	65.6	79.1	96.4	110.4	109.4	117.9
Consommation finale	30.2	33.9	40.6	50.5	56.7	56.0	60.0
Subventions	3.3	3.8	4.7	5.7	5.6	5.5	5.1
Aides	17.2	20.3	24.1	28.4	34.3	34.1	38.4
Intérêts de la dette	6.5	7.6	9.8	11.9	13.8	13.7	14.4
Solde des opérations courantes	0.5	-1.3	1.0	-1.6	0.8	0.4	1.7
Recettes en capital, total ¹	1.5	-0.3	2.2	-0.2	2.6	2.1	3.1
Dépenses en capital, total	6.6	6.6	7.5	8.2	7.1	7.0	7.6
<i>dont :</i>							
Investissement fixe	4.7	4.7	5.4	5.6	4.4	4.3	4.8
Déficit financier total	5.1	6.9	5.3	8.4	4.1	4.9	4.5
<i>dont :</i>							
Administrations centrales	3.4	5.1	2.8	6.5	5.1	6.1	5.8
Administrations locales	1.7	1.7	2.5	1.9	-1.0	1.2	1.2
<i>Pour mémoire :</i>							
BFSP, total	5.6	9.2	9.9	13.2	8.8	10.6	9.5
<i>dont :</i>							
Administrations centrales	4.4	8.1	8.2	13.0	7.5	8.8	9.3
Administrations locales	0.4	1.0	2.1	1.0	1.0	1.6	0.8
Entreprises publiques	0.7	0.2	-0.5	-0.7	0.2	0.2	-0.6

1. Augmentées ou diminuées du solde des opérations courantes.

Sources : *Financial Statistics*, CSO ; *Financial Statement and Budget Report 1982-1983*, HMSO.

22. Étant donné l'importance des modifications de structure et de comportement qui se sont produites ces dernières années, l'incidence budgétaire n'apporte pas une indication précise mais constitue simplement un ordre de grandeur. D'autre part, les distorsions provoquées par les conflits dans la fonction publique et les modifications de facteurs saisonniers ont aussi affecté les chiffres depuis 1981. A cause des effets de multiplicateur, l'incidence des modifications ex-ante du budget, s'exerce généralement sur plusieurs années et caractérise l'orientation de la politique suivie.

23. Les deux cinquièmes environ des dépenses totales de l'administration centrale font l'objet de plafonds de dépenses, les dépassements donnant lieu à des pénalités et devant être redressés.

l'investissement, ainsi qu'il ressort de l'importante surestimation des prévisions relatives aux investissements de l'État et des entreprises publiques²⁴. De même, les prêts au secteur privé ont été sérieusement réduits²⁵.

Les principales projections du budget de 1982/83 sont récapitulées au tableau 7²⁶. Les modifications délibérées de dépenses semblent indiquer un léger durcissement de l'orientation budgétaire qui tient surtout au fait que, d'après les projections, le rythme d'augmentation des salaires et traitements versés par l'État sera plus lent que celui de l'inflation. Toutefois, les mesures affectant les recettes prévoyaient un léger effet stimulant surtout à cause du relèvement des abattements et des seuils d'imposition visant l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et de certaines prestations de sécurité sociale. D'autre part, certains impôts indirects – droits d'accise notamment – ont été majorés dans des proportions un peu inférieures à ce qu'aurait justifié une indexation intégrale. La moins-value de recettes résultant de la réduction de 1 point de la surtaxe versée par les employeurs sur la base des cotisations au titre de l'assurance nationale sera en partie compensée par le relèvement correspondant des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés nécessaires à l'équilibre du budget de la sécurité sociale²⁷. Le budget et certaines propositions formulées par la suite comportaient aussi des mesures visant à apporter une amélioration du côté de l'offre (allègements fiscaux en faveur des sociétés, extension des programmes en faveur de l'emploi, réductions des prix de l'énergie) dont on estime qu'elles représentent une moins-value de recettes d'environ 200 millions de livres en 1982/83 et d'environ 600 millions en année pleine. Étant donné qu'il s'agit à concurrence de plus d'un tiers d'allègements fiscaux visant des compagnies pétrolières de la Mer du Nord, l'effet sera relativement faible du côté de la demande.

En 1982/83, les résultats s'écarteront probablement quelque peu des projections budgétaires. En premier lieu, lorsque le budget de 1982/83 a été présenté, on ignorait la surestimation des prévisions relatives au déficit financier des administrations publiques et au besoin d'emprunt du secteur public pour 1981/82; en deuxième lieu, il apparaît qu'une partie de cette marge de surestimation subsistera (malgré un montant supplémentaire de $\frac{3}{4}$ milliard de livres de dépenses pour l'envoi d'un détachement spécial aux Iles Falkland), ce qui donne à penser que l'orientation de la politique budgétaire restera plus rigoureuse qu'il n'avait été supposé dans la stratégie financière à moyen terme; en troisième lieu, on escompte maintenant que l'inflation comme la croissance réelle seront en 1982/83 plus faibles qu'il n'était prévu dans le budget. Au cours de la première moitié de l'exercice 1982/83, le besoin d'emprunt du secteur public s'établissait en taux annuel à 6 milliards de livres environ (contre une estimation budgétaire de 9½ milliards). En ce qui concerne le déficit financier de l'administration centrale, la surestimation semble être plus faible. Ces écarts paraissent être dans une large mesure imputables au recul des emprunts des entreprises publiques, au fléchissement de l'investissement des autorités locales et aux retards avec lesquels ont été conclus les accords prévoyant des augmentations de rémunération dans certains secteurs des administrations locales et dans le service national de santé. Un taux d'inflation moins élevé a aussi joué un rôle. Les moins-values de dépenses des autorités

24. Bien que le taux d'inflation ait été plus élevé que prévu, l'investissement des administrations publiques a diminué en valeur de 24 % (contre 10 % d'après les prévisions budgétaires) tandis que l'investissement des entreprises publiques progressait en valeur de 3½ % et non de 20 % comme le budget l'avait prévu.

25. On ne sait pas très bien si certains fonds qui d'après le budget devaient être prêtés directement par le secteur public au secteur privé n'ont pas finalement été fournis par des banques commerciales avec l'approbation des autorités.

26. On trouvera le détail des mesures budgétaires dans la chronologie économique.

27. La réduction de la surtaxe au titre de l'assurance nationale a été annoncée dans le budget et le relèvement des cotisations en décembre 1981.

locales ont été considérables pour certains postes, notamment en matière de logement (près de la moitié, des estimations budgétaires). Une diminution rapide des taux d'intérêt contribuera aussi à faire baisser la charge du service de la dette en 1982/83, tandis que, par ailleurs, dans une large mesure sous l'effet d'un accroissement des prix du pétrole supérieur aux prévisions du budget, les recettes fiscales de ce secteur dépassent actuellement les projections d'environ $\frac{3}{4}$ milliard de livres.

Dans la déclaration qu'il a faite le 8 novembre 1982 sur l'état de l'économie, le chancelier de l'Échiquier a annoncé des mesures visant les recettes fiscales et les dépenses²⁸; elles avaient pour objet de corriger une partie de l'insuffisance du besoin d'emprunt du secteur public par rapport aux prévisions et ainsi de stimuler quelque peu l'économie étant donné que le volume de l'activité comme l'inflation évoluaient en 1982/83 à des niveaux bien inférieurs aux prévisions avancées au moment de la présentation du budget. Ces mesures comprennent : une réduction de la surtaxe au titre de l'assurance nationale (surtaxe payée par les employeurs), compensée en partie par le relèvement des cotisations au titre de l'assurance nationale (à la charge des employeurs ainsi que des salariés), une légère diminution en termes réels des prestations de sécurité sociale à l'automne de 1983 pour tenir compte de l'ampleur inattendue de leur progression en volume en 1982/83 (en raison de la forte diminution de l'inflation), enfin, des réductions modérées (en valeur) des prévisions de dépenses pour 1983/84, motivées dans une large mesure par le fait que l'inflation est plus faible qu'il n'avait été prévu dans les premiers mois de 1982. En outre, dans la même déclaration, il était proposé que l'allègement rétroactif de la surtaxe au titre de la sécurité sociale vienne en déduction des versements des employeurs dans les trois premiers mois de 1983, de sorte que, compte tenu par ailleurs d'une accélération du rythme des dépenses d'investissement, le besoin d'emprunt du secteur public pourrait presque atteindre le niveau voulu dans la première moitié de l'exercice 1982/83. Dans ces conditions, les autorités pensent que le besoin d'emprunt du secteur public pourrait s'élever jusqu'à 9 milliards de livres pour l'ensemble de l'exercice 1982/83 soit $\frac{1}{2}$ milliard de livres (ou $\frac{1}{4}$ de point du PIB en pourcentage) de moins que prévu dans le budget. De plus, la déclaration en question précise qu'un accroissement de la dépense et/ou une réduction du rendement de l'impôt d'environ 1 milliard de livres doit aussi être opéré pour que le besoin d'emprunt du secteur public soit de 2 $\frac{3}{4}$ % du PIB en 1983/84 comme l'envisage la stratégie financière à moyen terme.

En partie parce que l'investissement du secteur public, notamment celui des collectivités locales, risque de ne pas s'ajuster aussi rapidement que les autorités l'auraient souhaité, le déficit financier des administrations publiques pourrait être inférieur au niveau attendu mais atteindre cependant 2 % environ du PIB en 1982/83, tandis que le besoin d'emprunt du secteur public continuera de baisser en termes réels de près de $\frac{1}{2}$ point en pourcentage pour se situer à environ 3 % du PIB²⁹. La croissance du PIB réel demeurant au-dessous de son taux potentiel, l'augmentation du déficit financier des administrations publiques en pourcentage du PIB proviendra essentiellement de l'action des stabilisateurs automatiques. L'incidence des modifications budgétaires corrigées des influences conjoncturelles en 1982/83 pourrait donc être légèrement restrictive ou, au mieux, à peu près neutre³⁰ alors que les années précédentes, elle avait impliqué une vive contraction. Toutefois, en raison des effets

28. On trouvera plus de détails sur ce point dans la chronologie économique.

29. Au cours des huit premiers mois de 1982/83 le besoin d'emprunt du secteur public se situait encore au-dessous de 7 milliards de livres, en taux annuel, ce qui suggère que son niveau pour l'exercice budgétaire pourrait atteindre 8 milliards de livres.

30. Dans la mesure où la plus grande partie des recouvrements fiscaux retardés seront effectués en 1982/83 et réduiront ainsi le déficit financier des administrations publiques d'environ $\frac{1}{2}$ % du PIB, la modification tendancielle de l'orientation budgétaire pourrait être à peu près neutre.

décalsés du durcissement sensible intervenu en 1981/82, le Secrétariat estime que l'incidence budgétaire globale sera encore restrictive en 1982/83. Les autorités du Royaume-Uni estiment que le besoin d'emprunt du secteur public corrigé des influences conjoncturelles, de même qu'aucun indicateur pris isolément, ne permet d'apprécier précisément l'orientation de la politique budgétaire. D'autres facteurs, dont le taux d'inflation et ses conséquences du point de vue des taux d'intérêt, doivent aussi être pris en considération³¹. Compte tenu du recul accentué de l'inflation auquel on s'attend, les prévisions antérieures du budget de 1982/83 relatives aux dépenses gouvernementales de 1983/84 ainsi qu'aux recettes gouvernementales ont été révisées en baisse dans la déclaration de novembre dernier de sorte que (y compris l'ajustement budgétaire de 1 milliard de livres) le besoin d'emprunt des administrations publiques et le besoin d'emprunt du secteur public devraient, d'après les projections officielles, s'établir l'un et l'autre à 2¾ % du PIB en 1983/84, c'est-à-dire à peu près au niveau prévu par le budget de mars dernier dans le cadre de la stratégie financière à moyen terme.

Le durcissement observé ces deux dernières années en matière budgétaire correspond bien à la politique de lutte contre l'inflation à moyen terme entreprise par le gouvernement qui estime que l'importance croissante prise par le secteur public au cours des années 70 est une cause majeure des difficultés économiques actuelles et que cette tendance, à moins d'être inversée, continuera d'entraver la reprise d'une croissance autonome. Les paragraphes qui suivent sont consacrés à l'exposé de l'évolution en matière d'action budgétaire et de dépense depuis la fin des années 60, puis à une analyse succincte des prévisions de dépenses publiques à moyen terme couvrant la période 1981/82 à 1983/84 au cours de laquelle les autorités comptent réaliser la plupart des ajustements budgétaires souhaités.

De même que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, on a constaté au cours de la première moitié des années 70, un accroissement sensible en termes réels des dépenses et des emprunts des administrations publiques; les premières sont passées d'environ 40 % du PIB à la fin des années 60 à 48¾ % en 1975/76³² (tableau 8). La moitié environ de cet accroissement était due au tassement progressif de l'activité économique qui s'est traduit par une augmentation marquée des subventions et des transferts, tandis que l'autre moitié reflétait le gonflement de la consommation de l'État imputable à la forte progression des rémunérations réelles et des effectifs employés dans les administrations publiques au cours de cette période³³. A la différence des dépenses, le total des recettes et des rentrées fiscales des administrations publiques est resté relativement stable, les incidences conjoncturelles étant à peu près compensées par des modifications de caractère délibéré.

A la suite des déficits records du secteur public en 1975/76, les autorités ont pris d'importantes mesures d'assainissement en face de l'accroissement persistant des dépenses déterminées par la demande et des effets défavorables exercés sur les recettes publiques. Ainsi qu'il ressort du tableau 8, le déficit financier des administrations publiques et le besoin d'emprunt du secteur public ont été ramenés à 1¾ % et 3½ % du PIB respectivement en 1981/82, marquant le point le plus bas de la récession la plus rude de l'après-guerre. Ce résultat a été obtenu par un relèvement substantiel des

31. La position des autorités est présentée dans : H.M. Treasury, *Economic Progress Report*, n°144 d'avril 1982 : «The Budget Balance; measurement and policy».

32. Les dépenses des administrations publiques non compris les opérations financières (c'est-à-dire les prêts et les acquisitions nettes d'avoirs financiers) sont passées de 38½ % du PIB vers la fin des années 60, à 45½ % en 1975/76.

33. Entre 1969 et 1975, le taux annuel d'augmentation des gains moyens a été de 17¼ % dans le secteur public (entreprises publiques comprises), et de près de 17 % dans les administrations publiques contre 16 % dans le secteur privé. Parallèlement, le taux annuel d'accroissement des effectifs employés dans les administrations a été de 3 % au cours de cette période alors qu'on enregistrait un léger fléchissement dans le secteur privé.

Tableau 8. Evolution des masses budgétaires en longue période
En pourcentage du PIB

	1969/ 1970	1970/ 1971	1971/ 1972	1972/ 1973	1973/ 1974	1974/ 1975	1975/ 1976	1976/ 1977	1977/ 1978	1978/ 1979	1979/ 1980	1980/ 1981	1981/ 1982
Dépenses publiques													
Administrations publiques, total	40.8 ¹	40.9 ¹	41.7	41.5	43.4	48.5	48.8	46.4	42.5	43.8	44.1	46.5	47.1
Dépenses courantes	32.0 ¹	32.1 ¹	32.6	32.9	34.8	38.5	39.6	39.5	38.2	38.6	39.0	41.4	43.5
Consommation finale	17.2 ¹	17.6 ¹	18.0	18.1	18.8	20.7	21.7	21.3	20.2	19.9	20.0	21.7	22.3
Transferts et subventions	14.8 ¹	14.5 ¹	14.6	14.8	16.0	17.8	17.9	18.2	18.0	18.7	19.0	19.7	21.1
Dépenses en capital	6.7 ¹	6.4 ¹	5.9	5.9	6.8	6.5	6.0	5.4	4.4	3.9	3.7	3.5	2.8
Capacité de financement	2.2 ¹	2.4 ¹	2.7	2.7	1.8	3.5	3.2	1.5	-0.1	1.3	1.4	1.6	1.2
Administrations centrales							33.5	32.2	30.1	31.7	31.8	33.8	35.4
Administrations locales							15.3	14.1	12.5	12.1	12.3	12.7	12.0
Programmes de dépenses publiques													
Administrations publiques, chiffre corrigé							43.2	40.7	37.4	38.3	38.1	39.9	40.8
Certaines administrations publiques							0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6
Emprunts des entreprises nationalisées sur le marché et à l'étranger							0.5	1.0	0.6	0.3	-0.1	-0.2	0.2
A déduire: Ventes spéciales d'actifs							—	—	-0.3	—	-0.5	-0.2	0.0
Total des dépenses prévues (Livre Blanc)			37.2	38.0	39.7	44.6	44.5	42.5	38.4	39.0	38.1	40.2	41.6
Paiements d'intérêts du secteur public	4.4	4.1	3.9	3.8	4.5	4.8	4.6	5.0	4.8	4.8	5.2	5.4	5.8
Paiements d'intérêts des administrations publiques	4.1	3.8	3.7	3.6	4.1	4.2	4.2	4.4	4.3	4.5	4.8	5.1	5.4
Déficit financier, total	-1.5	1.0	1.2	3.0	4.7	6.7	7.5	5.8	4.3	4.8	3.7	4.6	2.4
Administrations publiques	-2.0 ¹	-3.1 ¹	-0.5	1.8	3.6	4.5	5.1	4.5	3.5	4.1	2.6	3.6	1.8
Administrations centrales	-4.6 ¹	-5.6 ¹	-2.5	-0.5	0.3	1.4	3.1	2.6	2.3	3.0	1.4	2.8	2.0
Administrations locales	2.6 ¹	2.5 ¹	2.0	2.3	3.3	3.1	2.0	1.9	1.1	1.0	1.2	0.8	-0.2
Entreprises publiques	1.1 ¹	1.6 ¹	1.7	1.2	1.1	2.4	2.4	1.3	0.8	0.8	1.1	1.0	0.6
BFSP, total	-1.1	1.6	1.7	3.8	6.1	9.1	9.6	6.6	3.7	5.4	4.9	5.7	3.4
Administrations publiques	-1.2	1.1	2.0	3.8	5.1	8.3	9.1	5.7	3.3	5.3	5.1	6.0	3.4
Administrations centrales	-2.3	—	1.0	2.9	3.0	5.8	8.0	4.6	2.9	4.8	4.0	5.6	3.0
Administrations locales	1.1	1.1	1.0	0.9	2.2	2.5	1.2	1.1	0.3	0.5	1.0	0.4	0.4
Entreprises publiques	0.1	0.5	-0.3	—	0.9	0.8	0.5	0.9	0.5	0.2	-0.2	-0.3	0.1
Administrations publiques, recettes totales	40.8	41.1	41.6	37.0	38.0	40.6	40.6	40.4	39.2	38.7	40.1	41.3	44.5
Recettes courantes	42.2	39.9	37.8	35.8	36.7	39.5	39.8	39.8	38.6	38.1	39.5	40.7	43.8
Dont: Total des Impôts	30.9	30.8	28.8	26.7	26.9	28.9	29.1	28.7	27.8	27.9	29.3	30.0	32.7
Cotisations au titre de l'assurance nationale	5.0	5.1	5.1	5.3	5.6	6.1	6.5	6.9	6.5	6.1	5.9	6.2	6.5
Recettes en capital	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3	1.1	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7

1. Année civile, 1969 et 1970 respectivement.

Sources: *Financial Statistics, CSO; National Income and Expenditure, CSO (1967-1977).*

recettes totales des administrations publiques (essentiellement ces deux dernières années). Ce relèvement reflétait lui-même surtout une augmentation des recettes fiscales (cotisations de sécurité sociale comprises) dont le total a presque atteint 40 % du PIB en 1981/82 contre 35 % en moyenne dans la seconde moitié des années 70. La progression de ces recettes est imputable pour moitié environ aux taxes applicables au pétrole de la mer du Nord – perçues à partir de 1979 – dont le montant a légèrement dépassé 2 % du PIB en 1981/82. Les impôts indirects ont aussi augmenté au cours des deux dernières années sous l'effet du relèvement de la TVA en 1979/80 qui avait pour objet de reporter une partie de la pression fiscale des revenus sur la dépense afin, d'après l'exposé des objectifs, d'améliorer la situation de l'offre dans le mécanisme économique en encourageant l'initiative et le travail. Les dépenses totales des administrations publiques sont restées à peu près stables entre 1975/76 et 1981/82 en raison d'une nette baisse de l'investissement fixe du secteur public qui est tombé à 1 $\frac{3}{4}$ % du PIB en 1981/82, soit à peine plus d'un tiers du taux moyen enregistré pendant la première moitié des années 70. Cette diminution a été compensée par l'augmentation persistante des dépenses courantes en termes réels; en raison surtout de l'augmentation du chômage et du montant des prestations sociales en termes réels, les transferts courants aux ménages ont augmenté régulièrement atteignant 13 % du PIB en 1981/82 soit 2 $\frac{1}{2}$ points de plus qu'en 1975/76, précédent minimum.

Sous l'effet d'un net ralentissement de la progression des gains moyens en termes réels et des effectifs employés³⁴, la consommation des administrations publiques a un peu diminué jusqu'en 1979/80 avant d'atteindre 22 $\frac{1}{4}$ % du PIB en 1981/82, c'est-à-dire légèrement plus que le précédent minimum enregistré en 1975/76 (tableau 8). Cette évolution était presque exclusivement due à une augmentation marquée des gains moyens dans le secteur des administrations publiques, qui reflétait dans une large mesure les recommandations du rapport de la Commission Clegg sur les rémunérations dans le secteur public³⁵. En revanche, la tendance au gonflement à long terme des effectifs employés dans le secteur des administrations a été inversée et l'emploi a diminué dans l'administration centrale comme dans les administrations locales³⁶. L'augmentation des versements d'intérêt nominaux a été relativement faible si l'on se réfère aux déficits élevés du secteur public qui se sont succédé et plus particulièrement à la hausse considérable des taux d'intérêt nominaux depuis le milieu des années 70³⁷. Ceci s'explique par l'érosion considérable de la dette du secteur public sous l'effet de l'accélération de l'inflation depuis le début des années 70; le montant de la dette nette du secteur public calculé aux cours du marché a baissé, passant d'environ deux tiers du PIB à un peu plus d'un tiers entre 1970 et le début des années 80.³⁸

Les opérations financières – à savoir ventes nettes d'avoirs et diminution des prêts des administrations publiques au secteur privé et à l'étranger – ont plus que compensé la

34. Le taux annuel d'augmentation des gains moyens dans le secteur des administrations a été ramené à 11 % entre 1975/76 et 1979/80 (contre un rythme annuel de 15 % dans le secteur privé), en même temps que la progression des effectifs employés se ralentissait et tombait à $\frac{3}{4}$ % (taux annuel) au cours de la même période.

35. Les recommandations de la Commission Clegg (qui étaient fondées entre autres critères sur la comparaison avec le secteur privé) ont été presque intégralement appliquées et ont abouti à une augmentation assez forte des rémunérations versées par les administrations (21 % en moyenne au cours des deux années se terminant en 1981 contre 16 $\frac{1}{2}$ % dans le secteur privé). Par la suite, il a été jugé que certaines des recommandations de la Commission prévoyant d'importantes hausses de rémunération n'étaient pas fondées et, depuis dix-huit mois les autorités s'efforcent de corriger certaines de ces hausses excessives.

36. Entre le printemps de 1979 et les premiers mois de 1982, les effectifs de la fonction publique ont été réduits de 60 000 (8 %) et ceux des administrations locales de plus de 70 000 (3 %). Ces réductions ont été en partie compensées par une augmentation de 40 000 (5 %) des effectifs du service national de santé.

37. Le rendement des bons du Trésor qui se situait aux environs de 11 % en 1975 a atteint 15 $\frac{1}{2}$ % en 1981. La hausse a été plus faible pour les fonds d'État à long terme.

38. On trouvera une analyse complète des effets de l'inflation sur la valeur réelle de la dette publique dans *Bank of England Quarterly Bulletin*, juin 1982, pages 239 à 242.

légère augmentation des dépenses des administrations, de sorte que le total de ces dépenses y compris les opérations financières a diminué de près de 1½ point après 1975/76 représentant 47¼ % du PIB en 1981/82. Néanmoins, ceci est encore nettement au-dessus du niveau moyen du début des années 70 (41½ % du PIB) avant que n'éclate la première crise pétrolière, et au-dessus du niveau moyen des années 70 (44¾ %) ; il n'est pas possible de l'expliquer par les seuls composants des dépenses déterminées par la demande résultant du ralentissement de plus en plus marqué de l'activité, ce qui laisse supposer l'existence dans les dépenses totales d'une composante structurelle croissante.

Les prévisions de dépenses publiques jusqu'en 1984/85³⁹, qui sont pour la première fois présentées en termes nominaux et non à leur coût en termes réels, vont apparaître un ralentissement considérable du taux d'accroissement des dépenses nominales du secteur public à partir de 1982/83 ; le taux annuel d'accroissement est fixé à 6½ % pour les trois exercices allant jusqu'à 1984/1985 contre 17¼ % pour les trois exercices précédents. Ce ralentissement reflète à la fois des variations de prix et de volume. Il convient de noter l'importance à cet égard de la détermination avec laquelle les autorités entendent continuer réduire les effectifs des administrations publiques et de contenir la progression des gains moyens dans le secteur public. Les subventions et les prêts des administrations publiques aux industries nationalisées devraient aussi fléchir sensiblement entre 1981/82 et 1984/85. De même, les ventes spéciales d'actifs (actions de sociétés, notamment) devraient se poursuivre à un rythme non négligeable à moyen terme, réduisant ainsi le taux d'accroissement du total des dépenses publiques prévues.

La progression des dépenses publiques sera aussi freinée par le ralentissement substantiel des versements d'intérêts qu'implique apparemment l'hypothèse d'un fléchissement marqué des taux d'intérêt nominaux⁴⁰ au cours de la période considérée. De même, la progression des postes de dépenses déterminées par la demande (indemnités de chômage, pensions de retraite, par exemple) devrait se ralentir en valeur mais probablement pas en volume étant donné l'augmentation de la part dans le total des indemnités de chômage et des diverses prestations connexes au cours de la période. Si l'on se fonde d'une part sur un léger fléchissement en termes réels du total des dépenses publiques d'ici 1984/85, celles-ci retrouvant en pourcentage du PIB à peu près leur niveau moyen des années 70, et d'autre part, sur une quasi-stabilité des recettes publiques en termes réels, le besoin d'emprunt du secteur public diminuerait encore au cours des trois prochains exercices pour ne représenter que moins de 2 % du PIB en 1984/85, le déficit financier des administrations publiques fléchissant un peu au-dessous de ce niveau. Dans l'hypothèse d'une légère reprise de l'activité correspondant à peu près à la croissance potentielle ou légèrement supérieure à celle-ci, ces déficits impliquent que l'action budgétaire restera orientée dans un sens restrictif à moyen terme en même temps que s'opérera un certain transfert de ressources au secteur privé.

Politique monétaire

La façon d'envisager la politique monétaire et son rôle ont changé à divers égards ces dernières années. On reconnaît davantage aujourd'hui la relation réciproque entre les variations monétaires d'une part et les variations de l'inflation et (ou) des variables réelles d'autre part. En cette matière, une incertitude beaucoup plus grande plane par ailleurs sur la structure des décalages intervenant dans ces relations et sur les effets

39. Cmnd 8494 - I et II, mars 1982, HMSO, Londres.

40. Il est prévu que les versements bruts (nets) d'intérêts augmenteront au taux annuel de 4½ % (6½ %) pendant les trois exercices allant jusqu'à 1984/85 contre 20 % (37½ %) pendant les trois exercices précédents. Toutefois, si les taux d'intérêt continuent à fléchir comme ils l'ont fait ces derniers temps, les versements d'intérêts pourraient rester à peu près stables au cours des deux prochaines années.

pervers que certaines modifications de politique économique peuvent produire dans un premier temps, en particulier en période de récession⁴¹. De plus, la maîtrise de l'agrégat monétaire officiellement retenu pour représenter la situation monétaire globale (comme c'était le cas de M3 en sterling), s'est révélée difficile à assurer et pas toujours très efficace dans la mesure où des instruments financiers de substitution peuvent être créés. Bien que ces derniers puissent ne pas influencer directement sur l'agrégat monétaire pris en considération, donnant ainsi pendant un certain temps l'impression que la situation monétaire évolue dans le sens voulu, ils sont susceptibles d'avoir une incidence considérable sur la situation financière et monétaire globale qui risque donc de ne pas progresser dans le sens des objectifs monétaires. De même, des modifications structurelles importantes⁴² qui ont affecté les marchés des capitaux et les distorsions résultant des changements apportés fréquemment aux règles, instruments et techniques monétaires⁴³ au cours de la dernière décennie ont rendu plus difficile l'interprétation de la situation monétaire.

Dans le cadre de l'assouplissement de la régulation monétaire, les fourchettes définissant les objectifs d'expansion monétaire ont été fixées dans le budget de mars 1982 à 8-12 % pour l'exercice 1982 et à 7-11 % pour l'exercice 1983/84, c'est-à-dire à un niveau un peu plus élevé que celui indiqué précédemment. Dans la logique du rôle désinflationniste, assigné aux variables monétaires, une projection de 6-10 % a, pour la première fois, été fixée pour l'exercice 1984/85. De plus, étant entendu qu'aucun agrégat monétaire unique n'est de nature à couvrir l'ensemble des conditions monétaires, il a été décidé d'étendre la fourchette retenue comme objectif de manière qu'elle englobe (outre M3 sterling) M1 (disponibilités monétaires au sens étroit et PSL2 «Private sector liquidity widely defined»), c'est-à-dire un agrégat représentatif des liquidités au sens plus large du secteur privé⁴⁴.

Depuis la suppression du système des dépôts supplémentaires spéciaux (le «corset» dont l'objet était de freiner l'accroissement des dépôts)⁴⁵, la politique monétaire vise surtout la demande de monnaie et de crédit par l'intermédiaire du besoin d'emprunt du secteur public et des taux d'intérêt en particulier à court terme sur lesquels les autorités peuvent (par des opérations d'open market) agir davantage que sur les taux à long terme. La politique du taux d'intérêt a traditionnellement été fonction de considérations intérieures et extérieures, ces dernières restant importantes en raison de l'instabilité des taux de change et des taux d'intérêt aux États-Unis depuis deux ans. Dans ces conditions, les taux d'intérêt à court terme ont souvent évolué avec les taux d'intérêt de l'euro-dollar. Après avoir atteint un maximum dans les derniers jours d'octobre 1981, les taux d'intérêt nominaux ont beaucoup baissé (graphique 8). Toutefois, en raison du ralentissement de l'inflation, les taux d'intérêt réels se sont maintenus à des niveaux positifs assez élevés pendant près de dix-huit mois. L'existence de taux d'intérêt réels

41. Au lieu de freiner la demande de crédit, une forte hausse des taux d'intérêt peut dans un premier temps, en augmentant les charges financières et en réduisant la demande réelle, aggraver sensiblement la situation de trésorerie des entreprises et les forcer à accroître leur demande de crédit.

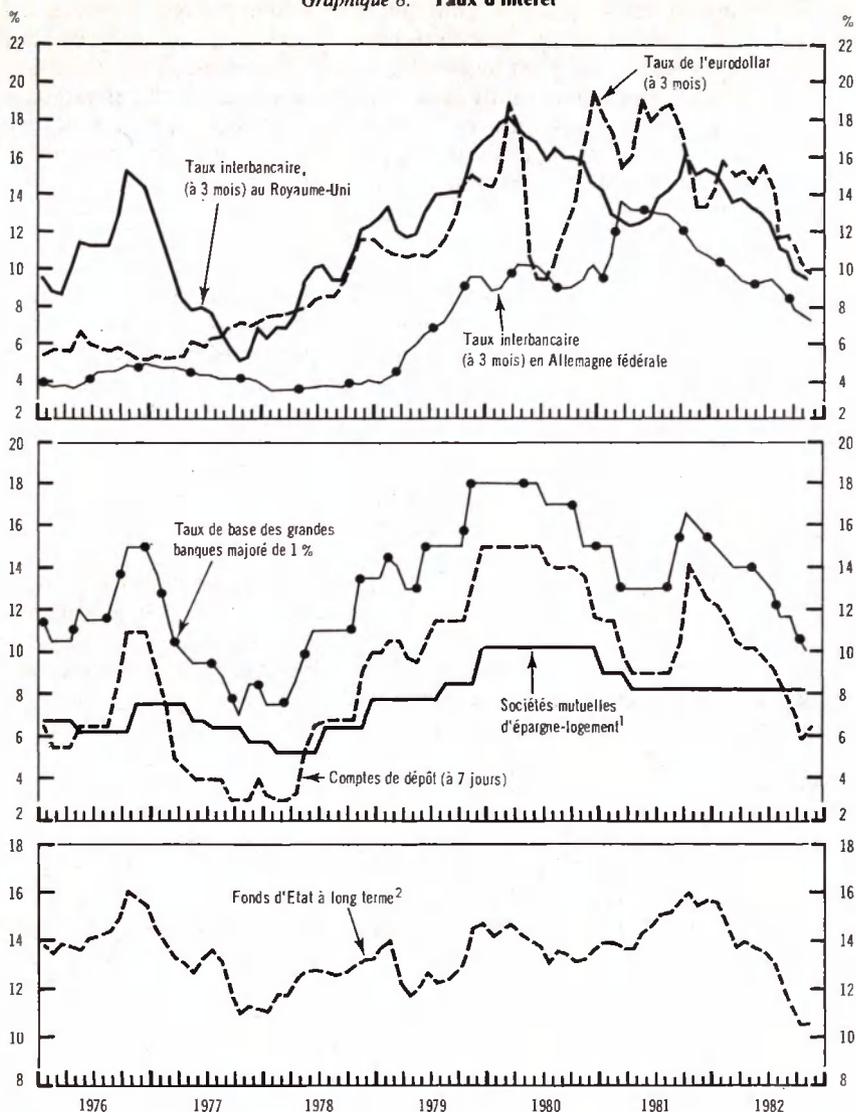
42. Les émissions de titres représentaient environ 40 % des sommes empruntées par les entreprises (indépendamment de ces émissions) au cours de la période allant jusqu'au début des années 70; depuis lors, ce pourcentage est tombé à moins de 15 % en moyenne (20 % en 1981).

43. Certains des changements les plus récents sont exposés dans l'Étude économique que l'OCDE a consacrée au Royaume-Uni en juillet 1981 (page 49) ainsi que dans les sections relatives à la situation monétaire d'Études précédentes.

44. PSL2 englobe certains des dépôts auprès des institutions d'épargne qui ne sont pas pris en compte dans M3 en sterling (ce dernier agrégat ne comprend que les dépôts bancaires). Certaines des actions et des dépôts auprès des mutuelles d'épargne-logement constituent la composante la plus importante de PSL2 après les dépôts bancaires.

45. Les banques dont les dépôts augmentaient plus rapidement qu'il n'était permis étaient pénalisées et devaient effectuer auprès de la Banque d'Angleterre des dépôts non rémunérés suivant un barème progressif.

Graphique 8. Taux d'intérêt



1. Taux recommandé de rémunération des dépôts.
2. Obligations à long terme (20 ans) : rendement brut au remboursement.

Sources : *Financial Statistics*; Bank of England, *Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

aussi élevés en période de récession a sans aucun doute eu une incidence restrictive considérable dont les effets directs se sont surtout manifestés dans le domaine de l'investissement réel et dans celui du taux de change, exerçant ainsi une influence négative sur la compétitivité et la croissance.

Malgré le ralentissement marqué de l'inflation, le manque de dynamisme persistant de l'activité et l'amélioration de la situation financière du secteur des entreprises, les prêts bancaires en sterling au secteur privé se sont considérablement

accrus, atteignant environ 11½ milliards de livres au cours des douze mois allant jusqu'au milieu de 1982 contre moins de 8 milliards de livres pour les douze mois précédents. On a observé une forte augmentation des prêts bancaires aux ménages pour l'achat de logements ; ceux-ci se sont élevés à près de 4 milliards de livres (3 milliards de livres de plus que pour les douze mois allant jusqu'au milieu de 1981). Cette accélération reflétait dans une large mesure une modification structurelle des marchés des capitaux, les banques accroissant leurs activités dans le secteur des prêts hypothécaires ; leur part dans le total des prêts pour l'acquisition de logements est passée d'environ 7 % pendant la période de trois ans se terminant en 1980 un quart en 1981 et plus d'un tiers au premier semestre de 1982 (aux dépens surtout des mutuelles d'épargne-logement)⁴⁶. Il s'est produit d'autre part un accroissement des prêts bancaires aux entreprises non constituées en société et il apparaît qu'une petite part des prêts bancaires au titre des acquisitions de logements a peut-être été détournée vers la consommation. Les prêts des banques aux entreprises industrielles et commerciales ont aussi augmenté – en particulier à la fin de 1981 et au début de 1982 – afin de leur permettre d'assurer le paiement d'arriérés d'impôts et probablement dans une moindre mesure de rétablir une situation de trésorerie plus normale.

L'expansion du crédit aux secteurs intérieurs est restée importante après le mois de juin 1982⁴⁷ (autour de 16 milliards de livres en taux annuel jusqu'en novembre), probablement en raison du regain de tension exercé sur la liquidité du secteur privé par le tassement de l'activité. Le net ralentissement de l'inflation a peut-être accru en termes réels, les charges d'intérêts des entreprises. D'autre part, la suppression des mesures de contrôle visant le crédit à la consommation a probablement entraîné un redressement de la demande de crédit des ménages. Enfin, en partie parce que les banques n'ont pas immédiatement traduit dans les faits l'engagement qu'elles avaient pris de freiner l'expansion des prêts au logement, le volume de ces derniers semble s'être maintenu à un niveau important jusque vers la fin de 1982. Les prêts hypothécaires accordés par les mutuelles d'épargne-logement ont aussi connu une croissance plus rapide au second semestre.

La forte demande de crédit combinée au «surfinancement»⁴⁸ qui a freiné l'accroissement des dépôts du secteur privé auprès des banques et des autres intermédiaires financiers a parfois entraîné de sérieuses contractions de la situation de trésorerie des banques. Comme les portefeuilles des banques ne contenaient presque plus de bons du Trésor⁴⁹, la Banque d'Angleterre a fourni les liquidités nécessaires par des achats purs et simples d'effets de commerce⁵⁰ et dans une moindre mesure par des accords de prise en pension. Cette injection de liquidités sur les marchés des capitaux par l'intermédiaire des banques a beaucoup contribué à amortir les mouvements des taux d'intérêt à court terme et à en maintenir l'orientation à la baisse afin de ne pas aggraver les tendances récessionnistes de l'économie. Dans ces conditions, les effets du «surfinancement» sur la liquidité globale de l'économie ont été à peu près neutralisés. Toutefois, le «surfinancement», combiné avec le niveau élevé des taux d'intérêt réels

46. Jusqu'en 1980, les crédits accordés par les mutuelles d'épargne-logement représentaient environ les quatre cinquièmes des prêts hypothécaires du secteur privé.

47. L'expansion du crédit en sterling aux secteurs intérieurs avait été d'environ 12½ milliards de livres en 1981/82.

48. Il y a surfinancement lorsque le déficit du secteur public est couvert et au-delà par les achats de fonds d'État effectués par le secteur privé non bancaire.

49. Les bons du Trésor qui représentaient environ 6 % du total des avoirs en sterling des banques au milieu des années 70 n'en représentaient plus que 1 % l'an dernier.

50. Le portefeuille d'effets de commerce (essentiellement présenté par les banques) de la Banque d'Angleterre est passé de 3½ milliards de livres en mars 1981 à 8½ milliards environ en août 1982 et cette variation a largement compensé l'effet de freinage provoqué par le «surfinancement».

Tableau 9. Agrégats monétaires
Taux annuels désaisonnalisés

	1978	1979	1980	1981	1981 II	1982					
						I	T2	Juillet	Août	Sept.	Oct.
Composantes de l'expansion monétaire¹ (milliards de livres)											
a) Besoin de financement du secteur public	8.4	12.6	12.2	10.6	6.6	1.4	6.2	-5.8	2.8	-11.0	24.0
b) Achats par le secteur privé de titres du secteur public ²	6.0	10.9	9.5	11.2	9.0	8.4	3.7				
c) Crédits en sterling	4.7	8.6	10.0	11.3	16.5	18.4	13.5	18.3	15.7	24.3	21.6
d) Contreparties intérieures	7.0	10.3	12.8	10.8	14.0	11.4	16.0	12.4	18.5	13.4	24.7
e) Financement extérieur	0.7	-3.1	-0.5	0.2	-2.2	-2.6	-5.4	-8.0	-2.3	2.4	-3.3
f) Exigibilités nettes autres que les dépôts	-0.9	-0.6	-1.4	-1.6	-1.7	-1.4	-2.2	3.9	-1.8	-3.5	-3.2
g) M3 en sterling	6.8	6.6	10.9	9.4	10.1	7.5	8.4	8.3	14.4	12.3	18.2
Prêts bancaires³ (milliards de livres)											
Au secteur privé, total	5.7	9.5	10.9	11.5	15.4	13.5	17.7	4.8	25.1	13.5	19.0
sterling	4.7	8.6	9.6	8.8	10.7	12.0	16.9	5.5	19.8	13.5	19.0
devises	1.0	0.9	1.3	2.8	4.7	1.5	0.8	-0.7	5.3	0.0	0.0
Au secteur extérieur, total	20.9	30.4	33.8	41.6	46.8	19.2	-4.0	69.3	89.7	25.5	34.8
sterling	1.1	—	2.8	3.2	3.2	2.7	-0.2	4.0	5.9	3.9	9.7
devises	19.9	30.4	31.0	38.4	43.5	16.5	-3.8	65.3	83.8	21.6	25.1
Total des emprunts (milliards de livres) non corrigé des variations saisonnières											
Secteur des ménages, total	8.2	10.9	11.0	14.4	15.1	16.4	18.0	Variation par rapport aux six mois précédents (taux annuel)			
dont: pour l'acquisition de logements, total	5.5	6.6	7.4	9.8	10.6	12.0	14.0				
dont: auprès des banques	0.3	0.6	0.5	2.5	3.7	4.5	5.1				
Entreprises industrielles et commerciales, total	4.8	6.9	10.7	10.9	17.3	11.8	5.7				
dont: auprès des banques	2.9	4.9	6.8	4.5	7.7	3.0	7.8				
autres avances et prêts hypothécaires	0.4	0.7	0.7	3.8	6.9	7.1	-2.6				
émissions de titres	0.8	0.9	1.3	1.7	2.3	1.1	1.6				
Agrégats monétaires (pourcentage de variation)⁴											
Masse monétaire au sens étroit (M1)	16.7	9.3	4.0	9.2	3.3	10.3	10.5	5.1	8.1	12.4	19.0
Masse monétaire au sens large (M3)	15.1	12.5	19.1	17.9	14.7	10.0	10.0	11.8	13.7	13.2	14.2
M3 en sterling ⁵	15.2	12.9	19.0	13.4	13.8	7.7	8.5	8.0	10.9	12.1	14.7
Institutions d'épargne, dépôts et titres	14.3	10.4	9.6	11.6	3.9	9.2	4.8	6.7	4.1	4.0	4.8
Liquidité du secteur privé au sens large (PSL2)	14.9	13.6	13.5	11.5	9.2	8.9	6.4	6.8	7.7	8.7	9.4

1. Les relations entre les différentes lignes sont les suivantes : a-b+c=d, d-e-f=g.

2. Non compris les achats effectués par les banques.

3. Non compris les achats d'effets de commerce par la Banque d'Angleterre.

4. Les pourcentages annuels de variation correspondent à la somme des variations pendant les trimestres de l'année civile exprimées en pourcentage de la masse monétaire à la fin de l'année précédente. Les pourcentages trimestriels se rapportent au chiffre désaisonné à la fin de chaque trimestre.

5. M3 en sterling est égal à la masse monétaire M3 diminuée des dépôts en devises des résidents du Royaume-Uni.

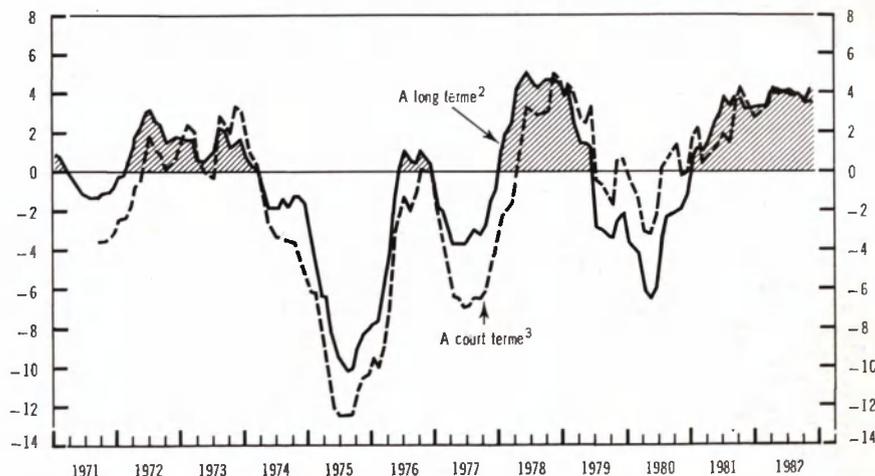
Sources : *Financial Statistics*, CSO.

pratiqués sur le compartiment à long terme du marché, a conduit les entreprises à recourir de plus en plus à des crédits bancaires à court terme.

La diminution du besoin d'emprunt du secteur public s'ajoutant au surfinancement (qui s'était amorcé dans les premiers mois de 1981 et s'est poursuivi jusqu'en mai dernier) a exercé un effet de freinage considérable sur l'expansion de M3 en sterling au cours des douze mois allant jusqu'au milieu de 1982. De même, sous l'effet de la persistance d'importantes sorties nettes de capitaux du secteur privé, les opérations extérieures ont eu une incidence restrictive au cours de cette période. Ces divers facteurs de freinage ont atténué les effets expansionnistes considérables que le gonflement des prêts bancaires au secteur privé avait sur la masse monétaire. Ainsi, après avoir sensiblement dépassé la fourchette de 6-10 % (fixée comme objectif dans le budget de 1981) jusqu'aux derniers mois de 1981⁵¹, l'expansion de M3 en sterling a été ramenée à moins de 10 % au premier semestre de 1982. Le taux de croissance annuel de M3 en sterling s'est accéléré pour atteindre 12 % environ au second semestre, ce qui représente une croissance d'un peu plus de 11 % en taux annuel depuis février dernier, pourcentage qui reste dans les limites de la fourchette retenue comme objectif au début de 1982. Dans la mesure où l'accélération qui s'est produite au second semestre est due en partie à des effets de caractère exceptionnel comme la suppression des mesures de contrôle visant le crédit à la consommation et l'augmentation du volume des emprunts effectués par les entreprises par suite du fléchissement imprévu de l'activité au second semestre, elle ne semble pas dénoter un accroissement tendanciel excessif de la masse monétaire.

La liquidité du secteur privé suivant la définition large – notamment PSL2 qui est un meilleur indicateur de la liquidité globale – a augmenté plus lentement que M3 en

Graphique 9. Taux d'intérêt réels¹

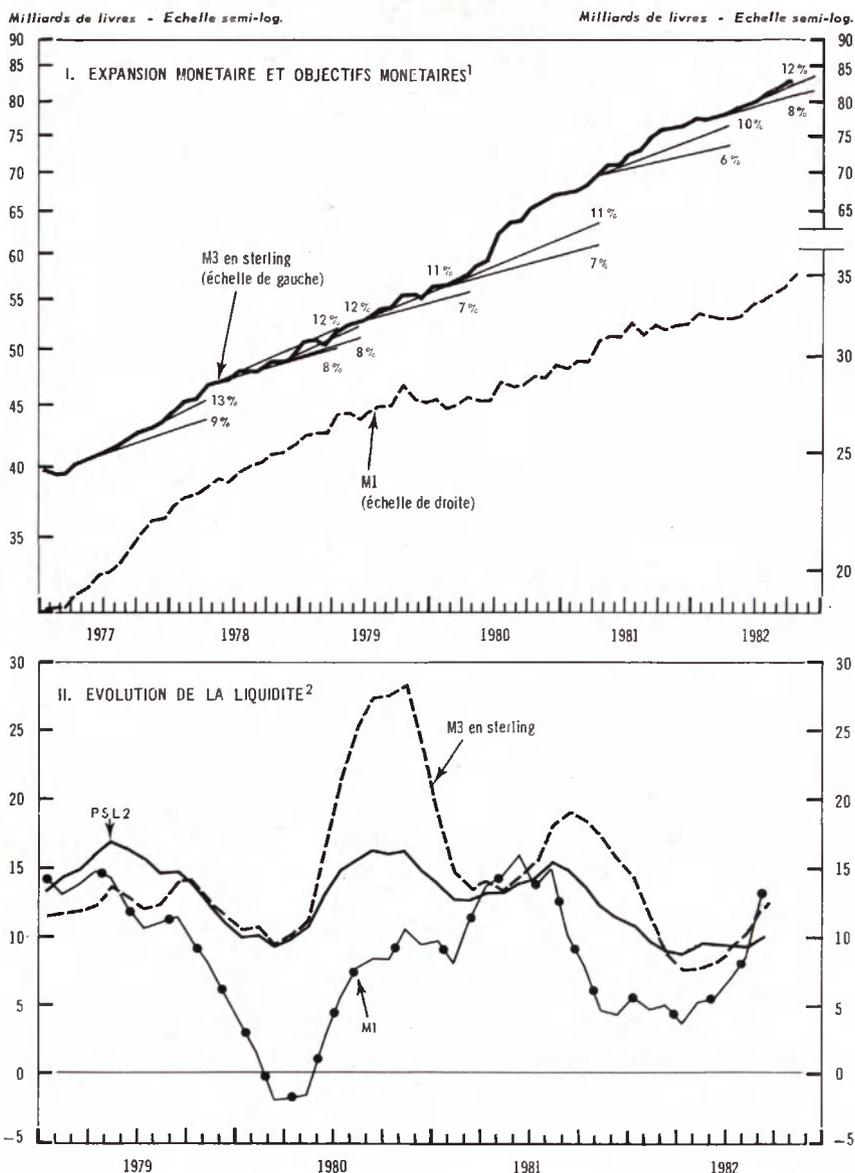


1. Taux d'intérêt divisé par l'indice des prix de détail.
2. Obligations à long terme (20 ans).
3. Taux de base des grandes banques majoré de 1 %.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

51. Les conflits dans la fonction publique ont provoqué une distorsion de la progression de M3 en sterling. A cause des retards dans le recouvrement des impôts, les entreprises ont détenu des liquidités plus abondantes qu'elles ne l'auraient peut-être normalement souhaité et, en les déposant dans les banques, elles ont provoqué un gonflement de la masse monétaire.

Graphique 10. Masse monétaire et liquidités
Chiffres désaisonnalisés



1. La même échelle semi-logarithmique a été utilisée pour les deux courbes mais, pour les besoins de la présentation, la partie inférieure a été remontée et présentée sur l'échelle de droite.

2. Moyenne mobile sur trois mois, pourcentages de variation par rapport aux six mois précédents, en taux annuel.

Sources : Bank of England, *Quarterly Bulletin* et *Financial Statistics*.

sterling depuis 1980⁵², ce qui, compte tenu par ailleurs de la baisse tendancielle du besoin d'emprunt du secteur public, donne à penser que l'évolution financière et monétaire générale se situe dans les limites fixées par le budget de 1982/83. L'important écart entre les taux d'expansion de M3 en sterling et de PSL2 reflète la redistribution de l'intermédiation financière aux dépens des institutions d'épargne et au profit des banques⁵³. La nette accélération de l'expansion de M1 (disponibilités monétaires au sens étroit) depuis juin (tableau 9) traduit dans une large mesure la baisse des taux d'intérêt nominaux qui a accru la préférence pour les avoirs liquides ou quasi liquides. Elle indique peut-être aussi que les entreprises ayant à faire face à des pénuries de liquidités à court terme préfèrent détenir des avoirs liquides. Il est intéressant aussi de noter la forte diminution de la vitesse de circulation pendant la période de deux ans allant jusqu'aux débuts de l'année 1982 où elle a atteint son minimum depuis 1974, ce qui donne à penser que la base monétaire pourrait alimenter une reprise rapide sans provoquer de tensions majeures sur les marchés des capitaux.

III. PERSPECTIVES A COURT TERME⁵⁴

Les projections récapitulées au tableau 11 et examinées dans les paragraphes qui suivent présentent un caractère d'incertitude plus prononcé qu'à l'ordinaire :

- i) L'évaluation de la demande extérieure, tributaire du profil temporel et de la vigueur de la reprise dans la zone de l'OCDE, pourrait avoir à souffrir de l'accentuation des pressions protectionnistes et des restrictions financières dans de nombreux pays en développement.
- ii) Il est difficile de se prononcer sur l'orientation possible des taux d'intérêt, qui dépend dans une large mesure de l'évolution des marchés internationaux.
- iii) Les indicateurs courants présentés au tableau 11 font apparaître une situation plus incertaine que d'habitude.

Les prévisions reposent sur les trois hypothèses suivantes : les échanges mondiaux retrouveront progressivement un rythme de croissance compris entre 4 et 5 % au premier semestre de 1984 ; compte tenu de l'accroissement du chômage, du recul de l'inflation et de la politique de limitation des hausses de salaire dans le secteur public, la progression tendancielle des gains moyens se ralentira pour s'établir aux environs de 6½ % au milieu de 1984 ; en termes réels, les taux d'intérêt baisseront légèrement. On a d'autre part supposé que le taux de change (effectif) et les politiques (macroéconomiques) resteraient inchangés⁵⁵. Cette dernière hypothèse implique un certain assouplissement de la politique budgétaire, conformément aux prévisions de la

52. Le taux annuel de croissance de PSL2 a été de 9 % environ entre février et décembre 1982.

53. Au cours de l'été, les banques ont nettement manifesté leur intention de faire obstacle à l'accroissement excessif des prêts au logement et il semble donc probable que dans le proche avenir on constatera une convergence des taux de croissance de M3 en sterling et de PSL2. L'important écart entre les taux de croissance de M3 en sterling et de M3 est dû à un effet d'évaluation.

54. Les projections reproduites ici sont celles de l'OCDE et diffèrent de celles qui ont été publiées dans le n° 32 des *Perspectives économiques* de l'OCDE, daté de décembre 1982. Les présentes projections tiennent compte des révisions apportées aux comptes nationaux et de la dépréciation effective de 10 % du sterling entre le début de novembre 1982 et le début de janvier 1983.

55. Le taux de change effectif est supposé conserver le niveau atteint lors de la première semaine de 1983.

Tableau 10. Indicateurs conjoncturels récents

	1980	1981	1982					
			I	T2	T3	Sept.	Oct.	Nov.
(Indice 1981 = 100)								
PIB au coût des facteurs dans l'optique de la production	102.5	100	100.3	100.4	100.8			
PIB au coût des facteurs, estimation de compromis	102.3	100	100.6	100.2	100.7			
Consommation privée	99.6	100	100.0	99.8	101.5			
Production industrielle	105.4	100	100.5	100.7	101.3	101.5	101.1	
Production manufacturière	106.7	100	99.7	99.4	98.9	99.1	98.3	
Volume des ventes de détail	98.9	100	100.8	100.6	103.0	103.4	103.5	103.7
Emploi (Grande-Bretagne)								
Industries productrices	110.1	100	95.1	94.6	93.1	92.8	92.5	
Secteur manufacturier	110.9	100	95.5	94.8	93.3	92.9	92.6	
Taux de chômage ¹	(6.8)	(10.6)	(11.9)	(12.0)	(12.5)	(12.7)		
Offres d'emploi (en milliers)	(143)	(97)	(110)	(107)	(111)	(114.6)	(120.3)	(111.1)
Importations de marchandises (en volume) ²	98.5	100	106.5	109.2	105.5	107.6	105.5	105.9
Exportations de marchandises (en volume) ²	103.1	100	100.7	102.6	95.9	102.1	98.0	102.3
	Pourcentages annuels de variation par rapport à la période précédente		Pourcentages de variation par rapport aux six mois précédents (taux annuel)					
Prix de détail (sauf produits saisonniers)	18.4	11.9	8.8	9.0	8.5	7.7	4.7	4.5
Gains moyens	20.7	12.9	7.5	7.8	10.2	6.0	7.8	
Milliards de dollars, chiffres annuels								
Importations	107.4	96.6	96.3	97.0	91.5	92.5	90.5	7.4
Exportations	110.2	102.7	97.9	97.9	94.3	97.8	95.9	96.6
Solde de la balance commerciale	2.8	6.1	1.6	0.7	2.8	5.3	5.3	9.2
dont : Pétrole	0.6	6.1	5.8	6.4	8.7	7.7	10.1	9.9
Solde de la balance des opérations courantes	7.1	12.1	5.9	6.3	6.9	9.4	10.0	11.4

1. Royaume-Uni, non compris les jeunes arrivés en fin de scolarité, en pourcentage du nombre total de salariés (ancienne base : voir notes du tableau 2).

2. Pétrole non compris.

Sources : *Economic Trends*, *Department of Employment Gazette* et *Monthly Review of External Trade Statistics*.

stratégie financière à moyen terme et au contenu de la déclaration budgétaire de novembre dernier. Dans ces conditions, et sur la base d'une diminution persistante de l'emploi, on prévoit que les coûts unitaires de main-d'œuvre s'accroîtront à un taux annuel de 4½ % dans l'année allant jusqu'au milieu de 1984, c'est-à-dire au taux le plus bas enregistré depuis 1969. D'ici au premier semestre de 1984, l'augmentation de l'indice implicite des prix de la consommation privée⁵⁶ serait ramenée à 6 %, compte

56. Indice implicite des prix de la consommation dans l'optique des comptes nationaux, dont le champ est plus large que celui de l'indice des prix de détail.

tenu d'une forte accélération des prix à l'importation (due à la forte baisse du taux de change effectif de la livre au cours des deux derniers mois de 1982) et d'un léger redressement des bénéfices.

Il est prévu que les rémunérations nettes commenceront à se redresser au second semestre de 1982 de sorte que, compte tenu d'une certaine reprise des dividendes et du revenu des travailleurs indépendants ainsi que de la progression des transferts réels aux ménages⁵⁷, on devrait enregistrer une croissance modérée du revenu disponible réel pendant la période considérée. Le recul de l'inflation et le changement de composition du revenu des ménages en faveur des traitements et salaires et surtout des transferts de l'État aux chômeurs, retraités et autres groupes à bas revenus (dont la propension marginale à consommer est supérieure à la moyenne) maintiendront le taux d'épargne à 10 % environ au cours de la période de projection. Les dépenses de consommation continueront donc sans doute à progresser tout au long de la période considérée. Conformément aux projections officielles, on prévoit aussi une augmentation de la consommation publique jusqu'au milieu de 1984, en dépit de certaines nouvelles réductions de l'emploi. L'investissement du secteur public devrait connaître une forte expansion en 1983/84, mais au milieu de 1984, il pourrait encore se situer à un niveau inférieur de quelque 63 % à celui du milieu de 1974. Le renversement du mouvement de baisse tendancielle de l'investissement du secteur public reflète les mesures prises par les autorités pour favoriser un effort d'investissement dans toutes les branches du secteur public⁵⁸, l'hypothèse étant qu'une partie de l'ajustement budgétaire visant à ramener le besoin d'emprunt du secteur public au niveau initialement prévu de 2 $\frac{3}{4}$ % du PIB en 1983/84 prendra la forme d'un accroissement des dépenses d'équipement.

Après avoir diminué légèrement jusqu'en mi-83, l'investissement privé non résidentiel devrait, selon les prévisions, progresser modérément à partir du milieu de 1983. Les bénéfices, tout en restant déprimés par rapport aux niveaux qu'ils avaient atteints dans le passé, devraient s'améliorer encore un peu. L'important effort de restructuration entrepris dans l'industrie et les services pour réduire les coûts de main-d'œuvre, et une légère baisse des taux d'intérêt réels pourraient contribuer à un relèvement des investissements de rationalisation. Néanmoins, l'investissement dans les industries manufacturières sera probablement faible étant donné l'importance du potentiel de production inutilisé, le manque de la demande mondiale au moins jusqu'au milieu de 1983, et la faible compétitivité en matière de coûts et de prix de larges secteurs de l'industrie et des services britanniques⁵⁹. Les projections impliquent une persistance du désinvestissement, et par conséquent, une nouvelle réduction du stock net de biens capitaux dans les industries manufacturières. A l'inverse, il est prévu que l'investissement dans les secteurs de la distribution et des services continuera à s'accroître modérément au cours de la période de prévision.

Les mêmes raisons (amélioration du rapport entre les gains et les prix des logements, existence de fonds disponibles et baisse des taux des prêts hypothécaires) qui ont abouti à sa reprise au second semestre de 1981 devraient déterminer une forte croissance de l'investissement résidentiel privé jusqu'au milieu de 1984. On suppose

57. La légère réduction en termes réels des prestations de sécurité sociale par bénéficiaire qui prendra effet à partir de novembre 1983 sera plus que compensée par l'accroissement du nombre des chômeurs et des autres catégories de personnes (y compris les retraités) qui perçoivent des prestations.

58. Il a en particulier été demandé aux administrations locales de ne pas freiner l'exécution de leurs projets d'équipement comme elles l'ont fait ces derniers temps.

59. Malgré la reprise prévue, le niveau de l'investissement privé non résidentiel au premier semestre de 1984 serait inférieur au niveau enregistré deux ans plus tôt et celui de l'investissement dans les industries manufacturières (crédit-bail compris) serait inférieur au niveau de 1965. Il est prévu que l'investissement dans les industries manufacturières baissera de 4 % en 1983 et de 2 % environ, en taux annuel, au premier semestre de 1984.

Tableau 11. Perspectives à court terme
Pourcentages annuels de variation par rapport à la période précédente

	1981	1982	1983	1982 II	1983		1984 I
					I	II	
Consommation privée	0.4	1	1½	3½	½	½	1
Consommation publique	0.0	1½	1½	2½	½	1	1
Formation de capital fixe	-8.2	2½	¾	¾	-½	3	2½
Secteur public	-17.6	-4½	4½	4½	4½	4½	5½
Secteur privé	-3.8	5½	-½	-½	-2½	2½	1½
Demande intérieure finale	-1.2	1½	1	3	½	1	1½
Formation de stocks ¹	-0.3	1	¾	-2	2	1	¾
Ajustement « de compromis » ¹	-0.2	-½	0	½	-½	0	½
Demande intérieure totale	-1.6	2	1½	1½	2	2	2
Exportations	-2.2	-½	1½	-3	3½	3½	3½
Importations	-0.3	4½	3	-¾	4	4½	4½
Solde de la balance extérieure réelle ²	-0.5	-1½	-½	-½	-½	-½	-½
PIB au prix du marché	-2.2	¾	1½	1	1½	1½	1½
<i>Pour mémoire :</i>							
Revenu disponible réel des ménages	-1.9	-2½	½	-1½	1	1	¾
Taux d'épargne des ménages	13.4	10½	10	9½	9½	10	10
Indice implicite des prix de la consommation privée	10.9	8	6½	6	6½	6	6
Production manufacturière	-6.4	-½	0	-2½	½	1½	1½
Salariés pourvus d'un emploi	-4.5	-3	-2	-3½	-2	-1	-½
Taux de chômage ²	11.3	13	14½	13½	14	4½	14½
Solde de la balance courante (en milliards de dollars U.S., taux annuel)	12.1	7½	4½				

1. Variation en pourcentage du PIB de la période précédente.

2. Royaume-Uni, y compris les jeunes arrivés en fin de scolarité, en pourcentage de l'ensemble des salariés.

Sources : *Economic Trends*, CSO et OCDE.

aussi qu'un certain mouvement de formation de stocks s'amorcera au milieu de 1983, apportant une contribution positive à la croissance du PIB réel jusqu'au milieu de 1984. Cependant, il est à prévoir que le rapport entre les stocks et la production restera faible si l'on se réfère aux niveaux enregistrés dans le passé. Les mutations technologiques, la tendance des producteurs et des intermédiaires à conserver moins de stocks que précédemment, la médiocrité des perspectives d'évolution des bénéfiques et le niveau élevé des taux d'intérêt réels sont autant d'éléments qui rendent peu probable la formation de stocks abondants.

La croissance ininterrompue de la demande intérieure totale – en moyenne 2 % (taux annuel) sur les trois semestres allant jusqu'au milieu de 1984 – devrait, d'après les prévisions, être en partie neutralisée par la détérioration de la balance extérieure réelle, de sorte que le taux de croissance annuel du PIB serait de 1¼ % en termes réels pendant la période considérée. La croissance de la production manufacturière sera un peu inférieure en raison des pertes persistantes de parts du marché tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le taux de croissance effectif du PIB réel est relativement faible pour une phase de reprise. Comme les effectifs sont encore trop nombreux dans l'industrie, et qu'une part importante de l'effort soutenu d'investissement dans les services ces dernières années a abouti à des économies de main-d'œuvre, il est à prévoir que l'emploi ne cessera de diminuer jusqu'au milieu de 1984, la croissance de la productivité globale se situant aux environs de 3¼ % en 1983 avant de tomber un peu au-dessous de 2 % au premier semestre de 1984. La croissance de la productivité dans les industries

manufacturières devrait progressivement baisser jusqu'à 2¼ % environ, en taux annuel, au premier semestre de 1984. Dans ces conditions, la diminution de l'emploi total se ralentirait et passerait de 2¼ % en 1982 à quelque ¼ % au premier semestre de 1984, le taux de chômage (y compris les jeunes à la recherche d'un premier emploi) atteignant 13¼ %⁶⁰ de la population active totale au milieu de 1984.

La détérioration de la compétitivité extérieure exceptionnellement forte ces dernières années continuera d'avoir sur les courants commerciaux des effets dont les relations économétriques fondées sur l'évolution passée ne permettent peut-être pas de rendre compte. Dans le passé, les prix à l'exportation et les bénéfices réalisés sur les produits exportables (et sur ceux qui soutiennent la concurrence des importations) évoluaient de façon relativement harmonieuse, mais depuis 1979, les premiers ont enregistré une hausse extraordinairement forte en même temps que les seconds baissaient dans des proportions comparables, de nombreuses entreprises accusant même de lourdes pertes. Dans de telles conditions, une détérioration sensible de la compétitivité a deux effets importants :

- i) Devant la hausse des prix relatifs des produits britanniques, les importateurs donnent la préférence à d'autres producteurs et les consommateurs britanniques se tournent vers des produits d'importations.
- ii) L'offre est affectée du fait que la diminution des bénéfices sur les exportations et la faiblesse de la demande intérieure finissent par entraîner une réduction de la production et des capacités.

On suppose que ce second effet s'intensifiera au cours de la période considérée. Toutefois, il sera largement compensé par la forte baisse récente (au cours des deux mois allant à janvier 1983) du taux de change effectif et par l'amélioration notable de la compétitivité qui s'ensuivra, et dont les effets se feront plus particulièrement sentir au début de 1984, ce qui permettra probablement de limiter la perte de parts de marché à l'exportation à moins de 1 %, pourcentage nettement inférieur au pourcentage de longue période enregistré au cours des vingt-deux dernières années.

Après avoir diminué pendant deux ans, le volume des exportations de marchandises à l'exclusion du pétrole devrait selon les prévisions augmenter en 1983 et au premier semestre de 1984. Cette évolution, conjuguée à une augmentation importante et persistante des exportations pétrolières et à un redressement des exportations de services, devrait se traduire par une croissance de 3½ % environ, en taux annuel, des exportations totales de biens et services au cours de la période de huit mois se terminant au milieu de 1984. On prévoit cependant que la pénétration des importations se poursuivra à un rythme soutenu, le volume des importations non pétrolières augmentant à un taux annuel voisin de 5 % en 1983 et au premier semestre de 1984. Cependant, comme les importations de services s'accroissent lentement et que les importations de pétrole fléchissent, l'augmentation du volume total des importations de biens et de services devrait être de 4 % (taux annuel). L'élasticité des importations (autres que le pétrole) par rapport à la demande totale⁶¹ que cela implique est de 2½ % en moyenne pour les trois semestres allant jusqu'au milieu de 1984. Compte tenu de la détérioration de la balance extérieure réelle qui en résultera en même temps que les termes de l'échange se maintiendront à peu près au même niveau, la balance commerciale, excédentaire en 1982, deviendra à peu près équilibrée en 1984. Néanmoins, grâce à l'important excédent de la balance des invisibles, la balance courante devrait rester légèrement excédentaire au cours de la période couverte par les projections.

60. Le chômage est basé sur l'ancienne définition qui comprend les demandeurs d'emploi n'ayant pas droit aux indemnités de chômage. Le taux de chômage sur la base des nouvelles définitions sera de 12½ %.

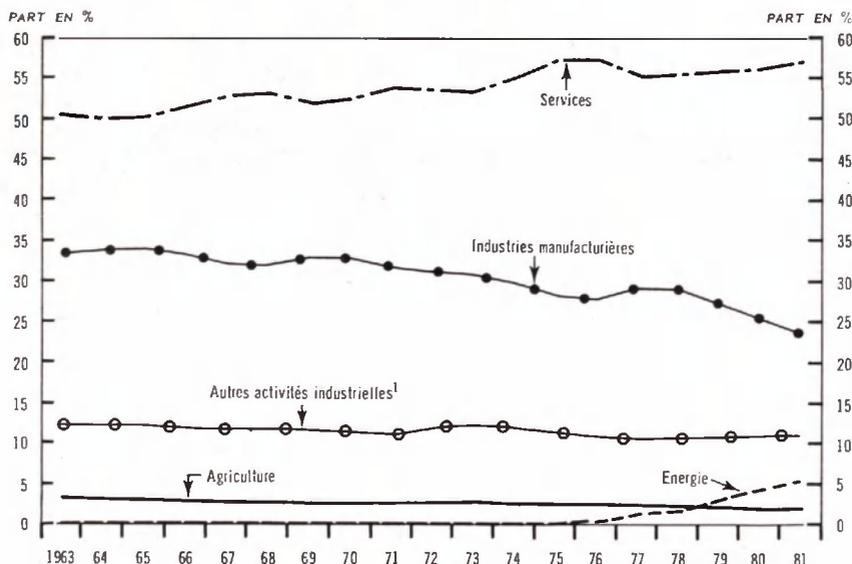
61. Exportations comprises.

IV. LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Les principaux changements intervenus dans la structure industrielle de l'économie depuis 1960, que récapitule le graphique 10, se caractérisent par la croissance durable de la part du secteur des services dans le PIB global, par l'augmentation de celle de l'énergie à partir de 1976 et par la diminution de plus en plus rapide de celle des industries manufacturières après le deuxième choc pétrolier, parallèlement à une perte de compétitivité et à l'application de politiques macro-économiques rigoureuses. Le changement le plus notable réside dans la diminution de la part des industries manufacturières dans le PIB qui est passée d'environ 31 %⁶² à moins de 25 % en moyenne pendant les périodes de quatre ans se terminant en 1974 et 1981, respectivement. Depuis 1978, la production manufacturière a fléchi en termes absolus et son décrochement, par rapport à son taux tendanciel, a été nettement plus accusé que dans le cas de la production totale (graphique 11). S'il est vrai qu'à des degrés divers, la structure de la production s'est modifiée dans presque tous les pays de l'OCDE après 1974, dans aucun d'entre eux, la part des industries manufacturières n'a diminué autant qu'au Royaume-Uni et contrairement à ce qui s'est passé dans ce pays, la production manufacturière a continué de progresser dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, à l'exception de la Suède, après 1974.

Étant donné l'accent mis par le gouvernement sur les politiques de l'offre et la priorité accordée à la réduction de la ponction du secteur public sur les ressources économiques afin de permettre une expansion du secteur privé, il est extrêmement important pour le succès des moyens d'action adoptés à moyen terme que les industries

Graphique 11. Structure de la production par branche d'activité



1. Pétrole non compris.

Sources : *National Income and Expenditure*, CSO, édition 1982.

62. Aux prix courants.

manufacturières soient en mesure de répondre à un accroissement de la demande. Cette partie de l'Étude s'ouvre par une analyse de l'évolution des industries manufacturières depuis le premier choc pétrolier de 1973. Elle comporte ensuite un bref examen de certains aspects des politiques micro-économiques d'ajustement et de la politique industrielle du Gouvernement britannique qui doivent être considérées dans la perspective de la priorité accordée, sur le plan macro-économique, à une réduction du taux d'inflation pour permettre la réalisation d'une croissance durable.

Les industries manufacturières

Les industries manufacturières sont depuis longtemps en proie à des difficultés d'ordre structurel, imputables aux niveaux extrêmement bas des ratios d'investissement, à une gestion inefficace, à des politiques commerciales mal adaptées, à des pratiques restrictives en matière d'emploi et à des conflits du travail, qui ont freiné l'innovation et le progrès technologique. Toutefois, les faiblesses fondamentales des industries manufacturières n'ont pas toujours été totalement perceptibles jusqu'au premier choc pétrolier :

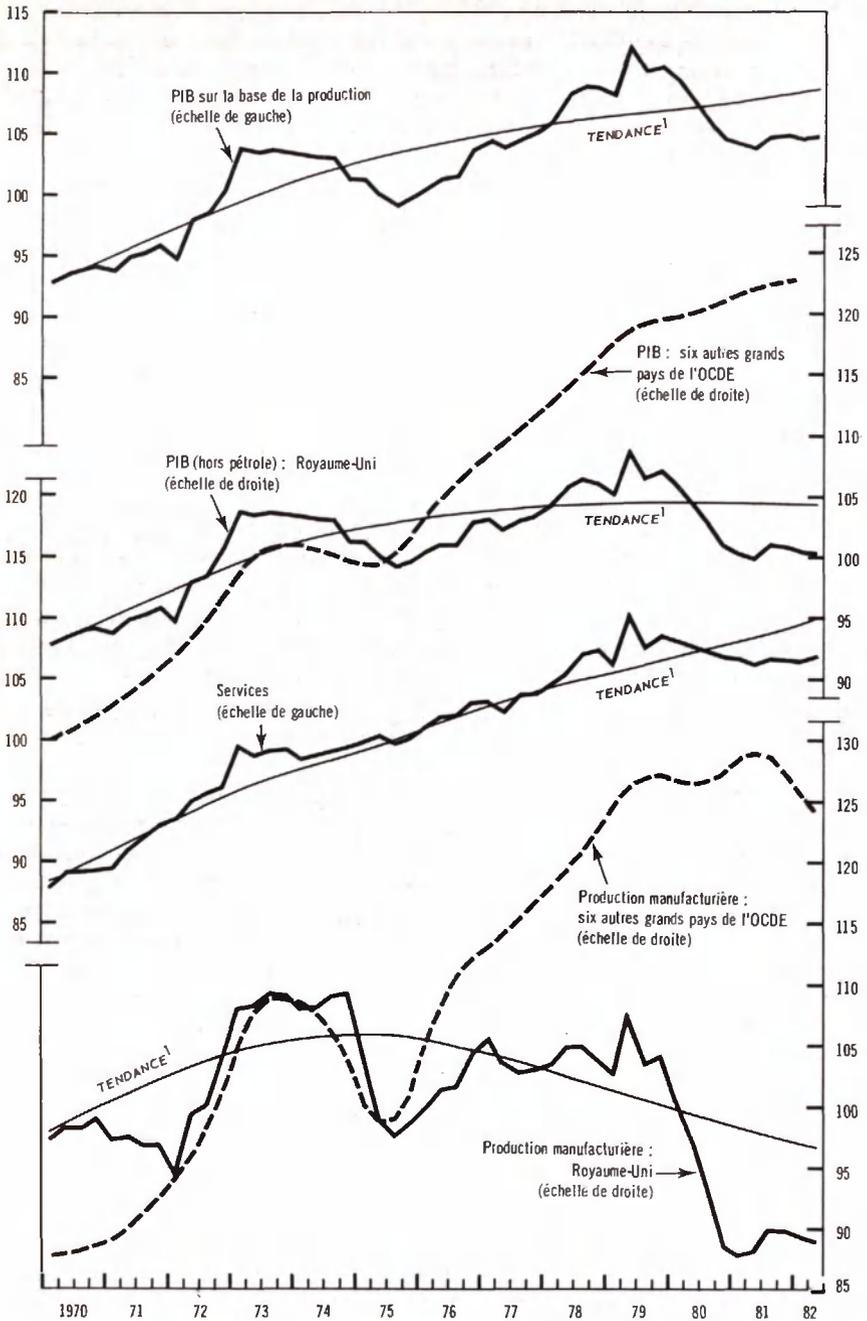
- i) Pendant la période d'expansion rapide des échanges internationaux qui a caractérisé les années 50 et 60, les marchés mondiaux ont surtout été favorables aux vendeurs.
- ii) Le maintien des relations commerciales privilégiées avec la plupart des pays du Commonwealth et des pays nouvellement indépendants a nettement favorisé les exportations britanniques jusqu'à la fin des années 60.
- iii) Entre le milieu des années 60 et le début des années 70, la montée progressive des pressions inflationnistes dans le monde entier a masqué la détérioration de la compétitivité des industries manufacturières britanniques.

Après 1974, le fléchissement de la production manufacturière a été nettement favorisé par la modification rapide de la structure de l'économie mondiale et notamment par le renversement de la tendance des marchés mondiaux qui n'ont plus été dominés par l'offre mais par la demande en même temps que s'intensifiait la concurrence exercée, tant au niveau des prix que dans d'autres domaines, par les anciens pays industrialisés et les nouveaux pays industriels. Il semble aussi probable que des facteurs autres que les prix, tels que les délais de livraison ainsi que la présentation et la qualité des produits, aient joué de plus en plus contre les exportateurs britanniques sur les marchés mondiaux. La faiblesse relative des dépenses consacrées à la recherche-développement a probablement eu aussi une incidence. Pendant la deuxième moitié des années 70, le Royaume-Uni a occupé, parmi les grands pays industrialisés de la zone de l'OCDE, l'avant dernière place pour le niveau global des dépenses consacrées à la recherche-développement en pourcentage de la valeur ajoutée par les industries manufacturières et le montant total de ces dépenses par salarié du secteur manufacturier privé a été inférieur de moitié à celui observé dans les grands pays industrialisés d'Europe. Plus récemment, l'importante dégradation de la compétitivité internationale (examinée plus haut dans la première partie) a été une cause essentielle de la détérioration des résultats enregistrés par les industries manufacturières.

Après le premier choc pétrolier, le processus de désindustrialisation s'est manifesté de diverses façons, liées entre elles. Après avoir progressé à un rythme annuel d'environ 3¼ % pendant les dix années qui ont pris fin en 1971, l'investissement dans les industries manufacturières a, depuis, légèrement fléchi en moyenne⁶³. L'investissement

63. Pendant la période de dix ans qui s'est achevée en 1981 et aux prix de 1975, le niveau moyen de l'investissement a été inférieur d'environ 5 % à ce qu'il avait été pendant les trois années qui ont pris fin en 1971. Le maximum atteint en 1970 n'a été dépassé qu'en 1979, avant une nouvelle baisse de sorte que, d'après les estimations, l'investissement devrait, en 1982, retomber au niveau qu'il avait atteint en 1965.

Graphique 12. Évolution de la production



1. Les tendances ont été obtenues par la méthode du Phase-Average Trend (PAT), Royaume-Uni
Sources : *National Income and Expenditure*, CSO, et *Comptes nationaux*, OCDE.

Tableau 12. Evolution de l'investissement dans le secteur des industries manufacturières
Pourcentages annuels de variation

	1971	1980	1977	1978	1979	1980	1981	1982 ¹
	1962	1971						
Investissement total ²	3.3	0.4	6.0	10.6	7.3	-6.4	-13.5	-7.1
<i>dont :</i>								
Investissement en machines et outillage	4.1	1.3	4.1	10.9	7.8	-4.8	-13.0	-9.9
Stock de capital net en machines et outillage								
Estimation A ^{2 3}	4.4	2.4	1.9	2.3	2.3	1.2	-0.5	-1.2
Estimation B ^{2 3}	4.4	1.7	0.8	1.1	1.0	-0.3	-2.3	-4.0
Coefficient d'intensité de capital A	4.8	4.5	1.6	2.8	3.7	7.5	10.5	4.7
Coefficient d'intensité de capital B	4.8	3.7	0.5	1.6	2.1	5.8	8.2	2.0
Productivité du capital								
Estimation A ^{2 3}	-1.2	-2.6	—	-1.7	-2.1	-10.1	-5.8	1.3
Estimation B ^{2 3}	-1.2	-1.9	1.1	-0.5	-0.8	-8.8	-4.1	4.3
Rapport coûts de main-d'œuvre/ coût du capital ⁴	3.7	2.7	-4.8	1.9	5.5	4.9	6.8	6.5

1. Pour 1982, il s'agit d'estimations du Secrétariat.

2. Y compris les actifs loués selon la formule du crédit-bail.

3. Les sous-rubriques A et B représentent des estimations faites par le Secrétariat du stock de capital net dans l'hypothèse d'une réduction de la durée de vie de l'équipement. Dans le premier cas, la durée de vie moyenne a été ramenée de 19 ans en 1973 à 13 ans en 1982, alors que dans le second, elle a été ramenée de 19 ans en 1973 à 9 ans en 1982.

4. Rémunération par salarié rapportée au prix du capital (indice des prix de l'équipement industriel).

Sources : *National Income and Expenditure*, CSO 1982; informations communiquées directement par le CSO et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

en installations et machines qui, du point de vue de l'accroissement à moyen terme de la production potentielle, est plus important que l'investissement en nouveaux bâtiments ou en matériel de transport, a toujours dominé. S'il a continué de se comporter beaucoup mieux que l'investissement total au cours des dix dernières années, son taux tendanciel de croissance a néanmoins subi un net ralentissement puisqu'il est tombé d'environ 4 % pendant les dix années qui se sont terminées en 1971 à un peu moins de 1 % depuis. Compte tenu de l'accélération des taux d'obsolescence et de mise au rebut (résultant de la modification des techniques de production provoquée par la forte hausse des prix de l'énergie), l'investissement net en installations et machines a encore plus fléchi pour devenir négatif après 1980⁶⁴ (tableau 12).

De ce fait, après s'être maintenu aux alentours de 4½ % jusqu'en 1970, le taux de croissance du stock net de capital en installations et machines a régulièrement fléchi pendant les années 70 avant de devenir négatif en 1980. D'après les estimations du Secrétariat, la diminution du stock net de capital pourrait avoir atteint jusqu'à 7 % environ pendant la période trois ans qui a pris fin en 1982 et aurait ainsi été à la base de la contraction du secteur manufacturier. Ces chiffres sous-estiment probablement quelque peu la diminution de la capacité de production des industries manufacturières du fait que devant la progression rapide des coûts salariaux, l'investissement est peut-être devenu plus intensif en capital. De même, après le premier choc pétrolier, les

64. Le Royaume-Uni ne tient pas compte, dans ses comptes nationaux, de l'accélération du taux d'obsolescence après 1973 pour évaluer l'investissement fixe net. Le Secrétariat a, en conséquence, établi des estimations provisoires prenant ce facteur en considération. Celles-ci sont analysées de manière approfondie dans l'annexe 1.

investissements effectués, comme dans les autres pays de l'OCDE, pour économiser l'énergie, ont encore accru le coefficient de capital. La capacité de production des industries manufacturières a donc été fortement affectée, au cours des dernières années, par la diminution du stock net de capital jointe à l'accroissement du coefficient de capital des nouveaux investissements.

Il est un autre facteur qui a eu une forte incidence négative sur la croissance potentielle des industries manufacturières après 1975, c'est le net ralentissement de l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre qui est, bien sûr, lié à l'évolution décevante de l'investissement net dénoncée plus haut. En effet, la productivité, dont le taux de croissance à long terme avait été de 3¼ % par an jusqu'au premier choc pétrolier de 1973/74, n'a plus progressé qu'à un rythme à peine supérieur à ½ % jusqu'en 1980. Même si l'on tient compte de l'amélioration qu'elle a enregistrée pendant les deux années qui se sont achevées en 1982, son taux de croissance en moyenne période était de 1½ environ depuis 1973/74 et donc inférieur de près de 50 % à ce qu'il a été pendant la précédente décennie. En dehors des facteurs conjoncturels qui ont pesé sur elle après 1973/74, tels que notamment la faiblesse marquée par la demande pendant plusieurs années, la croissance de la productivité a aussi été fortement affectée par l'accroissement moins rapide du stock net de capital. Il ressort des estimations du Secrétariat que la décélération du taux d'accroissement tendanciel du rapport du stock net de capital en installations et machines à l'emploi (qui est passé de 5 % environ pendant les années 60 à 4 % à la fin des années 70), pourrait expliquer pour un cinquième environ le ralentissement de l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre depuis 1973/74. Celui-ci est pour les quatre cinquièmes restants presque entièrement imputables aux facteurs conjoncturels et aux autres facteurs structurels. La diminution de la progression du ratio du stock net de capital en installations et machines à l'emploi et le ralentissement connexe des gains de productivité pourraient, en réduisant le rythme de l'expansion technologique dans l'industrie, fortement compromettre une croissance durable du secteur manufacturier à moyen terme.

Tableau 13. Coûts de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier
Pourcentages annuels moyens de variation

	1973 1962	1981 1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Rémunération par salarié	8.8	17.6	22.3	29.4	18.5	10.4	13.1	15.6	18.5	13.9
Rémunération réelle par salarié ¹	3.4	2.3	4.3	4.6	2.5	-4.1	3.9	2.5	2.1	2.7
Coûts réels de main-d'œuvre par salarié ²	4.3	2.2	7.7	0.4	3.6	-6.3	0.1	7.7	-1.3	6.6
Productivité	4.2	0.6	-1.5	-2.6	5.3	1.6	1.1	1.3	-3.7	3.9
Avance ou retard des salaires réels ³	0.1	1.5	9.2	3.0	-1.7	-7.9	-1.0	6.7	2.5	2.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	4.4	16.8	24.1	32.9	12.5	8.7	11.8	14.0	22.5	8.8
<i>Pour mémoire :</i>										
Emploi dans les industries manufacturières	-0.6	-3.1	0.2	-4.5	-3.1	0.3	-0.5	-1.1	-5.8	-9.8
Part des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée totale des industries manufacturières ⁴	71.5	78.7	78.7	81.1	79.8	74.2	73.7	78.9	80.7	82.8

1. Rémunération par salarié corrigée des variations de l'indice implicite des prix de la consommation privée.

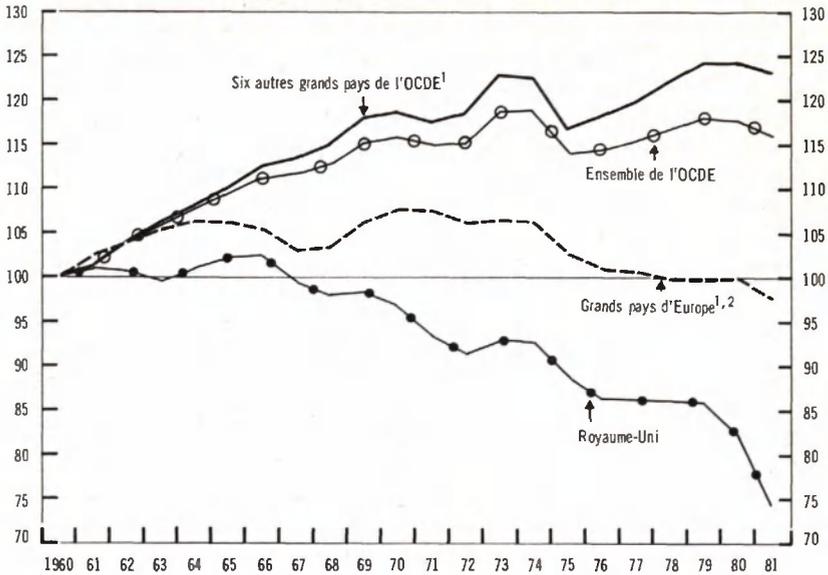
2. Rémunération par salarié corrigée des variations de l'indice implicite des prix de la production manufacturière.

3. Croissance des coûts réels de main-d'œuvre diminuée de la croissance de la productivité, corrigée des variations des termes de l'échange.

4. Y compris la surtaxe au titre de la Sécurité sociale.

Sources : National Income and expenditure 1981, CSO ; estimation du Secrétariat.

Graphique 13. Comparaisons internationales de l'emploi dans l'industrie



1. Hormis le Royaume-Uni.

2. Allemagne, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède.

Source : *Statistiques de la main-d'œuvre*, OCDE.

La contraction de l'emploi observée dans le secteur manufacturier depuis le début des années 70 a, certes, été directement provoquée par le fléchissement tendanciel de la production, mais à long terme une réduction de l'emploi, a, à son tour, une incidence négative sur l'augmentation de la production «potentielle». L'emploi a commencé à fléchir dans le secteur manufacturier en 1971, pour des raisons conjoncturelles tout d'abord, puis, de plus en plus, pour des raisons structurelles, surtout après 1979. L'augmentation du coût de la main-d'œuvre par rapport à celui du capital a également joué dans la mesure où elle a favorisé une substitution du capital à la main-d'œuvre, mais à un moindre degré que les facteurs d'ordre conjoncturel. L'emploi a diminué dans les industries manufacturières à un taux tendanciel d'un peu plus de 2 % pendant les dix années qui se sont achevées en 1980, puis au rythme plus rapide de 8 % par an, pendant les deux années qui ont pris fin en 1982. Son fléchissement cumulé a, en conséquence, été de 31 % au cours de la période de douze ans qui s'est terminée en 1982 et sa part, dans l'emploi salarié total, est passée de 36½ % en 1970 et 39 % en 1960 à environ 27 % en 1982.

La diminution sensible de l'emploi s'est traduite non seulement par une forte contraction de la population active totale dans l'industrie mais, surtout, par une réduction du nombre de cadres hautement qualifiés et de la main-d'œuvre qualifiée susceptibles d'être employés par le secteur manufacturier. En outre, si la main-d'œuvre plus qualifiée du secteur manufacturier semble avoir été relativement peu affectée par la contraction de l'emploi pendant la majeure partie des années 70, elle semble avoir enregistré plus récemment un taux de licenciement plus élevé que la main-d'œuvre non qualifiée en raison de la persistance de la récession et du coût élevé qu'elle représente pour ses employeurs. En effet, le pourcentage des travailleurs qualifiés par rapport au nombre total des chômeurs, qui s'était maintenu aux alentours de 10 % entre le milieu

des années 70 et 1980, est passé à un peu plus de 15 % au cours des deux dernières années. Cela, joint à l'allongement progressif de la durée du chômage et au recyclage dans d'autres professions, donne à penser qu'un fort pourcentage de la main-d'œuvre qualifiée est irrémédiablement perdu pour le secteur manufacturier, avec les graves conséquences que cela risque d'avoir à moyen terme⁶⁵.

Le net ralentissement de l'accroissement du stock net de capital qui est intervenu dans les industries manufacturières pendant les années 70, et qui a fait place plus récemment à une baisse effective, l'augmentation du coefficient de capital qui a été observée pour les nouveaux investissements et le fort ralentissement de l'amélioration de la productivité du travail qui est venu s'ajouter à la contraction régulière de la main-d'œuvre sont autant de facteurs qui ont eu une incidence négative sur la croissance potentielle des industries manufacturières. Sur la base de ce qui précède, le Secrétariat a estimé l'accroissement de la production « potentielle » du secteur manufacturier au cours des vingt dernières années⁶⁶. Il ressort du graphique 14 que celui-ci a été nettement moins rapide après 1973 et ce, jusqu'en 1977/78 où le ralentissement a atteint son maximum, avant de devenir négatif. Il a fait l'objet de deux estimations reposant sur l'hypothèse de deux taux de mise au rebut différents après le premier choc pétrolier. Ces deux estimations concluent à une accélération du fléchissement de la production « potentielle » au cours des deux dernières années, le niveau indiqué pour celle-ci en 1982 par l'estimation reposant sur le taux de mise au rebut le plus élevé étant inférieur d'environ 6 % à celui donné par l'autre estimation. Malgré la diminution de la production potentielle, il existe une marge importante de capacité inemployée sous l'effet du net fléchissement de la demande. Si l'on suppose que le niveau potentiel de la production manufacturière se situe dans la fourchette indiquée plus haut, on peut évaluer la marge de capacité inemployée à environ 15 % en 1982, ce qui correspond à un chiffre record pour la période d'après-guerre.

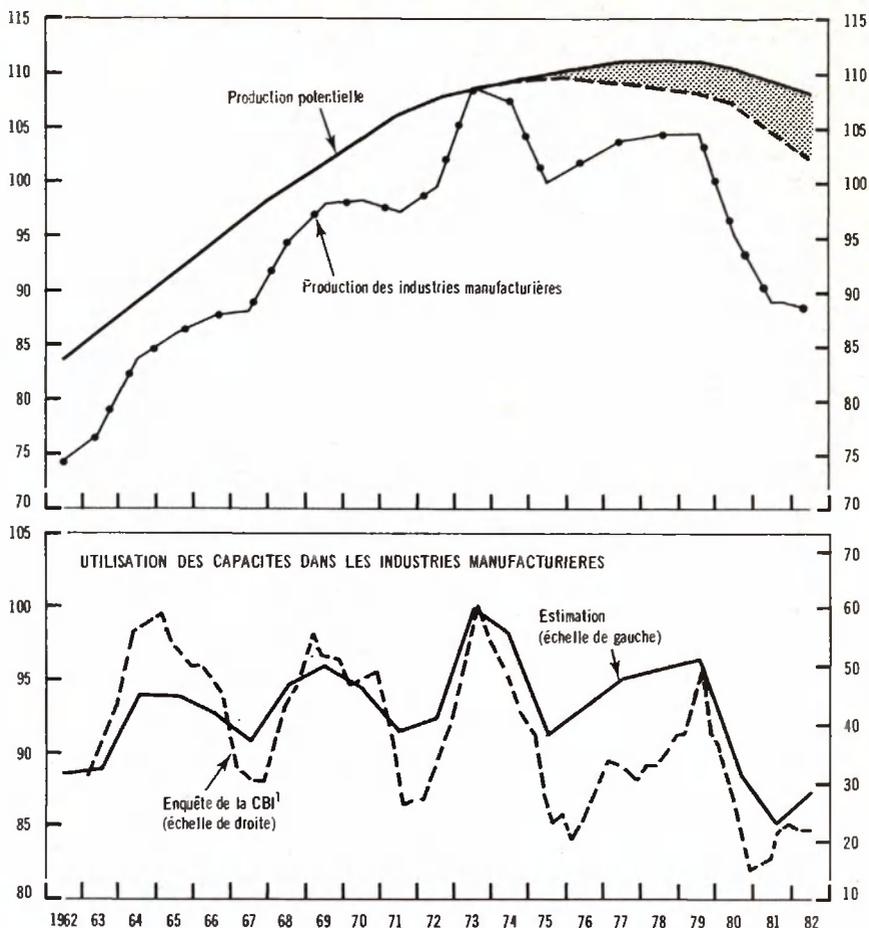
Les enquêtes de conjoncture confirment les conclusions sur la capacité inemployée. En 1976, 25 % des entreprises déclaraient travailler à pleine capacité et, malgré le fléchissement de 7 % de la production en 1980, le même pourcentage d'entreprises continuaient alors de déclarer qu'elles travaillaient à pleine capacité, ce qui suggère une diminution de la capacité de production au cours de cette période. Le graphique 14 qui superpose les réponses aux enquêtes de conjoncture et « l'écart » entre la production potentielle et la production effective (tel qu'il ressort des études de Secrétariat) montre que ceux-ci évoluent parallèlement et que le second suit très fidèlement les points de retournement marqués par les premières. Sur la base des corrélations observées antérieurement, la courbe représentant l'évolution des réponses des entreprises aurait dû se situer très en-dessous de celle correspondant à l'estimation de l'écart en 1981 et 1982, ce qui suggère ou bien que la production potentielle a fléchi beaucoup plus rapidement que ne l'a évalué le Secrétariat, ou bien que les chefs d'entreprise ne définissent plus dans les mêmes termes la pleine capacité après avoir travaillé pendant si longtemps en-dessous de leur capacité de production, ou bien encore que ces deux facteurs ont joué à la fois. Toutefois, quel que soit l'instrument de mesure utilisé et quel que soit le taux d'obsolescence et de mise au rebut retenu comme hypothèse, il apparaît nettement que la marge de capacité inemployée demeure importante en 1982.

Les estimations données plus haut, et dont on trouvera le détail dans l'annexe I, suggèrent deux grandes conclusions. La première est que la capacité de production des industries manufacturières a diminué en termes absolus, ce qui a provoqué un important déséquilibre entre la capacité physique de production et la main-d'œuvre. Ce

65. Un faible pourcentage du chômage observé chez les travailleurs qualifiés est imputable à l'évolution des techniques qui rend inutilisables certaines qualifications.

66. Se reporter à l'annexe I pour les détails.

Graphique 14. Production potentielle dans le secteur des industries manufacturières



1. Pourcentage d'entreprises travaillant à pleine capacité.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

phénomène a été observé dans d'autres pays Membres, mais ceux-ci ont généralement continué de voir augmenter la capacité de production de leur secteur manufacturier, à un rythme certes moins rapide qu'antérieurement, de sorte que la situation britannique est particulièrement critique. La seconde conclusion est que, malgré la diminution de la capacité de production, il existe encore une marge importante de capacité inemployée, ce qui donne à penser que la capacité de production disponible pour satisfaire une reprise de la demande est assez considérable. Il semble que ce qui s'oppose à une utilisation de la capacité de production, c'est l'inaptitude de l'industrie britannique à soutenir la concurrence des fournisseurs étrangers pour l'obtention de marchés. C'est ce que confirme l'Enquête sur les tendances de l'industrie (Survey on Industrial Trends) menée en octobre 1982 par la Confédération de l'industrie britannique (CBI) qui fait état d'une nouvelle diminution des commandes et de la production malgré la reprise de la demande de consommation.

L'ajustement positif et la politique industrielle

En juin 1978, les Ministres des pays Membres de l'OCDE ont adopté des orientations générales pour les politiques à mettre en œuvre dans le but de faciliter la réalisation des ajustements structurels nécessaires pour soutenir une croissance économique plus rapide. Ils ont estimé qu'il était indispensable d'adopter des politiques d'ajustement plus positives afin de permettre, dans toute la mesure du possible, aux forces du marché d'encourager la main-d'œuvre et le capital à s'orienter progressivement vers les emplois les plus productifs. A leur réunion de mai 1982, les Ministres des pays de l'OCDE ont réaffirmé la nécessité de procéder à un ajustement des structures pour surmonter les obstacles qui se posent à une amélioration des résultats économiques. Ils ont souligné, en particulier, que des politiques devant « permettre au changement structurel de s'opérer au rythme le plus rapide qui soit politiquement possible et socialement acceptable ne pourraient que contribuer à la réalisation des conditions préalables à une croissance économique plus forte, à un niveau d'emploi élevé, à une diminution de l'inflation et à l'amélioration des relations commerciales internationales ». La présente section examine rapidement certains aspects des politiques micro-économiques d'ajustement et de la politique industrielle du Gouvernement britannique qui doivent être considérées dans la perspective de l'approche macro-économique décrite plus haut dans la deuxième partie de l'Étude.

Les politiques micro-économiques du Gouvernement visent essentiellement à améliorer l'efficacité du marché et les résultats de l'industrie afin que les entreprises privées puissent bénéficier de possibilités d'investissement rentables. Il est, pour cela, indispensable de supprimer les obstacles qui gênent le jeu des forces du marché. En 1979, le contrôle des changes a été levé de même que celui des salaires, des prix et des dividendes. Les réglementations relatives à l'implantation de bureaux ont été abolies et celles applicables à la construction d'établissements industriels ont été suspendues. Les dispositions permettant de contrôler l'utilisation des sols ont été rendues plus efficaces. Plus récemment, les restrictions imposées aux ventes à crédits et aux crédits remboursables par tranches ont été supprimées. Sur le plan fiscal, de nouvelles mesures d'incitation ont été prises ainsi que des dispositions devant favoriser l'esprit d'entreprise et l'initiative ; elles prévoient notamment une réduction des taux marginaux d'imposition, un allègement de la charge fiscale pesant sur les sociétés industrielles par le biais de concessions fiscales pour la construction industrielle et la modification du système d'abattement pour les stocks, la suppression des mesures fiscales destinées à décourager les fusions et l'amélioration du régime d'imposition du capital (par un renforcement des allègements prévus, une réduction des taux d'imposition et des facilités plus grandes de report sur les exercices ultérieurs). Afin de voir si l'activité industrielle et commerciale peut être encouragée par la suppression de certaines charges fiscales et par un assouplissement notable des réglementations officielles, le Gouvernement a créé en 1979, à titre expérimental, onze « zones d'entreprise »⁶⁷ essentiellement dans les régions les plus touchées par le déclin économique. Ces zones qui couvrent une superficie comprise entre environ 60 et 400 hectares bénéficieront, pendant dix ans, des avantages décrits dans la note ci-dessus. Treize nouvelles zones doivent être créées. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de cette initiative.

Dans le cadre du programme destiné à favoriser une reprise de l'expansion industrielle, d'importantes mesures d'incitation ont été prises en faveur des petites et

67. Ces zones sont exonérées des impôts locaux et de la taxe d'aménagement foncier, bénéficient d'un abattement fiscal pour la totalité des dépenses en capital relatives à des bâtiments industriels et commerciaux, sont le plus souvent dispensées des contrôles appliqués en matière d'urbanisme et du système de certificats délivrés par les pouvoirs publics pour la construction d'établissements industriels et se voient appliquer des procédures simplifiées sur le plan douanier et sur celui de l'entreposage.

moyennes entreprises. Afin d'accroître les apports de capitaux dont celles-ci bénéficient, le dispositif en faveur de la création d'entreprises (Business Start-up Scheme), créé en mai 1981, offre à tout investisseur « extérieur » qui place des capitaux dans une nouvelle entreprise⁶⁸ une déduction fiscale sur ses placements dans la limite de 10 000 livres par an. De plus, par le mécanisme de garantie du crédit (« Loan Guarantee Scheme »), l'État rend disponible des garanties sur 80 % du montant de chaque prêt consenti, par les banques qui participent au mécanisme, à des entreprises ayant du mal à financer des projets valables. En outre, en vertu du système applicable au capital risqué (« Venture Capital Scheme »), les sociétés d'investissement et les particuliers peuvent déduire de leur revenu imposable les moins-values sur leurs parts en capital de sociétés commerciales non cotées. Les petites sociétés bénéficient également d'une réduction de leur taux d'imposition et d'autres mesures telles que le dispositif relatif aux petits ateliers (« Small Workshop Scheme ») qui prévoit des avantages fiscaux considérables⁶⁹. Le nombre des formalités, démarches et contrôles administratifs a par ailleurs été réduit pour les petites entreprises.

Les politiques d'ajustement et la politique industrielle présentent d'autres volets importants qui concernent plus particulièrement l'aide régionale ainsi que les industries nationalisées et les sociétés contrôlées par les pouvoirs publics.

- i) Le tableau 14 indique les principales dépenses que les trois ministères concernés ont engagées dans le passé et prévoient d'engager jusqu'en 1984/85 au titre de la politique régionale. Le principal poste de dépenses est constitué par les subventions au développement régional (SDR) qui, après avoir fortement diminué en 1979/80, ont augmenté les deux années suivantes de 52 et 22 %, respectivement. Comme le montre le tableau 14 une réduction a été envisagée en 1982/83 mais essentiellement en raison de la fin de l'ajournement des SDR, la dépense en 1982/83 sera probablement légèrement supérieure à celle de 1981/82. Une réduction de 20 % est actuellement prévue entre 1982/83 et 1983/84. La politique régionale a, pour principal objectif, de favoriser les nouveaux investissements dans les zones les plus défavorisées et surtout dans celles qui sont les plus touchées par le déclin de l'activité industrielle. Les zones assistées ne couvrent désormais que 27 % et non plus 44 % de la population, les subventions ont été réduites dans certaines zones et des critères sélectifs plus sévères ont été adoptés pour leur octroi.
- ii) Les dépenses consacrées aux industries nationalisées et aux sociétés contrôlées par les pouvoirs publics ont rapidement augmenté ces dernières années en raison principalement de l'aide consentie à la société British Leyland⁷⁰, ainsi qu'aux industries sidérurgique et charbonnière. En 1982/83, l'aide accordée à British Leyland et à l'industrie sidérurgique doit être sensiblement réduite alors que les subventions octroyées à l'industrie charbonnière devraient plus que doubler pour s'élever à 598 millions de livres. Le but essentiel a été de financer la rationalisation nécessaire y compris des délestages de main-d'œuvre et des investissements en capital pour permettre à ces industries de devenir plus efficaces. Dans le même temps, un certain nombre d'entreprises publiques ont été vendues, en totalité ou en partie, au secteur privé dans le but d'améliorer leur efficacité. D'autres mesures de privatisation sont prévues.

Comme le montre le tableau 14, après avoir fortement augmenté en 1981/82, les dépenses consacrées à l'aide à l'industrie et aux régions doivent être légèrement

68. C'est-à-dire créée depuis moins de cinq ans.

69. Ce dispositif prévoit une exonération totale de l'impôt sur les sociétés pour la construction d'établissements industriels de moins de 230 m² environ.

70. Entreprise Leyland de construction automobile.

Tableau 14. Dépenses d'aide à l'industrie et aux régions¹
Millions de livres, à prix courants

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Ministère de l'Industrie									
Aide aux régions et à l'ensemble de l'industrie	519	502	629	509	644	807	534	680	590
Assistance scientifique et technique	98	100	106	142	344	212	249	280	300
Aide à l'industrie aéronautique, à la construction navale, à la sidérurgie et à l'industrie automobile	351	349	326	376	599	1 043	606	60	—
Autres services centraux et divers	25	29	32	35	42	48	51	50	50
	993	980	1 094	1 062	1 628	2 109	1 440	1 070	940
Ministère de l'Énergie									
Aide aux régions et à l'ensemble de l'industrie	9	20	16	22	29	27	32	30	20
Assistance scientifique et technique	148	127	143	174	218	264	265	270	280
Aide aux industries nationalisées	82	100	193	266	265	398	778	200	230
Autres services centraux et divers	15	32	31	-16	14	25	26	30	30
	253	279	385	445	526	715	1 101	530	560
Ministère du Commerce									
Aide aux régions et à l'ensemble de l'industrie	15	15	18	23	26	29	33	30	30
Direction des garanties de crédits à l'exportation									
	725	-146	359	-50	-155	85	367	190	310
Dépenses totales	1 986	1 128	1 856	1 480	2 025	2 938	2 941	1 830	1 850

1. Non compris les dépenses relatives à la promotion des exportations (20 millions de livres en 1981-1982), l'aide à la Civil Aviation Authority, ainsi que les dépenses afférentes à la réglementation du commerce et de l'industrie et à la protection des consommateurs.

Source : *The Government's Expenditure Plans 1982-1983 to 1984-1985*, Vol. 2, HMSO, Cmnd, 8494.11, 1982.

inférieures en 1982/83 (ce qui implique une réduction considérable en termes réels), puis sensiblement diminuer pendant les deux années suivantes. Le Gouvernement n'a pas encore fait connaître les secteurs qui seront touchés par cette compression des dépenses, mais celle-ci reflétera en partie la réduction prévue du niveau de l'aide accordée à British Leyland. Il est probable que les dépenses consacrées à la recherche-développement et à l'utilisation de nouvelles technologies augmenteront légèrement. Le tableau 14 ne donne pas une estimation des dépenses liées aux programmes visant le marché de l'emploi qui ont pour objectif d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre et l'efficacité des marchés du travail et dont le coût devrait s'élever à 2 670 millions de livres en 1982/83⁷¹ ; (ces programmes sont examinés dans la première partie et dans l'annexe II). Les dépenses consacrées aux mesures concernant le marché du travail doivent augmenter légèrement en termes nominaux pendant les deux années se terminant en 1984/85. On ne dispose pas d'estimations du coût budgétaire des politiques d'ajustement et de la politique industrielle en raison du grand nombre de mesures prises depuis le début de 1979, mais celui-ci a probablement quelque peu augmenté en dehors de l'incidence des programmes plus anciens.

Il ressort de ce résumé succinct que le Royaume-Uni a pris un certain nombre de mesures pour améliorer l'efficacité de l'industrie, qui vont généralement dans le sens des recommandations formulées par les Ministres des pays Membres de l'OCDE dans le domaine de l'ajustement positif. Toutefois, l'accroissement des dépenses consacrées à l'aide à l'industrie et aux régions peut avoir, dans le même temps, retardé jusqu'à un certain point le changement structurel. En outre, les avantages accordés sur le plan de la concurrence aux établissements qui s'implantent dans les « zones d'entreprise » risquent d'aller à l'encontre des recommandations formulées en ce qui concerne l'ajustement positif. De plus, l'efficacité des politiques micro-économiques d'ajustement a probablement été amoindrie par la perte de compétitivité liée à l'évolution du taux de change, résultant elle-même en partie de l'orientation restrictive donnée à la politique macro-économique. En 1981/82, les dépenses du Ministère de l'Industrie ont été supérieures de 550 millions de livres (soit de 36 %) au niveau prévu en mars 1981. Les Ministères de l'Énergie et du Commerce ont accusé un dépassement de crédit de 49 et 30 % respectivement et de 38 %, globalement (850 millions de livres). Cet excédent de dépenses est, pour une très large part, imputable à l'aide accordée aux industries automobile, sidérurgique et charbonnière qui ont été gravement affectées par la faiblesse de la demande et la pénétration des importations. En outre, un taux de change réel élevé, dont les effets touchent indistinctement toutes les industries qu'elles soient efficaces ou non, affecte également les secteurs industriels dynamiques que les politiques micro-économiques visent à encourager. Les difficultés qu'éprouve l'industrie face à la concurrence étrangère ont aussi pour effet de renforcer les pressions protectionnistes qui, si elles l'emportent, ne pourront que nourrir les pressions inflationnistes, fausser l'affectation des ressources et détériorer les conditions de vie.

V. CONCLUSIONS

Depuis 1979, le gouvernement a pour principal objectif de réduire l'inflation afin de préparer le terrain pour une croissance non inflationniste et durable dans le moyen terme. A cette fin, il a continué d'appliquer une politique rigoureuse et résolue de

71. Dont un milliard et demi au titre de dépenses pour des programmes spéciaux pour l'emploi.

régulation de la demande qui n'accompagne pas l'inflation – conformément à la stratégie financière à moyen terme – et s'est efforcé de réduire régulièrement l'ampleur du besoin d'emprunt du secteur public afin d'assurer au secteur privé des ressources suffisamment abondantes pour pouvoir se développer. Parallèlement, il a cherché à renforcer l'appareil productif par une réduction des impôts directs, par la privatisation d'entreprises nationalisées et par l'élimination ou l'atténuation d'obstacles institutionnels à l'évolution des structures. Du strict point de vue des objectifs recherchés, cette stratégie s'est révélée efficace. En particulier, grâce dans un premier temps à la faiblesse des prix des importations et, ultérieurement, à la décélération des augmentations contractuelles de salaires, le taux d'inflation a accusé une baisse substantielle, passant d'un maximum de plus de 20 % au second semestre de 1979 à 6 % environ pour l'année qui s'est achevée en décembre 1982, soit le taux le plus faible enregistré depuis plus de onze ans. Le besoin de financement du secteur public rapporté au PIB a été réduit et les taux d'intérêt ont notablement baissé. De plus, des progrès considérables ont été réalisés sur la voie de la privatisation des industries du secteur public et de l'assouplissement des réglementations, grâce à la suppression du contrôle des changes, du contrôle des prix et des salaires, et de restrictions touchant le crédit à la consommation, entre autres mesures.

La production et l'emploi ont cependant fortement reculé, plus que ne le prévoient initialement les autorités, sous l'effet conjugué de la stratégie gouvernementale de lutte contre l'inflation axée sur l'offre et de la récession mondiale. Le repli de la production et de l'emploi a toutefois été plus marqué que dans la plupart des pays Membres. Si, au départ, la récession mondiale a contribué à la forte réduction de la production des industries manufacturières, qui a diminué de 16 % environ par rapport au niveau record de 1979, ainsi qu'à l'aggravation du chômage, dont le taux est passé de 5 % à 12 % de la population active entre le milieu de 1979 et la fin de 1982, la dégradation de la situation est surtout attribuable à des facteurs intérieurs. Le plus important d'entre eux est certainement la détérioration sans précédent de la compétitivité, imputable à la forte augmentation des salaires en 1979 et en 1980 et à l'appréciation du sterling. Comme on l'a vu dans la première partie, la compétitivité internationale, mesurée par les coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre, s'est dégradée de 55 % entre la moyenne relevée au cours des cinq années 1974-1978 et 1981. A cela s'est ajoutée une forte augmentation des coûts réels de main-d'œuvre à une époque où la production était médiocre et les profits très déprimés. En dépit d'une forte amélioration depuis dix-huit mois, la compétitivité de l'économie est encore inférieure de 25 % environ à ce qu'elle était au cours de la période s'achevant en 1978. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la base industrielle se soit contractée et que le chômage ait fortement augmenté.

Compte tenu de la relative faiblesse de l'économie mondiale, il faut s'attendre pour les dix-huit prochains mois – dans l'hypothèse où l'orientation actuelle de la politique économique sera maintenue et où les taux de change ne seront pas modifiés – à une nouvelle baisse modérée du taux d'inflation. Par leurs effets favorables sur le volume des dépenses publiques plafonnées, sur le revenu et les dépenses du secteur privé en termes réels et sur la position financière du secteur privé, on peut s'attendre à ce que le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt stimulent la demande réelle. Mais il reste à savoir quelle sera l'influence de ces facteurs et si elle sera suffisante pour mettre l'économie sur la voie d'une forte reprise. D'après les projections présentées par le Secrétariat dans la quatrième partie, la demande ne se redressera sans doute que faiblement. En particulier, l'investissement productif et les exportations – essentiels pour soutenir la croissance – ne semblent guère devoir se raffermir. On s'attend aussi à ce que de nouvelles pertes considérables de parts de marchés extérieurs aillent de pair avec une détérioration de la balance extérieure courante, exportations de pétrole de la mer du Nord comprises. Dans cette hypothèse, l'emploi continuerait de se contracter

– quoique plus lentement que ces derniers mois – et le chômage augmenterait encore probablement jusqu'au milieu de 1984, c'est-à-dire durant la période couverte par les projections.

Les perspectives concernant l'activité en termes réels n'étant guère satisfaisantes, un assouplissement considérable de la politique économique pourrait sembler approprié à première vue. Comme on l'a vu dans la deuxième partie, il y a déjà un certain temps que la politique budgétaire a une orientation restrictive et, même si elle s'est quelque peu assouplie, elle continue d'exercer un effet de freinage. Toutefois, il n'est guère probable qu'un net relâchement de la politique budgétaire permettrait un redressement sensible de la production, car ce sont en grande partie les importations qui en bénéficieraient compte tenu des niveaux actuels de compétitivité. Même si la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre a été notablement réduite, les niveaux relatifs de ces derniers et leur évolution probable par rapport à ceux des pays partenaires du Royaume-Uni sont tels qu'il sera difficile d'améliorer la compétitivité grâce à un ralentissement des hausses de salaires. Les perspectives d'accroissement de la productivité sont peut-être plus favorables et les performances moyennes de l'industrie britannique pourraient se rapprocher des niveaux déjà atteints dans certains autres pays de l'OCDE. Sans l'amélioration de la compétitivité, la croissance du secteur manufacturier restera probablement médiocre. Selon certains, un autre moyen de redresser la position concurrentielle serait de réduire le taux de change. Mais le recours à cette méthode dans l'espoir d'une amélioration durable de la compétitivité poserait manifestement un certain nombre de problèmes. L'inflation risquerait de s'accélérer du fait de l'augmentation des prix à l'importation et de son incidence sur les règlements de salaires. D'ailleurs, le gouvernement s'est déclaré opposé à ce type d'action. Un abaissement des taux d'intérêt, même sans nouvel ajustement des taux de change, aurait un effet favorable sur la compétitivité. Si l'on ne peut que se féliciter des baisses récentes des taux d'intérêts nominaux, les taux d'intérêts réels demeurent relativement élevés. Leur réduction contribuerait à améliorer la position financière des entreprises dans les secteurs autres que le secteur financier et le secteur pétrolier, et serait une condition nécessaire – mais pas suffisante – pour assurer le redressement de l'investissement productif privé.

Même si l'on ne peut espérer qu'une amélioration limitée de la compétitivité, il semblerait néanmoins possible d'envisager un assouplissement prudent de la politique budgétaire. Au cas où les autorités, ayant dûment pris en compte les conséquences qui en résulteraient pour les taux d'intérêt, estimeraient souhaitable un desserrement limité de la politique budgétaire, la nature des mesures qui seront prises sera un facteur important. Compte tenu du manque de compétitivité de l'économie et de la forte pénétration des importations, une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'aurait guère de chances d'avoir des effets notables sur l'emploi, l'augmentation des dépenses de consommation n'aurait sans doute qu'une incidence limitée sur l'investissement productif, et la dégradation prévue de la balance extérieure courante n'en serait que plus sensible. En revanche, des mesures visant à réduire la charge fiscale des ménages pourraient avoir un effet bénéfique sur l'incitation au travail, en particulier, au bas de l'échelle des salaires, ainsi que sur le climat des négociations salariales. Dans des conditions se caractérisant par un déséquilibre important entre les salaires réels et les profits, une autre solution consisterait en des mesures budgétaires destinées à réduire les coûts des entreprises, ces mesures venant s'ajouter à celles qui ont déjà été annoncées par le Chancelier de l'Échiquier le 8 novembre 1982. Par comparaison avec des modifications de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une réduction des coûts aurait un effet favorable sur la rentabilité, favoriserait l'investissement et contribuerait à limiter la contraction des capacités. Quant à ses effets à moyen terme sur l'emploi, ils seraient sans doute plus importants. Les résultats obtenus dans l'un ou l'autre cas ne pourraient qu'être renforcés par un accroissement des

investissements publics et un accroissement de l'investissement par les collectivités locales a été envisagé dans la Déclaration d'automne.

Une amélioration de la compétitivité conjuguée à une action budgétaire prudente permettrait à l'industrie de tirer meilleur parti des gains de productivité potentiels résultant depuis environ deux ans, des importantes réductions d'effectifs en surnombre ainsi que de l'élimination de certaines pratiques restrictives de la part des travailleurs comme des employeurs, et d'autres rigidités du marché. Un grand nombre de ces changements seront sans doute permanents et permettront à l'économie de fonctionner de façon plus efficiente une fois qu'elle se sera redressée. Mais une question importante subsiste ; dans quelle mesure la plus grande modération des hausses contractuelles de salaires dans le secteur privé et la tendance à la décentralisation des négociations salariales résisteront-elles à un raffermissement du marché du travail ? L'amélioration des méthodes de fixation des salaires est encourageante et il est essentiel qu'elle se poursuive. Elle pourrait sans doute être facilitée – comme l'ont souligné les Ministres de l'OCDE en mai 1982 – par un renforcement du dialogue entre les interlocuteurs sociaux. Il semblerait souhaitable que les nouvelles discussions qui s'engageront entre ces derniers portent non seulement sur les rémunérations, mais aussi sur les questions plus générales des rigidités d'ordre institutionnel qui affectent la détermination des salaires ainsi que du fonctionnement et des résultats globaux de l'économie.

Annexe I

STOCK DE BIENS CAPITAUX,
PRODUCTIVITÉ ET PRODUCTION POTENTIELLE
DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

1. Stock de biens capitaux

L'évolution peu satisfaisante de la productivité et de l'investissement depuis le premier choc pétrolier et l'accélération du taux de mise au rebut du stock de biens capitaux ont eu un effet important sur le niveau et la croissance de la capacité de production. Les estimations officielles du stock de biens capitaux (qui figurent dans les comptes nationaux du Royaume-Uni) supposent un taux de mise au rebut constant fondé sur l'hypothèse d'une durée de vie moyenne des équipements de dix-neuf ans. Après 1973 cependant, il est probable que, du fait de l'augmentation des coûts de l'énergie et de la main-d'œuvre, certains équipements et « techniques de production » sont devenus inefficients, d'où une perte de capacité de production économique. Étant donné la grande part d'incertitude qui pèse sur l'estimation de la durée de vie des équipements en place ou nouvellement installés dans une période de rapide évolution technologique (résultant en partie des coûts élevés de l'énergie et de la main-d'œuvre et d'une concurrence étrangère accrue), on a retenu deux hypothèses de travail¹. La durée de vie des équipements est progressivement ramenée de 19 ans en 1973 à 13 ans en 1982 dans l'hypothèse A, et à 10 ans en 1982 dans l'hypothèse B. En outre, les estimations du stock d'équipement tiennent compte des équipements loués selon la formule du crédit-bail, qui ne figurent pas dans les statistiques officielles du Royaume-Uni, où les investissements sont classés en fonction de leur propriétaire. Les résultats de ces estimations apparaissent au tableau 12.

2. Productivité

Il existe une relation complexe entre la croissance de la production et la productivité du travail. Une croissance soutenue de la production est un des principaux facteurs qui déterminent la croissance de la productivité. On a testé la relation entre productivité et production connue sous le nom de « loi de Verdoorn », pour la période 1962-1982, dans le secteur des industries manufacturières. Les résultats sont les suivants :

Pour la période 1962/1972

$$(1) \quad \text{PRODMN} = -0.7 + 1.1 \text{ IPMN}$$

(-2.1) (15.4)

$R^2 : 0.96$ Durbin-Watson : 0.80 Erreur type : 0.02

Pour la période 1962/82

$$(2) \quad \text{PRODMN} = -1.1 + 1.2 \text{ IPMN}$$

(-1.0) (5.2)

$R^2 : 0.56$ DW : 0.1 Erreur type : 0.1

$$(3) \quad \text{PRODMN} = 1.4 + 0.67 \text{ IPMN} + 0.2 \text{ DUM1}$$

(1.7) (3.7) (5.5)

$R^2 : 0.82$ DW : 0.6 SE : 0.07

où PRODMN: productivité dans les industries manufacturières (sous forme logarithmique)
IPMN: production manufacturière (sous forme logarithmique)
DUM1: variable muette prenant la valeur 0 en 1964/72
1 en 1973/82.

1. Ces hypothèses sont basées sur les travaux économétriques effectués par le Secrétariat et sont comparables à l'expérience d'autres pays.

La relation donne un bon ajustement jusqu'au début des années 70, mais les résultats sont moins satisfaisants si l'on prolonge la période jusqu'en 1982. L'élasticité de la croissance de la productivité par rapport à la croissance de la production diminue considérablement, dans une période de faible utilisation des capacités comme celle qu'on a connue pendant les années 70, ce qui donne à penser que des facteurs autres que la production ont pris de l'importance. C'est pourquoi on a estimé une nouvelle équation prenant en compte certains de ces facteurs tels que la formation de capital rapportée à l'emploi, les fluctuations conjoncturelles, le progrès technologique, etc., qui ont fortement influé sur la croissance de la productivité au cours des années 70.

$$(4) \quad \text{PRODMN} = 1.54 + 0.679 \text{ CAPLAB} + 0.817 \text{ DEV} + 1.58 \text{ DUM1} \\
\begin{array}{cccc}
(11.2) & (21.0) & (4.1) & (6.35) \\
- 0.35 \text{ DUM2} & - 0.3 \text{ DUM3} & & \\
(-6.3) & (-1.3) & &
\end{array}$$

$$R^2 = 0.993 \quad \text{DW} : 1.998 \quad \text{SE} : 0.011$$

CAPLAB : coefficient d'intensité de capital (sur la base de l'hypothèse B relative à la durée de vie des équipements sous forme logarithmique);

DEV : écart de la production manufacturière par rapport à la tendance (sous forme logarithmique);

DUM1 : variable muette prenant la valeur 0 en 1964/72
1 en 1973/82

DUM2 : DUM1 x CAPLAB

DUM3 : DUM1 x DEV.

Le fait que le coefficient de DUM2 soit hautement significatif dénote que l'impact de l'intensité de capital a été plus faible durant la seconde période, peut-être du fait d'un ralentissement des progrès et innovations technologiques concrets, d'une mise au rebut des équipements plus rapide que prévu, du remplacement des sources d'énergie classique et de l'évolution des méthodes de direction et de gestion des effectifs.

3. Production potentielle

Comme il n'existe pas d'estimation officielle de la production potentielle dans les industries manufacturières, on a obtenu une estimation approximative de la croissance de la production potentielle à partir du taux de croissance du facteur travail et de la croissance à long terme de la productivité. Le taux de croissance de la population active (corrige pour tenir compte de l'évolution du nombre d'heures ouvrées et de la diminution de la part de l'emploi des industries manufacturières dans l'emploi total) a servi de supplétif au taux de croissance de la consommation de travail; par ailleurs, on a estimé la croissance à long terme de la productivité en fonction du coefficient d'intensité de capital (en utilisant les coefficients estimés dans l'équation 4). Enfin, en prenant l'hypothèse qu'en 1973 le secteur des industries manufacturières tournait presque à pleine capacité, on a utilisé le niveau de la production manufacturière cette année là comme point de référence pour l'estimation de la production potentielle (voir graphique 14 de l'étude économique).

Annexe II

PROGRAMMES POUR L'EMPLOI

Au cours des huit dernières années, un certain nombre de programmes de création d'emplois et de formation ont été lancés dans le but de sauvegarder des emplois, d'atténuer le chômage des jeunes, de développer le travail à mi-temps et de favoriser une modification des structures de l'offre de travail (en particulier en veillant à ce que les qualifications disponibles correspondent mieux aux compétences requises).

A. Programmes de formation

La portée et le nombre des programmes de formation se sont considérablement étendus au cours des cinq dernières années, leur part dans le nombre total des personnes concernées par l'ensemble des programmes en faveur de l'emploi étant passée de 15 % en 1978 à 45 % environ au milieu de 1982. Bien qu'ils aient une incidence relativement faible sur le nombre des chômeurs déclarés, les programmes de formation jouent un rôle important dans le long terme du fait que les nouvelles techniques de production nécessitent des qualifications plus poussées dont l'offre est insuffisante. C'est dans cette optique qu'a été élaboré au début de 1982 un nouveau programme de formation plus complet qui sera mis en œuvre durant les trois prochaines années et dont le coût s'élèvera à 4 milliards de livres. Les principaux éléments de ce programme sont les suivants :

- i) Création d'un nouveau programme de formation des jeunes (*Youth Training Scheme*).
- ii) Ouverture plus large de la formation technique à ceux qui possèdent les aptitudes requises.
- iii) Définition (d'ici à 1985), pour toutes les principales catégories de métiers (manuels, techniques et administratifs), de normes de compétence qui se substitueront aux normes actuelles d'ancienneté et d'apprentissage soumis à limite d'âge.
- iv) Meilleure préparation à la vie active dans l'enseignement de base à temps complet.
- v) Possibilités accrues de bénéficier d'un enseignement professionnel et coordination plus étroite entre l'enseignement et la formation professionnels.
- vi) Fonds de 16 millions de livres destiné à la mise en œuvre de programmes dans des localités ou secteurs particuliers.

Les autres programmes de formation existants ou prévus sont décrits ci-dessous.

Programme d'amélioration de l'emploi pour les jeunes (Youth Opportunities Programme, YOP)

Ce programme, lancé en juillet 1977, offre aux jeunes chômeurs (de 16 à 17 ans) diverses possibilités d'acquérir une formation et une expérience professionnelle. Il a pour but d'aider les jeunes à se préparer à la vie active en participant à des cours de préparation à la vie professionnelle, à de brefs stages de formation et d'initiation à un métier, et aussi à des stages en entreprises, à des cours pratiques de formation, à des services d'intérêt collectif et à d'autres projets spéciaux.

Programme de formation des jeunes (Youth Training Scheme)

Ce programme, qui reprend les principales caractéristiques du YOP, prendra effet en septembre 1983 (en remplacement du YOP) et offrira une formation de douze mois à quelque 460 000 jeunes chômeurs ayant atteint la fin de leur scolarité (principalement des jeunes âgés de 16 ans), dans des instituts spécialisés et (ou) en entreprises, pour un coût annuel de 1 milliard de livres.

Formation dans l'industrie (Training in Industry)

Il s'agit d'un programme d'assistance financière destiné à aider certaines branches d'activité à faire face à leurs besoins de formation à long terme. Des subventions sont accordées aux employeurs qui engagent des apprentis ou autres stagiaires de longue durée en plus des effectifs dont ils ont normalement besoin. Ce programme sera inclus dans le programme de formation des jeunes à partir du mois de septembre 1983.

Programme de formation (Training Opportunities Scheme)

Ce programme consiste à organiser des cours de formation pour adultes, essentiellement dans des centres et des instituts de formation professionnelle. En 1980-81, plus de 60 000 stagiaires ont suivi ces cours.

B. Programmes de sauvegarde et de création d'emplois

Mesures temporaires d'indemnisation du chômage partiel (Temporary Short-time Working Compensation Scheme)

Il était initialement prévu que les demandes d'indemnisation au titre de ce plan, mis en place le 1^{er} avril 1979 en remplacement du programme de subventions temporaire à l'emploi (Temporary Employment Subsidy Scheme) pourraient être déposées jusqu'au 31 mars 1980. (Il est, en fait, en nette perte de vitesse, le nombre des bénéficiaires ayant rapidement diminué, puisqu'il est passé de 1 million au premier trimestre 1981 à environ 123 000 au milieu de 1982). Son objectif principal est de différer les licenciements en optant pour une réduction du temps de travail. L'indemnisation correspond à 50 % de la rémunération normale pendant une période maximale de neuf mois (la période d'indemnisation a été réduite à six mois pour les nouvelles demandes, à partir de juillet 1982).

Programme de dégageant d'emplois (Job Release Scheme)

Ce programme, lancé le 3 janvier 1977, permet aux salariés qui approchent de l'âge de la retraite de prendre celle-ci par anticipation en contrepartie d'une indemnité hebdomadaire, à condition que leur employeur recrute à leur place des chômeurs inscrits (mais pas nécessairement pour le même emploi exactement). Trois programmes sont actuellement en application :

- i) le premier s'adresse à l'ensemble des hommes âgés de 64 ans et plus et des femmes âgées de 59 ans et plus;
- ii) le second s'applique aux hommes handicapés âgés de 60 ans et plus;
- iii) le troisième, à tous les hommes âgés de 63 ans et plus (depuis novembre 1981) et à tous les hommes âgés de 62 ans et plus (depuis février 1982).

L'indemnité hebdomadaire, nette d'impôt, est de 55 livres pour une personne mariée ayant un conjoint à charge et de 43 livres pour une personne sans charges de famille. Les demandes doivent être déposées avant mars 1984. Au milieu de 1982, 70 000 personnes environ bénéficiaient de ce programme.

Programme d'activités industrielles d'intérêt collectif (Community Industry)

Ce programme offre des emplois aux jeunes défavorisés sur le plan personnel et social, dans le cadre de projets qui présentent une utilité pour la collectivité. Il est financé par une subvention à l'Association nationale des clubs de jeunes et touche environ 7 000 jeunes et adultes.

Programme d'aide aux activités industrielles d'intérêt collectif (Community Enterprise Programme)

Ce programme, qui remplace le Programme provisoire spécial pour l'emploi (Special Temporary Employment Programme) permet d'offrir des emplois temporaires, dans le cadre d'activités d'intérêt collectif, à des adultes en chômage de longue durée. Il s'adresse exclusivement aux jeunes de 18 à 24 ans qui sont au chômage depuis plus de six mois et aux personnes âgées de 25 ans et plus qui sont au chômage depuis plus de douze mois (la priorité est donnée aux régions où le taux de chômage est élevé). Le programme touche 30 000 jeunes travailleurs.

Programme d'activités d'intérêt collectif (Community Programme Scheme)

Ce programme réunit depuis le 1^{er} octobre 1982 le Community Enterprise Programme et la Community Industry, et devrait, selon les prévisions, fournir 130 000 emplois (surtout à temps partiel) d'une durée d'un an. Il fonctionnera selon les mêmes critères que le Community Enterprise Programme. Il est prévu pour deux ans et devrait coûter plus de 575 millions de livres par an (y compris la fourniture de 30 000 emplois dans le cadre du CEP). Cependant, si l'on tient compte de l'économie réalisée sur les allocations de chômage, la dépense nette supplémentaire pour 100 000 emplois est estimée à 185 millions de livres.

Programme pour les jeunes travailleurs (Young Workers Scheme)

Ce programme, en application depuis le 4 janvier 1982, vise à encourager les employeurs à embaucher davantage de jeunes à des salaires réalistes. Les employeurs pourront recevoir, dans le cadre de ce programme, une subvention de 15 livres pour chaque jeune gagnant moins de 40 livres par semaine ou une subvention de 7.5 livres pour les jeunes gagnant de 40 à 45 livres de moins de 18 ans, et dont c'est la première année de travail. Les subventions sont versées pendant un maximum d'un an et l'on prévoit que le programme touchera environ 130 000 jeunes en 1982, pour un coût de 60 millions de livres.

Programme d'emploi sur poste partagé (Job Splitting Scheme)

Dans le cadre de ce programme, les employeurs percevront pendant la première année une subvention de 750 livres (pour couvrir les coûts supplémentaires de formation, etc.) pour chaque partage de poste donnant lieu au recrutement d'un chômeur déjà bénéficiaire d'une allocation de chômage, ou permettant d'éviter un licenciement. Le poste ainsi partagé pourra être occupé par :

- deux chômeurs bénéficiaires de l'allocation de chômage;
- deux employés à plein temps (dans le cas où l'un d'entre eux au moins aurait, sinon, fait l'objet d'un licenciement);
- un chômeur et un employé à plein temps;
- deux employés à plein temps qui travailleront de ce fait à temps partiel, tandis que l'employeur recrutera un ou plusieurs chômeurs.

Ce programme s'étend sur la période allant du 3 janvier 1983 au 30 mars 1984.

Allocation en faveur de la création d'entreprises (Enterprise allowance)

Ce programme (qui n'en est qu'au stade expérimental) a pour objet d'aider les chômeurs qui désirent créer leur propre entreprise, mais hésitent à le faire parce qu'ils perdraient alors leurs droits aux indemnités de chômage ou aux allocations complémentaires. Une allocation hebdomadaire imposable d'un montant uniforme de 40 livres sera versée tous les quinze jours pendant la première année de fonctionnement aux personnes âgées de 18 à 65 ans qui montent une entreprise dans leur région de résidence. Au moment de la demande, elles devront avoir été en chômage depuis au moins 13 semaines et justifier d'une indemnité de chômage ou d'une allocation complémentaire. De plus, elles devront se montrer en mesure d'investir au moins 1 000 livres dans leur entreprise.

Programmes spéciaux pour l'emploi et la formation

En milliers de personnes, au milieu de l'année

	1979	1980	1981	1982
Mesures temporaires d'indemnisation du chômage partiel	31.4	126.9	557.3	117
Programme provisoire spécial pour l'emploi	15.0	10.0	-	-
Programme d'indemnisation du chômage partiel	8.0	-	-	-
Subventions temporaires à l'emploi	62.4	-	-	-
Programme de dégagement d'emplois	31.7	66.0	53.9	68
Subventions à l'emploi dans les petites entreprises	41.9	17.7	-	-
Programme d'amélioration de l'emploi pour les jeunes	70.0	85.0	160.0	205
Subventions à l'emploi des adultes	1.1	-	-	-
Programme d'aide aux activités industrielles d'intérêt collectif	-	-	15.6	30
Programme d'activités industrielles d'intérêt collectif	5.4	6.2	6.7	7
Programme pour les jeunes travailleurs	-	-	-	71
Programme de préparation à l'emploi	0.2	-	-	-
Allocation en faveur de la création d'entreprises	-	-	-	0.7
Programme de formation professionnelle	25.7	12.6	29.3	35
Total des bénéficiaires	293	324	823	534
Effet sur le chômage déclaré¹	180	190	305	300

1. Les écarts entre les effectifs bruts de personnes bénéficiant des mesures spéciales et l'effet net direct sur le chômage déclaré résultent de trois facteurs principaux :

- inertie : dans la mesure où des personnes ou des sociétés sont payées pour faire ce qu'elles auraient fait de toute façon;
- substitution : on subventionne l'emploi d'une personne au détriment d'une autre;
- déplacement : on subventionne une entreprise aux dépens de la production ou de l'emploi d'une autre.

Sources : Department of Employment, communiqué de presse et communication directe à l'OCDE.

Annexe III

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1981

4 juin

Annnonce de l'extension des déductions fiscales prévues par le dispositif en faveur de la création d'entreprises.

2 juillet

Annnonce de l'augmentation des droits sur le tabac, les paris et les jeux afin de compenser la moins-value de recettes résultant d'une réduction de moitié de l'augmentation de 20 pence de la taxe sur le gazole, initialement proposée dans le budget.

27 juillet

Augmentation du nombre de bénéficiaires du Youth opportunities programme.

20 août

Entrée en vigueur des nouvelles modalités de contrôle monétaire. Les principales modifications sont les suivantes :

- i)* la publication du taux minimum des concours de la Banque d'Angleterre est interrompue;
- ii)* les taux d'intérêt à court terme doivent être maintenus à l'intérieur d'une fourchette non révélée, par le biais d'opérations d'open market;
- iii)* l'obligation pour les banques de maintenir un coefficient minimum d'actifs liquides est supprimée;
- iv)* l'obligation pour les grandes banques de Londres de conserver 1½ % de leurs exigibilités de référence sous forme de dépôts non rémunérés à la Banque d'Angleterre est supprimée;
- v)* tous les établissements bancaires et les établissements de dépôts agréés sont tenus de conserver ½ % de leurs exibilités de référence à la Banque d'Angleterre.

7 septembre

Les certificats d'épargne nationale indexés deviennent accessibles à tous, sans condition d'âge.

1^{er} octobre

Les grandes banques relèvent leur taux de base de 14 à 16 %.

8 octobre

Les sociétés mutuelles d'épargne-logement relèvent de 2 points leur taux hypothécaire de base, qui est ainsi porté à 15 %.

23 novembre

Entrée en vigueur de la législation sur les relations du travail, dont les principaux éléments sont :

- la limitation des immunités accordées aux syndicats;
- la restriction de la définition des conflits du travail;
- l'indemnisation des victimes de monopoles syndicaux sur l'embauche.

2 décembre

Le gouvernement annonce diverses mesures concernant les dépenses publiques en 1982/83 et les cotisations de sécurité sociale. Les principales mesures annoncées sont les suivantes :

- la planification et le contrôle des dépenses publiques se feront en valeur à partir de l'exercice budgétaire 1982-83. Les coefficients applicables au secteur public sont fixés à 4 % pour les salaires et 9 % pour les augmentations de prix;

- les cotisations salariales au titre de l'Assurance nationale seront majorées de 1 point et portées ainsi à 8.75 % des rémunérations soumises au prélèvement à compter d'avril 1982;
- les planchers et plafonds de rémunérations sont respectivement portés à 29.5 livres par semaine et 220 livres par semaine;
- la participation complémentaire du Trésor Public au financement de la Caisse d'Assurance nationale est ramenée de 14½ % à 13 %;
- la cotisation forfaitaire des travailleurs indépendants est portée de 3.40 livres à 3.75 livres par semaine;
- la bonification d'intérêts sur les prêts est ramenée de 59.1 % à 56 %.

3 décembre

Les grandes banques abaissent leur taux de base de 15 à 14½ %.

14 décembre

Une subvention correspondant à 25 % des coûts sera accordée au secteur de la sidérurgie au titre de programmes de rationalisation et d'autres projets.

15 décembre

Annonce d'un nouveau programme de formation pour les jeunes chômeurs qui offre aux jeunes de 16 ans ayant achevé leur scolarité une formation d'une durée d'un an associant stage professionnel et enseignement complémentaire.

1982

4 janvier

Entrée en vigueur du Young workers scheme, en vertu duquel une subvention est accordée aux employeurs qui embauchent des jeunes percevant un salaire inférieur à 40 livres par semaine. Ce programme devrait, selon les prévisions, bénéficier à 130 000 jeunes travailleurs au cours de sa première année d'application, pour un coût de 60 millions de livres.

22 janvier

Les grandes banques abaissent leur taux de base de 14½ à 14 %.

15 février

La British Gas Corporation annonce un relèvement du prix du gaz de 22 % (12 % en avril et 10 % en octobre).

18 février

Les tarifs de l'électricité seront majorés de 10 %.

24 février

Les grandes banques abaissent leur taux de base de 14 à 13½ % et les sociétés mutuelles d'épargne-logement réduisent d'un demi point leur taux hypothécaire de base, qui passe ainsi à 14½ %.

9 mars

Présentation du Budget au Parlement :

- i) Relèvement allant jusqu'à 14 % des abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des seuils d'imposition.
- ii) Relèvement des droits d'accise d'un pourcentage légèrement inférieur à celui de l'inflation.
- iii) Relèvement de 11 % des retraites et autres prestations de sécurité sociale en novembre 1982 (9 % pour tenir compte de l'inflation prévue et 2 % pour compenser la perte de revenu subie par les titulaires de pensions en vertu du budget précédent).
- iv) Relèvement de 200 000 à 250 000 livres de la limite d'exonération pour des dons à des œuvres de bienfaisance et suppression des droits de timbre sur les cessions à des œuvres de bienfaisance. Abandons de TVA au profit des œuvres de bienfaisance s'occupant de handicapés.
- v) Augmentation de 10.9 % de la prime de mobilité, qui sera entièrement exonérée de l'impôt sur le revenu.
- vi) Réduction d'un point (à compter d'août 1982) de la surtaxe au titre de l'assurance nationale, ainsi ramenée à 2½ %. Nouvelle réduction de ½ point entre août 1982 et avril 1983.
- vii) Suppression du droit supplémentaire sur le pétrole à la fin de 1982.
- viii) Relèvement de 70 à 75 %, à compter de janvier 1983, du taux de l'impôt sur les recettes pétrolières.

- ix) Mise en place d'un nouveau système de versement provisionnel de l'impôt sur les recettes pétrolières se montant à 20 % des recettes brutes, déduction faite d'un abattement d'un million de tonnes de pétrole par an.
- x) Relèvement de 5 000 livres du seuil d'application des droits de mutation, ainsi porté à 55 000 livres, et indexation des tranches d'imposition pour les mutations entre vifs et successorales et pour l'impôt sur les plus-values, au même titre que les autres déductions de l'impôt sur le revenu.
- xi) La fourchette retenue comme objectif de croissance monétaire s'appliquera aussi bien aux deux mesures de la masse monétaire qu'à PSL2. Elle est fixée à 8-12 % (en taux annuel) pour 1982-83 et à 7-11 % pour 1983-84.
- xii) Présentation d'un train de mesures concernant l'utilisation industrielle de l'énergie, dont les principaux éléments sont les suivants :
 - réduction des tarifs d'électricité pour les usagers acceptant une réduction de puissance;
 - octroi d'une réduction sur les prix du gaz aux gros utilisateurs;
 - maintien des prix du coke de fonderie au même niveau;
 - extension du programme de subventions en faveur du remplacement des chaudières à mazout par des chaudières à charbon au secteur des services et aux industries manufacturières.
- xiii) Annonce d'un train de mesures d'un montant de 240 millions de livres pour venir en aide au secteur de la construction :
 - la subvention pour l'amélioration de l'habitat (Home Improvement grant) doit être portée de 75 % à 90 % des coûts. Des subventions complémentaires seront accordées pour l'isolation des logements;
 - la subvention pour défrichage de terres à l'abandon (Derelict Land Grant) passera de 50 à 80 % des coûts de mise en valeur.
 - Des déductions pour amortissement seront désormais accordées, au taux de 75 % (la première année), pour les nouveaux logements entièrement destinés à la location.
 - L'exonération et les différentes tranches de droits de timbre sur l'achat d'un logement seront relevés de 5 000 livres.
- xiv) Annonce de la création et de l'extension de programmes en faveur de l'innovation dans l'industrie. Il s'agit de nouvelles aides en faveur des techniques spatiales et de l'organisation de la production, et d'une aide aux petites sociétés d'ingénierie.

11 mars

Les grandes banques abaissent leur taux de base de 13½ à 13 % et les sociétés mutuelles d'épargne-logement ramènent leur taux hypothécaire à 13½ %.

5 avril

Publication d'un projet de loi prévoyant une aide supplémentaire d'un milliard de livres pour l'industrie. Le montant maximum de l'aide dont peut bénéficier une entreprise est porté de 5 millions à 10 millions de livres.

4 mai

Le Manpower Services Commission annonce la transformation du Youth Opportunities Programme en un programme de formation d'une durée de douze mois pour les jeunes de seize à dix-sept ans, à compter de septembre 1983.

8 juin

Les grandes banques abaissent leur taux de base de 13 à 12½ %.

Annonce d'un nouveau train de mesures d'un montant de 60 millions de livres en faveur de l'investissement dans les technologies de pointe.

2 juillet

Création d'une nouvelle rente produisant un revenu mensuel régulier (placement minimum de 5 000 livres et maximum de 200 000 livres).

26 juillet

Annonce de la levée des dernières restrictions touchant le crédit à la consommation.

27 juillet

Annonce de la création de onze nouvelles zones industrielles (sept en Angleterre, deux en Écosse, une au Pays de Galles et une en Irlande du Nord).

Annonce de deux nouveaux programmes publics en faveur des chômeurs :

- une subvention pour emploi sur poste partagé (du 1^{er} janvier 1983 au 31 mars 1984) visant à encourager les employeurs à offrir davantage d'emplois à temps partiel à des chômeurs;

- un programme d'activités d'intérêt collectif (à partir du 1^{er} octobre 1982) permettant aux chômeurs de longue durée d'effectuer des travaux utiles à la collectivité ou un service volontaire.

31 août

Le taux de base des grandes banques, réduit de 1½ point pendant le mois d'août, s'établit à 10½ %.

1^{er} septembre

Les taux hypothécaires, abaissés de 1½ point, sont ramenés à 12 %.

8 novembre

Déclaration financière du Chancelier de l'Échiquier. Les principales mesures annoncées sont les suivantes :

- i) La surtaxe au titre de l'assurance nationale sera réduite de 1 point à partir d'avril prochain (ce qui allégera d'environ 700 millions la charge des entreprises au cours du prochain exercice budgétaire). En outre, une réduction supplémentaire équivalant à ½ % de la surtaxe pour 1982/83 sera accordée rétroactivement aux employeurs du secteur privé, sous la forme d'une minoration de leurs versements à l'assurance nationale pendant les trois premiers mois de 1983. Les employeurs du secteur public ne bénéficieront pas de cette mesure du fait que l'allègement estimé à 400 millions de livres sera récupéré sous forme d'une réduction des dépenses.
- ii) A compter d'avril prochain, le taux des cotisations à l'assurance nationale passera de 8.75 à 9 % pour les salariés et de 10.2 à 10.45 % pour les employeurs.
- iii) Le salaire plancher passera à 32.5 livres par semaine, de même que la pension de retraite des personnes sans charges de famille, et le salaire plafonné sera fixé à 235 livres. Des relèvements du même ordre seront appliqués dans le cas des travailleurs indépendants.
- iv) Les prestations de sécurité sociale ne seront pas entièrement revalorisées en 1983/84.
- v) Les loyers des logements sociaux ne seront pas augmentés au-delà du taux de l'inflation.
- vi) Les prix du gaz à usage industriel resteront inchangés jusqu'à l'automne prochain.
- vii) Le besoin total d'emprunt du secteur public est fixé à 96 milliards de livres, soit ½ milliard de moins que prévu dans le dernier budget.

13 novembre

Les sociétés mutuelles d'épargne-logement ramènent leur taux hypothécaire à 10 %, ce qui correspond à une réduction de deux points.

Annnonce d'un blocage des prix moyens de l'électricité l'an prochain.

1983

12 janvier

Le taux de base des grandes banques a été ramené de 10½ à 11 %.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. Emploi du PIB
Millions de livres

	PIB au coût des facteurs*	Dépense finale aux prix du marché**	Demande intérieure totale***	Dépenses de consom- mation	Dépenses publiques courantes	Investisse- ment fixe	Variation des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Impôts indirects moins subventions	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Aux prix courants :											
1978	146 079	210 921	163 195	98 867	32 984	29 743	1 601	47 726	45 546	19 296	
1979	167 937	247 984	192 859	117 071	38 324	34 469	2 995	55 125	54 616	25 431	
1980	194 538	284 025	220 867	135 738	48 424	39 411	-2 706	63 158	57 913	31 574	
1981	211 411	309 267	241 445	151 286	54 942	39 377	-4 160	67 822	60 730	37 126	
Aux prix de 1975...											
1970	85 498	118 668	97 092	57 814	19 103	19 460	802	21 576	23 938	9 151	
1971	87 672	122 427	99 418	59 724	19 673	19 743	278	23 048	25 187	9 496	
1972	88 833	126 923	103 558	63 270	20 484	19 823	-19	23 318	27 694	10 224	
1973	95 654	137 494	111 463	66 332	21 453	21 195	2 483	26 031	30 941	10 899	
1974	94 966	136 670	108 786	65 049	21 774	20 562	1 401	27 884	31 243	10 461	
1975	94 339	133 771	106 574	64 652	22 950	20 408	-1 436	27 197	29 011	10 421	
1976	97 793	138 778	109 183	64 707	23 178	20 640	658	29 595	30 234	10 751	
1977	99 190	140 497	108 989	64 517	22 951	20 139	1 382	31 508	30 562	10 745	
1978	102 284	145 748	113 656	68 227	23 438	20 845	1 146	32 092	31 754	11 710	
1979	103 711	151 200	118 286	71 599	23 866	21 039	1 782	32 914	35 326	12 163	
1980	101 488	147 806	114 749	71 550	24 311	20 443	-1 555	33 057	34 143	12 175	
1981	99 263	145 405	113 076	71 871	24 302	18 774	-1 871	32 329	34 040	12 102	
... et après correction des variations saisonnnières :											
1981	1	25 160	35 993	28 143	18 040	6 055	4 690	-642	7 850	7 673	3 160
	2	24 790	35 975	27 947	17 926	6 048	4 667	-694	8 028	8 249	2 936
	3	24 446	36 629	28 498	17 934	6 127	4 663	-226	8 131	9 240	2 943
	4	24 867	36 808	28 488	17 971	6 072	4 754	-309	8 320	8 878	3 063
1982	1	25 079	36 924	28 914	17 927	6 147	4 902	-62	8 010	8 687	3 158
	2	25 091	37 075	28 825	17 998	6 132	4 693	2	8 250	9 075	2 909
	3	24 970	36 863	28 940	18 242	6 223	4 846	-371	7 923	8 827	3 066

Note : Pour les années antérieures à 1973, les agrégats diffèrent un peu de la somme des composantes à cause de la méthode de rebase ment aux prix de 1975.

* 1 = 2 - 9 - 10.

** 2 = 4 + 5 + 6 + 7 + 8.

*** 3 = 2 - 8.

Source : *Economic Trends*.

Tableau B. Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie
Millions de livres aux prix de 1975, données désaisonnalisées

	Total	Secteur privé ¹	Adminis- trations publiques ¹	Sociétés publiques ¹	Véhicules, navires et avions	Installations et machines	Logements		Autres nouveaux bâtiments et ouvrages ²	Pétrole et gaz naturel	Industries manufac- turières ³	
							Privés	Publics				
1969	18 954	10 390	5 385	3 201	1 694	6 043	2 187	2 087	7 352	97	3 877	
1970	19 460	10 685	5 475	3 316	1 819	6 365	2 047	1 879	7 655	131	4 178	
1971	19 743	11 099	5 297	3 334	1 882	6 264	2 440	1 733	7 781	139	3 896	
1972	19 823	11 776	5 076	2 932	2 148	6 055	2 745	1 609	7 607	211	3 370	
1973	21 195	12 267	5 793	3 135	2 416	6 775	2 449	1 703	7 852	327	3 440	
1974	20 562	11 578	5 418	3 566	2 304	6 963	2 004	1 822	7 469	694	3 782	
1975	20 408	11 504	4 984	3 920	2 041	6 658	2 182	1 967	7 560	1 374	3 522	
1976	20 640	11 759	4 836	4 045	2 018	6 812	2 180	2 084	7 546	1 844	3 326	
1977	20 139	12 419	4 018	3 702	2 182	6 969	2 039	1 874	7 075	1 698	3 476	
1978	20 845	13 815	3 557	3 473	2 286	7 502	2 327	1 734	6 996	1 579	3 769	
1979	21 039	14 186	3 414	3 439	2 421	8 253	2 017	1 598	6 750	1 295	3 969	
1980	20 443	13 997	2 982	3 464	2 301	8 658	1 692	1 414	6 378	1 226	3 573	
1981	18 774	13 460	2 147	3 167	1 883	8 361	1 430	916	6 184	1 356	2 938	
1981	1	4 690	3 235	637	818	447	2 098	374	250	1 521	313	777
	2	4 667	3 280	560	827	487	2 106	341	242	1 491	369	756
	3	4 663	3 439	474	750	447	2 077	365	217	1 557	364	705
	4	4 754	3 506	476	772	502	2 080	350	207	1 615	310	699
1982	1	4 902	3 608	482	818	504	2 086	377	258	1 661	361	696
	2	4 693	3 498	373	831	453	2 051	379	231	1 625	366	660
	3	4 846	3 588	458	819			391				652

Note : Les composantes n'ayant pas été révisées, leur somme ne correspond donc plus au total.

1. Y compris les achats moins les ventes de terrains et d'immeubles existants.

2. Y compris les coûts de transfert des terrains et immeubles.

3. Actifs loués en crédit-bail non compris.

Source : *Economic Trends*.

Tableau C. Consommation et investissements

	Demande de biens de consommation				Investissements					
	Total des ventes au détail (volume)	Ventes au détail de produits non alimentaires (volume)	Immatri-culations de voitures neuves	Variations de l'encours total du crédit à la consommation ¹	Dépenses d'équipement		Commandes nouvelles du marché intérieur reçues par l'industrie mécanique ²	Mises en chantier de logements		Constitution de stocks (industrie manufacturière)
					Industries manufacturières	Commerce et services		Secteur privé	Secteur public	
Jusqu'en 1980, 1976 = 100 A partir de 1981, 1978 = 100		Milliers moyenne mensuelle	Millions de livres, en fin de période	Millions de livres, aux prix de 1975		1975 = 100	Milliers		Millions de livres, aux prix de 1975	
1972	98.7	95.8	139	+438	3 370	4 045	99	228.0	123.0	-288
1973	103.1	103.8	137	+444	3 440	4 519	121	215.7	112.8	1 170
1974	101.9	101.9	103	-164	3 782	4 477	102	105.9	146.1	1 281
1975	100.1	99.6	97	-13	3 522	3 861	83	149.1	173.8	-1 101
1976	100.0	100.0	105	+348	3 326	3 959	87	154.7	170.8	363
1977	98.3	97.7	107	+890	3 476	4 466	93	134.8	132.1	640
1978	103.8	106.3	130	+1 484	3 769	5 073	100	157.3	107.4	228
1979										
1	105.8	109.0	130	+286	988	1 411	94	28.0	18.2	10
2	113.0	119.7	175	+468	987	1 544	102	35.5	20.9	21
3	106.6	109.7	112	+448	989	1 513	101	38.1	19.9	183
4	109.1	112.8	141	+552	1 006	1 534	102	42.4	22.2	-21
1980										
1	110.2	113.9	140	+489	955	1 535	97	30.1	18.2	-120
2	109.2	112.6	119	+310	914	1 553	92	25.2	14.2	-101
3	108.9	113.9	121	+215	895	1 571	83	21.4	13.2	-322
4	109.0	113.4	116	+123	810	1 653	79	21.3	10.4	-650
1981										
1	106.6	104.2	121	+99	777	1 537	95	31.3	8.8	-362
2	104.7	102.3	119	+83	756	1 565	86	28.5	8.4	-398
3	105.5	103.4	121	+169	705	1 644	90	30.3	8.9	-158
4	105.4	102.4	129	+292	699	1 674	86	25.7	10.8	-97
1982										
1	106.6	105.2	118	+331	696	1 700	87	37.6	15.5	8
2	106.2	104.3	117	+261	660	1 639	85	33.9	12.4	-9
3	108.7	108.4	131	+575	662	1 716		37.4	12.1	-334
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent										
	+2.4	+3.9	+12.0		+0.3	+4.7	-2.3	+10.3	-2.4	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente										
	+3.0	+4.8	+8.3		-6.1	+4.4	-1.2	+23.4	+36.0	

1. Y compris les nouveaux paiements d'intérêts devant venir à échéance tout au long de la durée des prêts.

2. Déduction faite des annulations.

Sources : *Economic Trends ; Monthly Digest of Statistics.*

Tableau D. Production et main-d'œuvre

	PIB estimation moyenne ¹	PIB par personne employée ²	Indice de la production industrielle	Indice de la production dans les industries manufacturières	Chômeurs	Vacances d'emploi non satisfaites pour adultes	Emploi dans les industries productrices	Emploi dans les industries manufacturières	Heures supplémentaires dans les industries manufacturières
	1975 = 100				Milliers		1975 = 100		Millions par semaine
1972	96.0	100.0	101.9	100.0	816	145	103.0	103.9	12.51
1973	102.8	103.7	109.4	108.4	581	304	104.4	104.4	15.44
1974	101.1	101.5	105.1	106.6	571	298	104.1	104.7	16.53
1975	100.0	100.0	100.0	100.0	890	148	100.0	100.0	13.62
1976	102.6	102.6	102.1	101.4	1 223	120	97.3	96.9	14.00
1977	105.3	105.2	106.1	103.0	1 323	156	96.9	97.2	15.58
1978	108.7	108.2	110.3	104.0	1 316	210	96.8	96.7	15.50
1979 1	108.5	108.0	110.5	102.4	1 282	231	96.6	95.9	15.04
2	112.2	111.8	115.7	107.5	1 244	250	96.5	95.7	15.61
3	110.9	109.8	113.1	103.3	1 219	248	96.3	95.3	13.87
4	110.9	110.4	112.8	104.1	1 225	230	95.6	94.4	14.98
1980 1	110.2	109.9	110.4	100.4	1 299	193	94.5	93.2	14.15
2	108.9	109.1	107.4	97.4	1 428	159	93.1	91.4	12.36
3	106.8	108.5	104.1	93.8	1 646	121	90.8	88.7	10.73
4	106.1	108.5	101.5	90.1	1 931	99	88.3	85.7	8.86
1981 1	105.8	109.6	100.2	88.9	2 189	98	86.0	83.3	8.49
2	105.1	110.6	99.9	89.3	2 386	89	84.1	81.3	8.75
3	104.8	112.6	100.5	89.9	2 542	96	82.4	79.7	9.66
4	105.8	113.8	101.0	89.6	2 651	104	81.2	78.7	9.87
1982 1	105.9	114.1	100.7	89.2	2 713	112	80.0	77.6	10.08
2	106.0	115.1	100.9	88.9	2 769	107	79.0	76.5	9.87
3	106.0		101.0	88.8	2 872	111	77.9	75.3	10.03
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent			+0.1	-0.1			-1.4	-1.6	+1.6
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente			+0.5	-1.2			-5.5	-5.5	+3.8

1. Moyenne des dépenses, des revenus et de la production.

2. Sur la base d'une estimation du PIB dans l'optique de la production.

Sources : *Economic Trends* ; *Department of Employment Gazette*.

Tableau E. Financement intérieur

	Expansion des crédits à l'économie	Variation de la masse monétaire M3 en sterling	Besoins d'emprunts des Administrations publiques*	Prêts bancaires en sterling au secteur privé	Accroissement net du volume des actions émises par les sociétés de crédit immobilier et des dépôts auprès de ces sociétés	Prêts hypothécaires des sociétés de crédit immobilier (engagements)	Fonds d'Etat : rendements à l'échéance finale ¹			Comparaison, compte tenu de la couverture à terme, entre les taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales ² en Euro-dollars ³	
							A court terme	A moyen terme	A long terme	Taux d'intérêt des dépôts à 3 mois des collectivités locales*	
							Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période	
	Millions de livres				Millions de livres		Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période	
1971	988	2 459	1 313	1 856	2 034	3 012	6.68	8.24	8.90	4.56	-0.64
1972	6 856	4 927	2 114	6 433	2 193	3 801	7.68	8.45	8.97	8.75	-0.72
1973	8 782	6 702	3 679	7 129	2 163	3 255	10.45	10.65	10.78	16.06	-0.82
1974	6 895	3 255	5 684	3 435	1 992	3 114	12.51	14.21	14.77	13.25	-5.15
1975	4 530	2 331	9 974	-371	4 173	5 301	11.48	13.18	14.39	11.31	—
1976	7 474	3 565	7 889	3 464	3 405	6 090	12.06	13.61	14.43	14.88	-0.41
1977	1 130	4 130	4 652	3 188	6 099	7 524	10.08	12.02	12.73	6.75	0.16
1978	8 096	6 772	9 030	4 698	4 822	8 710	11.32	12.12	12.47	12.44	-0.33
1979 1	1 406	945	1 248	2 338	1 348	2 307	12.71	13.16	13.32	12.44	0.21
2	2 667	1 925	3 574	2 239	1 330	2 275	11.23	11.89	12.10	14.13	-0.20
3	2 928	1 657	3 474	1 970	1 591	2 228	12.11	12.34	12.38	14.25	-0.03
4	2 398	2 112	3 895	2 038	1 500	2 309	14.52	14.33	14.14	17.22	0.32
1980 1	1 738	1 564	-568	3 155	1 497	2 303	15.10	14.70	14.44	18.81	-0.03
2	3 616	3 275	5 160	2 428	1 619	2 325	14.03	14.10	14.02	17.00	0.10
3	6 494	2 919	3 559	2 696	1 976	2 577	13.11	13.42	13.34	15.37	0.09
4	3 559	3 291	4 786	1 746	2 067	3 023	13.11	13.44	13.34	14.75	0.34
1981 1	1 232	1 131	402	2 062	2 078	3 293	13.14	13.82	13.84	12.78	0.14
2	4 036	3 055	7 738	800	2 063	3 151	13.70	14.25	14.17	12.53	0.11
3	6 030	3 296	2 537	3 068	1 675	2 837	15.20	15.44	15.27	15.69	-0.47
4	2 350	1 748	538	5 169	1 380	2 667	16.57	16.02	15.68	15.75	0.60
1982 1	3 196	1 638	-2 267	5 830	2 207	3 324	15.34	15.01	14.68	13.66	0.22
2	4 571	2 097	3 228	3 382	2 395	4 032	13.91	13.95	13.74	13.13	0.25
3	4 844	2 914	1 743		2 519	4 078	11.61	12.36	12.28	10.88	0.13
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent					+5.2	+1.1					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente					+50.4	+43.7					

* Données non désaisonnalisées.

1. Moyenne des rendements de chaque mercredi pendant la période considérée.

2. Ecart entre le taux de l'intérêt versé par les collectivités locales, compte tenu du coût de la couverture à terme, et le taux de l'Euro-dollar. Le signe + indique que le taux net servi par les collectivités locales est supérieur au taux de l'Euro-dollar, et le signe - qu'il est inférieur.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin ; Financial Statistics.

Tableau F. Salaires, prix et position extérieure

	Taux de salaires hebdomadaires*	Gains moyens	Prix de gros des produits de l'industrie manufacturière destinés au marché intérieur* 1	Indice des prix de détail*	Valeurs unitaires exportation*	Valeurs unitaires importation* 2	Exportations fob ³	Importations fob ⁴	Solde des opérations visibles	Balance courante	Total des mouvements monétaires*
	31 juillet 1972 = 100	Janvier 1976 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100		Millions de livres			Millions de livres	
1972	101.3	..	40.5	63.6	56.8	46.9	9 437	10 185	-748	+247	-1 265
1973	115.2	..	53.1	69.4	64.0	60.0	11 937	14 523	-2 586	-981	-771
1974	138.0	..	86.8	80.5	81.6	87.7	16 394	21 745	-5 351	-3 273	-1 646
1975	178.7	..	100.0	100.0	100.0	100.0	19 330	22 663	-3 333	-1 521	-1 465
1976	213.2	106.1	116.9	116.5	119.6	122.2	25 191	29 120	-3 929	-875	-3 628
1977	227.3	115.6	138.0	135.0	141.5	141.3	31 728	34 012	-2 284	-22	+7 362
1978	259.3	130.6	150.9	146.2	155.5	146.8	35 063	36 605	-1 542	+1 018	-1 126
1979 1	284.9	141.0	160.0	155.0	166.0	154.2	8 310	9 736	-1 426	-571	+684
2	292.2	146.6	167.3	160.7	169.2	158.8	10 765	11 280	-515	-6	+758
3	299.9	153.9	176.6	171.4	173.2	162.0	10 488	11 241	-753	+34	+297
4	315.3	161.8	182.5	176.2	178.8	172.8	11 115	11 879	-764	-310	-29
1980 1	334.9	168.8	193.7	184.6	187.2	185.3	11 876	12 261	-385	+68	+509
2	348.3	178.0	200.8	195.3	191.6	185.4	11 915	12 237	-322	-39	+246
3	357.4	188.1	206.0	199.4	195.5	185.4	11 707	11 087	620	+943	+279
4	366.6	193.3	208.6	203.2	196.8	187.1	11 891	10 626	1 265	+1 893	+158
1981 1	377.0	196.7	213.8	208.0	199.3	189.8	11 769	10 092	1 677	+2 392	+161
2	385.5	201.2	218.8	218.1	204.2	199.1	12 253	11 121	1 132	+1 967	-165
3	391.1	209.6	223.7	221.9	211.2	209.9	13 191	13 511	-320	+160	-709
4	396.4	214.8	229.4	227.4	217.1	217.7	13 858	13 368	490	+1 483	-132
1982 1	404.4	218.5	234.5	231.1	219.4	217.0	13 279	12 956	323	+720	-31
2	411.6	221.5	237.1	238.5	220.3	217.9	13 745	13 642	103	+887	-661
3	414.8	227.4	241.1	239.5	223.5	222.1	13 693	13 325	368	+968	+247
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+0.8	+2.7	+1.7	+0.4	+1.5	+1.9					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+6.1	+8.5	+7.8	+7.9	+5.8	+5.8					

* Non désaisonnalisé.

1. A l'exclusion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac.

2. Non compris les avions militaires provenant des Etats-Unis.

3. Compte tenu des ajustements de balance des paiements et après correction des facteurs affectant la comptabilisation des exportations.

4. Y compris le paiement des avions militaires achetés aux Etats-Unis et autres ajustements de balance des paiements.

Sources : *Economic Trends* ; *Monthly Digest of Statistics*.

Tableau G. Analyse des transactions
Données non
Millions

	1980	1981	T1
	1. Balance courante	+2 865	+6 122	+2 439
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>			
2. Opérations en capital à long terme du secteur public	-91	-336	-128
3. Investissements étrangers dans le secteur public du RU	+589	+188	+82
Fonds d'Etat britanniques ²	+571	+201	+89
Autres	+18	-13	-7
4. Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+4 654	+3 168	+348
5. Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-8 204	-10 597	-3 010
6. Emprunts contractés en monnaies étrangères ou prêts à l'étranger effectués par les banques britanniques	+2 018	+1 404	-580
<i>Réserves de change en sterling³</i>			
7. Fonds d'Etat britanniques	+945	+258	-95
8. Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	+317	-118	+187
9. Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+2 558	+2 607	+301
10. Prêts bancaires en sterling à l'étranger	-2 500	-2 943	-1 229
11. Autres emprunts et prêts à l'étranger	-766	+36	+245
12. Crédits à l'importation ⁴	-268	+115	-83
13. Crédits à l'exportation ⁴	-902	-999	+71
14. Autres transactions à court terme	-217	+80	-130
15. Total des investissements et des autres transactions en capital	-1 867	-7 138	-4 022
16. Poste résiduel	+194	+171	+1 744
17. Balance des règlements officiels	+1 192	-845	+161
18. Attribution de droits de tirage spéciaux	+180	+158	+158
19. Souscription en or au FMI	—	—	—
20. Total des lignes 17 à 19	+1 372	-687	+319
<i>Règlements officiels</i>			
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>			
21. FMI	-140	-145	-33
22. Autres autorités monétaires	—	—	—
23. Emprunts en devises du gouvernement britannique	-629	-1 234	—
24. Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	-312	-353	+33
25. Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	-291	+2 419	-319
26. Total des règlements officiels	-1 372	+687	-319

1. La somme des postes 1 à 5 est égale au total autrefois dénommé « balance de base » ; la somme des autres postes (à l'exception du poste 16) représente ce que l'on qualifiait précédemment de « mouvements monétaires ».

2. Avoirs en fonds d'Etat britanniques détenus par des non-résidents autres que les autorités monétaires étrangères, qui sont compris dans les réserves de change en sterling.

en capital et des règlements officiels¹
désaisonnalisées
de livres

	1981			1982		
	T2	T3	T4	T1	T2	T3
1. Balance courante	+1 570	+399	+1 714	+941	+387	+1 186
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>						
2. Opérations en capital à long terme du secteur public	-111	-5	-92	-210	-23	-2
3. Investissements étrangers dans le secteur public du RU	-156	-11	+273	-52	-106	—
Fonds d'Etat britanniques ²	-157	-6	+275	-48	+11	—
Autres	+1	-5	-2	-4	-117	—
4. Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+1 262	+757	+801	+1 094	+710	+694
5. Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-2 399	-2 176	-3 012	-3 010	-2 313	-2 191
6. Emprunts contractés en monnaies étrangères ou prêts à l'étranger effectués par les banques britanniques	-751	+119	+2 616	+1 646	+535	+1 179
<i>Réserves de change en sterling³</i>						
7. Fonds d'Etat britanniques	+152	+95	+106	-46	+82	-165
8. Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	+21	+49	-375	+511	-301	+345
9. Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+902	+1 015	+389	+1 148	+1 492	+1 033
10. Prêts bancaires en sterling à l'étranger	-433	-796	-485	-1 097	+208	-1 337
11. Autres emprunts et prêts à l'étranger	-588	-105	+484	+353	+36	+313
12. Crédits à l'importation ⁴	+52	+213	-67	-93	-10	-19
13. Crédits à l'exportation ⁴	-216	-269	-585	-152	-186	-333
14. Autres transactions à court terme	+382	+56	-228	-239	-39	+150
15. Total des investissements et des autres transactions en capital	-1 883	-1 058	-175	-146	+85	-334
16. Poste résiduel	+148	-50	-1 671	-826	-1 133	-605
17. Balance des règlements officiels	-165	-709	-132	-31	-661	+247
18. Attribution de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—
19. Souscription en or au FMI	—	—	—	—	—	—
20. Total des lignes 17 à 19	-165	-709	-132	-31	-661	+247
<i>Règlements officiels</i>						
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>						
21. FMI	-35	-38	-39	-38	-60	-32
22. Autres autorités monétaires	—	—	—	—	—	—
23. Emprunts en devises du gouvernement britannique	-942	-292	—	—	—	—
24. Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	-306	-128	+48	+58	+22	+73
25. Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	+1 448	+1 167	+123	+11	+699	-288
26. Total des règlements officiels	+165	+709	+132	+31	+661	-247

3. Réserves en sterling détenues au Royaume-Uni par des pays étrangers et par des organisations internationales (autres que le FMI), notifiées par les banques, etc. du Royaume-Uni. Ce poste n'englobe pas les autres avoirs officiels — tels que fonds en dépôt, caisses de retraites et autres fonds affectés à des fins spécifiques, avoirs en actions de sociétés de dépôts détenus sur place dans des banques commerciales — dont les mouvements sont comptabilisés aux postes 3, 4 et 9.

4. A l'exclusion des crédits commerciaux entre sociétés affiliées (repris aux lignes 4 et 5). Déduction faite des règlements anticipés et des tranches de paiement versées aux fournisseurs.

5. La valeur en sterlings a été calculée au taux de change effectif.

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau H. Avoirs et engagements extérieurs

	Taux de change effectif	Réserves officielles ¹		Balances sterling			Encours de l'emprunt public à l'étranger ⁴	
		Total	dont :	Détenteurs officiels		Autres détenteurs	Total	dont :
			Devises convertibles	Total	dont :			FMI ³
					Pays exportateurs de pétrole			
1970 = 100	Millions de dollars, fin de période		Millions de livres, fin de période			Millions de dollars, fin de période		
1972	96.6	5 646	4 063	3 618	..	2 291	366	—
1973	85.6	6 476	4 725	3 689	959	2 284	2 982	—
1974	82.1	6 789	4 823	4 634	3 101	2 500	7 092	—
1975	75.8	5 429	3 335	4 102	2 839	3 228	8 921	—
1976	64.7	4 129	2 513	2 647	1 421	3 484	14 160	2 051
1977	61.7	20 557	19 015	2 852	1 360	4 965	18 042	4 029
1978	61.7	15 694	14 230	2 633	..	5 258	15 847	2 152
1979 1	62.0	21 947	16 885	2 771	1 072	5 728	16 551	2 300
2	65.4	22 070	16 911	2 868	1 139	6 086	15 104	1 209
3	68.4	22 692	18 313	3 268	1 335	6 536	14 783	1 128
4	66.0	22 538	18 034	3 320	1 205	7 838	14 585	1 048
1980 1	69.3	26 963	18 325	3 785	1 670	8 007	13 921	938
2	70.8	28 172	19 500	4 139	1 902	8 990	13 676	860
3	72.3	27 637	18 855	4 496	2 105	9 814	12 481	782
4	75.7	27 476	18 621	4 669	2 238	10 309	11 986	704
1981 1	77.7	28 212	18 546	4 761	2 465	10 610	11 893	612
2	75.0	25 631	15 975	4 934	2 602	11 512	9 231	535
3	69.5	23 696	13 848	5 078	2 615	12 527	8 359	459
4	68.1	23 347	13 457	4 746	2 470	13 434	8 372	382
1982 1	69.3	18 969	11 949	5 211	2 551	14 591	8 131	278
2	68.9	17 703	10 741	4 992	2 473	16 096	8 065	172
3	69.7	18 299	11 257	5 172	2 352	17 136	8 137	115

Pour mémoire :

Echéancier des remboursements des engagements extérieurs en devises par le secteur public au 31 décembre 1981 (milliards de dollars) :

1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	à partir de 1992	Total
1.7	0.9	1.6	1.2	1.2	1.4	1.2	0.9	0.7	0.7	2.8	14.3

1. Les emprunts inclus sont ceux enregistrés comme financement officiel dans les comptes de balance des paiements.

2. Tirages sur le FMI, nets des remboursements par le Royaume-Uni, et tirages en sterling sur le FMI par d'autres pays ; frais et intérêts en sterling exclus.

3. Depuis fin mars 1979, les bases d'évaluation des réserves doivent être révisées chaque année. L'or est évalué à 35 dollars l'once de fin jusqu'à fin novembre 1971, à 38 dollars l'once jusqu'à fin janvier 1973 et à 42,222 dollars l'once jusqu'à fin mars 1979. Les avoirs en droits de tirage spéciaux sont évalués sur la base de 1 DTS = 1 dollar jusqu'à fin novembre 1971, de 1 DTS = 1,08571 dollar jusqu'à fin janvier 1973 et de 1 DTS = 1,20635 dollar jusqu'à fin mars 1979. Les avoirs en devises convertibles sont évalués aux taux médians ou centraux de fin décembre 1971 à fin mars 1979. Les bases d'évaluation publiées en 1979 ont été modifiées en mars 1980. En 1979, l'or a été évalué au cours moyen, à la cotation de la barre sur le marché de Londres, des trois premiers mois de l'année, diminué de 25 % ; à partir de fin mars 1980, il doit être évalué à ce prix ou à 75 % du cours de clôture coté à Londres le dernier jour ouvrable de mars si ce dernier prix est inférieur au premier. Les avoirs en droits de tirage spéciaux et en devises convertibles sont évalués à partir de fin mars 1979 sur la base de leurs taux de change moyens contre dollar des Etats-Unis pour les trois premiers mois de l'année ou bien, à partir de fin mars 1980, de leur valeur effective en dollars des Etats-Unis le dernier jour ouvrable de mars si cette valeur est inférieure à la première. A partir de juillet 1979, les devises convertibles incluent les «écus» acquis du fait d'opérations de crédit croisé avec le FECOM. Ces avoirs en écus sont évalués au taux de change moyen contre dollar de l'écu ou de l'unité de compte européenne pour les trois premiers mois de l'année ou (à partir de fin mars 1980) au taux applicable le dernier jour ouvrable de mars si celui-ci est inférieur au premier. Jusque'en mars 1980, ce mode d'évaluation a été différent de celui qui était utilisé pour la publication mensuelle des chiffres des réserves et suivant lequel les écus étaient évalués au taux du marché applicable à chaque opération de crédit croisé.

4. A partir de la fin mars 1979, les taux auxquels sont évalués les emprunts en cours seront révisés chaque année sur la même base que les réserves. La réévaluation de 1979 a eu pour effet d'augmenter de 576 millions de dollars le montant des emprunts à la fin mars (emprunts au FMI : + 148 millions de dollars et autres emprunts du secteur public au titre du système de garantie de change : + 428 millions de dollars).

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau I. Commerce extérieur par régions
Millions de dollars EU, moyennes mensuelles

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Importations, caf														
OCDE, total	1 050	1 100	1 240	1 382	1 659	2 303	3 032	3 078	3 209	3 781	4 951	6 637	7 564	6 708
Amérique du Nord	314	326	371	351	371	480	633	593	630	716	854	1 100	1 452	1 272
OCDE - Europe	630	661	748	887	1 109	1 606	2 175	2 257	2 351	2 800	3 766	5 117	5 604	4 931
CEE	415	430	488	593	733	1 059	1 510	1 626	1 703	2 043	2 653	3 694	4 060	3 628
Pays à économie planifiée	68	74	80	78	89	122	146	138	169	197	207	271	278	168
Pays en voie de développement	403	423	430	478	503	711	1 241	1 111	1 185	1 191	1 253	1 546	2 002	1 555
<i>dont</i> : OPEP	147	153	160	212	210	295	725	578	611	530	538	580	826	603
Exportations, fob														
OCDE, total	868	990	1 102	1 260	1 426	1 827	2 286	2 404	2 633	3 296	4 081	5 526	6 941	6 047
Amérique du Nord	235	243	246	291	332	394	441	425	463	555	678	854	1 055	1 182
OCDE - Europe	529	633	731	832	960	1 260	1 615	1 756	1 974	2 518	3 135	4 361	5 562	4 578
CEE	346	410	471	540	612	821	1 077	1 178	1 371	1 753	2 256	3 162	4 081	3 552
Pays à économie planifiée	53	58	62	58	64	84	101	123	109	131	171	210	255	192
Pays en voie de développement	306	354	375	458	468	542	723	981	1 007	1 267	1 598	1 679	2 180	2 051
<i>dont</i> : OPEP	66	83	85	107	122	151	219	389	440	580	703	603	881	923

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, série A.*

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹
POPULATION																											
	Mi-1980	Milliers	14 616	7 509	9 857	23 959	5 125	4 780	53 713	61 566	9 599	229	3 401	57 042 ²	116 782	365	14 144	3 131	4 087	9 966	37 381	8 316	6 373	45 078	56 010	227 658	22 340
	»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	248	73	2	48	189	309	141	418	12	13	108	74	18	154	58	230	24	87
	Mi-1970 à Mi-1980	%	1.4	0.1	0.2	1.2	0.4	0.4	0.6	0.1	0.9	1.1	1.4	0.6	1.2	0.7	0.8	1.1	0.5	1.0	1.1	0.3	0.2	2.4	0.1	1.1	0.9
EMPLOI																											
	1980	Milliers	6 242	3 070	3 751	10 655	(2 470)	2 192	21 142	25 265	(3 347)	(101)	1 149	20 572	55 360	159	4 677	1 270	1 914	3 951	11 254	4 232	3 012	14 610	24 397	97 270	9 690 ³
	»	% du total	6.5	10.5	3.0	5.5	(8.1)	11.6	8.8	6.0	(29.7)	(11.9)	19.1	14.2	10.4	5.7	6.0	11.0	8.5	28.3	18.9	5.6	7.2	60.4	2.6	3.6	22.3
	»	»	31.0	40.3	34.8	28.5	(28.6)	34.4	35.9	44.8	(30.0)	(37.6)	32.4	37.8	35.3	38.2	31.8	33.6	29.7	35.7	36.1	32.2	39.5	16.3	38.0	30.6	..
	»	»	62.5	49.2	62.2	66.0	(63.3)	54.0	55.3	49.2	(40.3)	(50.5)	48.5	48.0	54.3	56.1	62.2	55.4	61.8	36.0	45.0	62.2	53.3	23.3	59.4	65.8	41.9
PIB aux prix du marché																											
	1980	Milliards de dollars des É-U ¹¹	140.0	77.0	116.5	253.3	66.4	49.9	651.9	819.1	40.4	2.8	17.8	394.0	1 040.0	4.6	167.6	23.3 ⁹	57.3	24.1	211.1	122.8	101.5	52.9	522.9	2 587.1	56.2 ⁵
	1975 à 1980	%	2.5	3.5	2.9	3.0	2.6	3.1	3.3	3.6	4.4	3.7	3.8	5.1	2.3	2.5	0.7	4.6	5.2	2.2	1.2	1.6	2.8	1.6	1.6	3.9	5.6
	1980	Dollars des É-U ¹¹	9 580	10 250	11 820	10 580	12 950	10 440	12 140	13 310	4 210	12 410	5 190	6 910	8 910	12 570	11 850	7 442	14 020	2 430	5 650	14 760	15 920	1 170	9 340	11 360	2 516
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE																											
	1980	% du PIB	22.8	25.3	21.4	23.1	18.3	24.6	21.6	23.6	23.5 ⁸	26.5	27.9	20.0	31.7	25.3	21.0	17.8	25.0	20.9	19.6	20.3	23.8	18.0	17.8	18.2	35.5
	1979	»	..	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8 ¹⁰	8.0	10.7	9.2 ¹⁰	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9 ¹⁰	7.3	7.1	..	9.3	7.4	..
	»	»	4.2 ¹⁰	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4 ¹⁰	5.1	7.4	6.6 ¹⁰	5.8	3.3	5.3	3.7	..	5.0	..	3.8	3.0	4.8	7.2
	1975 à 1980	%	1.6	2.2	1.6	2.3	-0.3	-2.2	2.0	5.2	3.8	2.3	7.6	3.5	4.7	1.1	1.4	-7.7	-0.5	4.7	-0.9	-0.2	2.2	-0.2	0.3	3.3	5.7
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE¹²																											
	1980	% du PIB	21.4 ¹⁰	26.2	16.3	21.5	14.4	24.8	21.7	23.1	25.6	24.5	19.8	22.3	30.7	50.1	20.1	19.3 ⁹	29.9	20.5	18.9	17.3	26.7	16.6	19.2	18.3	37.0
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS																											
	1979	% du PIB	16.2	18.0	17.7	19.4	25.2	18.4	14.9	20.0	16.3	11.7	20.0	16.1	9.8	15.9	18.1	16.0 ⁹	19.7	14.8	10.8	28.4	12.9	13.7	20.0	17.4	17.6
	»	»	29.6 ¹⁰	42.2	46.2	35.8	49.4	34.6	42.1	40.9	29.7	25.0 ¹⁰	41.7 ¹⁰	41.1	24.2	43.5	55.1	..	47.1	30.7	26.7	56.8	29.9	23.4	40.0	31.5	..
	»	»	32.5 ¹⁰	44.2	43.2	35.8	50.3	38.2	43.4	42.9	30.6	34.0 ¹⁰	37.8 ¹⁰	35.7	26.6	52.2	55.8	..	52.2	26.9	27.5	57.4	33.2	23.8	39.0	32.5	..
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT																											
	1980	% du PNB	0.5	0.2	0.5	0.4	0.7	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.2	0.3	..	1.0	0.3	0.8	..	..	0.8	0.2	..	0.3	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																											
	1980	Dollars des É-U ¹¹	5 800	5 650	7 540	5 950	7 270	5 720	7 690	7 340	2 750	7 560	3 310	4 270	5 220	7 430	7 200	4 550	6 600	1 790	3 950	7 630	10 128	851	5 581	7 370	1 343
	1978	Nombre	479	272	302	410 ¹²	219	235	327	346	80	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	11 ¹⁴	256	536	85
	1979	»	440 ¹³	375	352	666	609	470	415	434	281	444 ¹³	174	318	460	547	486	545 ¹³	423	132	294	772	700	39	480	793	79 ¹³
	1977	»	351 ¹⁴	247 ¹⁶	286	428 ¹⁴	338	363 ¹⁴	372	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ¹⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ¹⁰	199
	1977	»	1.5 ¹⁴	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6 ¹⁴	2.0	2.2	1.7 ¹⁶	1.2	2.3	1.2	1.7	1.4	1.8	1.5	1.8	1.8 ¹⁴	2.0	0.6	1.5	1.5	1.7	1.3
	1979	% du groupe d'âge	44.4	32.0 ¹⁵	61.3 ¹⁵	64.9 ¹⁵	57.4 ¹⁵	68.5	55.9	45.4 ¹⁵	45.4 ¹⁵	..	50.5	43.9 ¹⁴	71.4	37.3 ¹⁰	65.0	44.8 ¹⁵	65.0	33.4 ¹⁴	41.3 ¹⁵	56.3 ¹⁴	70.1 ¹⁵	12.7 ¹⁰	46.2 ¹⁵	75.0	52.2
	1980	Nombre	11.0	13.9	11.2 ¹⁵	10.9 ¹⁵	8.8 ¹⁵	7.7 ¹⁵	10.0	13.5 ¹⁵	18.7 ¹⁵	5.4 ¹⁵	12.4 ¹⁵	14.3	7.4	11.5	8.7 ¹⁵	12.6 ¹⁵	8.8 ¹⁵	26.0 ¹⁵	11.1	6.7	8.5 ¹⁵	..	11.8	12.6	33.4 ¹⁰
SALAIRES ET PRIX																											
	1975 à 1980	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	..	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	35.5	14.9	8.5	19.0
	»	%	10.6	5.3	6.4	8.7	10.4	10.7	10.5	4.1	16.3	41.5	14.1	16.6	6.5	6.1	6.0	14.4	8.4	21.8	18.6	10.5	2.3	50.1	14.4	8.9	17.9
COMMERCE EXTÉRIEUR																											
	1980	Millions de dollars des É-U ¹¹	22 068	17 364	64 500 ⁷	64 944	16 740	14 148	111 312	191 688	5 184	924	8 508	77 904	129 588	..	73 836	5 421	18 492	4 644	20 820	30 924	29 616	2 748	115 176	220 704	8 568
	»	%	15.8	22.8	55.7	25.8	25.2	28.2	17.2	23.3	12.3	33.0	47.8	19.8	12.5	..	46.0	23.3	32.2	19.3	9.8	25.3	29.9	5.2	22.4	8.6	15.2
	1975 à 1980	%	3.7	9.3	5.9	6.3	6.2	10.5	6.8	6.3	8.9	12.7	9.6	5.9	9.2	..	4.6	8.1	9.2	..	9.9 ¹⁸	2.1	6.3	4.7	4.7	6.7	3.8
	1980	Millions de dollars des É-U ¹¹	20 208	24 252	71 676 ⁷	58 992	19 320	15 612	134 856	185 856	10 632	996	11 148	99 708	141 108	..	76 872	5 468	16 956	9 300	34 176	33 420	36 336	6 252	120 156	241 200	14 436
	»	%	14.5	31.8	61.8	23.4	29.1	31.2	20.8	22.5	25.2	35.6	62.6	25.4	13.6	..	47.9	23.5	29.5	38.7	16.1	27.4	36.7	11.8	23.3	9.4	25.7
	1975 à 1980	%	5.0	9.7	5.5	3.2	3.2	2.3	8.7	7.3	3.9	4.9	10.3	7.6	4.4	..	4.7	0.9	4.4	..	0.7 ¹⁸	0.8	9.0	-4.1	3.9	6.7	0.5
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES²⁴																											
	Fin 1980	Millions de dollars des É-U	2 044	6 223	9 349 ⁷	4 029	3 459	1 914	30 994	52 261	1 301	176	2 876	26 117	25 717	..	13 607	353	6 100	1 784	12 516	3 690	19 374	1 442	21 492	27 395	1 467
	En 1980	%	10.1	25.7	13.0	6.8	17.9	12.3	23.0	28.1	12.2	17.7	25.8	26.2	18.2	..	17.7	6.5	36.0	19.2	36.6	11.0	53.3	23.1	17.9	11.4	10.2

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2. Population résidente totale.
 3. Secteur privé et socialisé.
 4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5. Produit social.
 6. A prix constants.
 7. Y compris le Luxembourg.

8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9. Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10. Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
 11. Aux prix et taux de change courants.
 12. Épargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
 13. Emplois courants = Dépense courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
 14. 1976.

15. Jeunes de 15 à 19 ans.
 16. 1974.
 17. Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18. En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
 19. 1978.
 20. 1975.
 21. 1972.
 22. 1977.
 23. 1979.

24. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).
 25. 1976 à 1980.

Note : Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.
 Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.
 Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent/Agent local:

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

CCLS - LCLS

19, rue Plantin, 1070 BRUXELLES. Tel. 02.521.04.73

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Que. H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondent:

13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications/Sales Section, Baskerville House,
2/F., 22 Ice House Street

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI-1, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:

Ugo Tassi

Via A. Farnese 28, 00192 ROMA. Tel. 310590
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628
Costantino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI. Tel.
405210

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446

Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Aciou"
Via Meravigli 16, 20123 MILANO. Tel. 807679

Libreria Zanichelli

Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna. Tel. 237389

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274

La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box nr 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR
University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel Chr. Plantijnstraat 1
Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENHAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop, 25 Rutland Street,
Mail Orders: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubacade World Trade Centre
Mail Orders: Private Bag
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,
Mail Orders: Private Bag
DUNEDIN: Retail: Princes Street
Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7.
Tel. 317.53.08, 317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hofbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec. 2
Chung Hsiao E. Road
TAIPEI. Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Sukit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları İst-Türk Ltd. Şti.
Atatürk Bulvarı No: 77/B
KIZILAY/ANKARA. Tel. 17 02 66

Dolmabahçe Cad. No: 29

BESIKTAS/ISTANBUL. Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 42436

**(10 83 28 2) ISBN 92-64-22399-1
ISSN 0304-3363**



IMPRIMÉ EN FRANCE



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1982-1983) US\$ 67,00 £ 30,00 F 300,00

(10 83 28 2) ISBN 92-64-22399-1
ISSN 0304-3363

F18/400

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.